LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - № 12894 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 13-LUNDI 14 JUILLET 1986

Duel à Rome

APRÈS avoir établi un record absolu de longé-vité dans l'histoire de la République italienne - 1 058 jours à la tête des affaires, - M. Bettino Craxi avait démissionné le 27 juin dernier, poignardé par les « francs-tireurs » de sa majorité qui, dans l'anonymat d'un scrutin, lui avaient refusé leur

autoritaire et souvent flamboyant, il ne pouvait pas tombei sans éclat. La tournure que prend la crise est à la hauteur du personnage : un duel sans merci grands alliés démocrateschrétiens. Un arrangement paraissait pourtant possible: M. Craxi aurait mené la barque jusqu'à la fin de la législature puis - tout en restant à bord passé le gouvernail pour plu-sieurs années au « principal parti italien », qui, dans l'esprit de beaucoup de ses membres, n'aurait jemais dû le lâcher.

Ce « mariage d'une durée biblique » n'était pas du goût du président du conseil. Il vient de s'offrir le luxe de récuser M. Andreotti, que le président Cossiga chargeait de sa succee

cinq » est bel et bien conda Devant le combat des géants, les pygmées de la coalition ne peuvent que se répandre en plaintes du petit Parti républicain, qui proposait une « garantie à trois » pour le futur président du conseil. Comme l'a dit drôlement un dirigeent socialiste : « Le fait de désigner quelqu'un pour se porter garant du parrain n'existe même pas dans la Mafia. »

E N fait, M. Craxi – serein dans l'épreuve phénomène atypique et sans précédent dans la politique de la péninsule. Son parti vient de faire bonne figure sux élections régionales de Sicile mais reste une formation tournant autour de 11 % de l'électorat. Tel Napoléon à l'île d'Elbe, le secrétaire du PSI ne peut s'accommoder de régner sur un territoire aussi restreint. Il a du moins réussi à donner aux Italiens le goût de la stabilité, et ses compatriotes lui savent gré d'avoir ralenti l'inflation. Voici qu'ils retrouvent avec un agacament teinté d'ironie le carrousel des candidats pressentis et des déclarations amphigouriques sur les perrons présidentiels qui fit le charme et ance de la Quatrième

République française. A ce stade de la crise, après l'affront calculé qu'est le refus d'un vieux routier comme M. Andreotti - lui-même, avec une savante fausse modestie, estime avoir été pressenti pour son « ancienneté », - on voit mai comment le couple qui gouverna le pays pourrait se réconcilier.

C'est donc à des élections anticipées que l'on songe à Rome. Il serait bien étonnant qu'elles règlent quoi que ce soit, et le prestige personnel incon-testable de M. Craxi ne vaudra probablement pas la moindre percée significative à son parti. Comme l'écrit dans son éditorial « la Repubblica » : « Le déroulement tourmenté de cette crise prouve que chez nous la société civile est plus avancée que la société politique. » On n'en avait jamais douté, même si M. Craxi - par son style impérieux, son savoir-faire et son faire savoir avait pu un temps donner l'impression que le système luimême était en train de changer de nature.

EUT-ETRE I'ltalie, en retrouvant M. Andreotti -déjà cinq fois président du conseil. - le contraire d'un homme neuf pour succéder à un homme à poigne, a-t-elle pris plus profondément conscience de l'usure de son personnel politique et des inconvénients de ses jeux parlementaires.

Epreuve de vérité pour la cohabitation

M. Mitterrand décidé à ne pas signer telle quelle l'ordonnance sur les dénationalisations



A chacun son feu d'artifice. M. François Mitterrand, lui, a pris l'habitude, ces dernières années, de profiter de son rendezvous rituel avec Yves Mourousi, en direct de l'Elysée, sur TF 1, le jour de la fête nationale, pour allumer de gros pétards politi-

C'est le 14 juillet 1984 qu'il avait mis fin à la « guerre sco-laire » en désavouant le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, dont la démission avait entraîné le départ du premier ministre, M. Pierre Mauroy, et son remplacement par M. Laurent Fabius.

C'est le 14 juillet 1985 qu'il avait défini sa conception de la < cohabitation » avec la droite, dans la perspective d'un renversement de la majorité parlementaire, en posant les premiers ialons d'une coexistence négociée.

En ce lundi 14 juillet 1986, le président de la République va-t-il sortir de sa poche un nouveau pétard ? La réponse paraît devoir être affirmative. M. Mitterrand se propose d'abord de réaffirmer sa prééminence dans la conduite de la politique étrangère de la

> ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 6.)

Les chrétiens de Beyrouth-Est

Rendre le « réduit » viable...

M. Baudis contre M. Joxe

Le maire de Toulouse met en cause l'ancien ministre de l'intérieur après l'annulation des élections législatives dans la Haute-Garonne PAGE 6

La loi sur la réforme des universités

M. Devaquet entre les « libéraux » et les « étatistes »

Un médecin expérimente sur lui-même un vaccin antiparasitaire

Un espoir pour des millions de personnes atteintes dans le monde PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 16

Action directe et l'attentat contre la police

Le geste d'un desperado?

Les obsèques du commis-saire Marcel Basdevant, tué ensin. dans l'attentat contre les locaux de la PJ à Paris, ont été célébrées, le samedi 12 juillet. « Les policiers sont notre premier rempart », a. déclaré M. Jacques Chirac, au cours de la cérémonie offi-

Les revendications en font foi : les auteurs de l'attentat contre des locaux de la police judiciaire parisienne, mercredi 9 juillet, et ceux des attentats commis, dans la nuit du 5 au 6 juillet, à Paris, contre des bureaux des sociétés Thomson et L'Air liquide seraient bel et bien les mêmes. Ils se réclament en tout cas d'Action directe selon le même « canal ».

Le texte parvenu, vendredi, au Monde, signé - Commando Loic Lesevre Action directe ., revendiquant « l'action contre la préfecture de police :, et le communiqué adressé à notre rédaction au nom d'Action directe après les attentats contre les deux sociétés, ont en effet la même origine. Même calligraphie au normographe de l'adresse sur l'enveloppe, même frappe de machine à écrire, même type d'enveloppe et de pho-

Le premier communiqué avait été posté, le dimanche 6 juillet à 17 heures, du centre de tri de Paris-Montparnasse, le second, le ieudi 10 iuillet à 11 heures, du centre de tri de Paris-Austerlitz.

Cependant, par-delà l'utilisa tion d'un sigle connu, ces textes révèlent une évolution : « Nous ne sommes pas dans la simple répétition: if y a du neuf », confie un enquêteur. Action directe n'est pas un groupe monolithique et l'appellation commune recouvre plusieurs noyaux, tendances ou branches, aux logistiques opérationnelles et aux références idéologiques différentes.

Les deux communiqués de cette dernière semaine traduisent l'existence de la branche « nationale » du groupe terroriste, qui ne s'était jusqu'ici manifestée que par des attentats à l'explosif faisant des dégâts matériels, par opposition à la branche - internationaliste - qui, depuis sa fusion en janvier 1985 avec la Fraction armée rouge ouest-allemande, n'avait pas hésité à programmer des assassinats individuels.

EDWY PLENEL. (Lire la suite page 7 et nos informations page 16.)

Avignon sous « la Tempête »

Ouverture du 40^e Festival

Il y a un manège à l'ancienne, place de l'Horloge. Sur les murs, peintes en trompe-l'œil, des fenêtres avec des personnages, dont bien évidemment Gérard Philipe. Des chats efflanqués aux yeux des cuisines d'hôtel.

Dans le jardin du festival, vendredi 11 juillet, il y avait M. Léo-tard, le ministre de la culture et de la communication, en manches de chemise ravée, le maire d'Avignon en sombre, Michel Guy en clair, Alain Crombecque chiffonné, une foule, des photographes, des tables pour un en-cas, Alfredo Arias en blanc, étrangement calme, pour un metteur en scène dont le spectacle - la Tempête - va inaugurer dans la Cour d'honneur le 40º Festival.

Au cloître des Carmes, on donne Don Carlos, mais si l'inauguration officielle ne se faisait pas à la Cour d'honneur, ce serait la révolution. C'est là que va le ministre. L'ancien ministre, Jack Lang, et sa femme Monique, y sont également, avec un air de vacances. Sur les gradins du bas, tout le monde se connaît et s'embrasse. Plus haut, sont les

spectateurs qui ont loué leurs

places. Ils profitent mienx du tissement. Celui de Marilu Marini décor, du reflet des murailles en Caliban est époustouflant. Par dans le plan d'eau qui entoure l'île magique de Prospero.

Quand la lumière s'éteint, reste plus qu'un seul public, dans une même attente. C'est pendant le spectacle que se dégagent et se ressentent des moments d'unani-

Ainsi: la vision de la muraille, reproduite par Roberto Plate en ruines si harmonieuses, que la vraie semble la reconstitution moderne d'un palais antique. Ainsi: la grâce précieuse et très nostalgique des compositions d'ensemble, qui touche, étonne car en plein air, sur un vaste espace, Arias parvient à donner la même fragilité inquiète que sur une petite scène fermée, la même impression fugace d'un regret brûlant qui affleure. Et c'est en complète opposition avec la fracassante théatralité des scènes de clowns rythmées, réglées sans

Le public rit, applaudit. Il s'émerveille aux magies, substitu-tions, apparitions - le domaine reconnu d'Arias, comme le traves-

quelles manipulations est-elle devenue ce faune tordu à la voix rauque ? Par le maquillage gristerre, la perruque aux cheveux pauvres, les fausses dents qui déforment le visage mais également par une sorte d'angoisse. celle d'un être disgracié, et la nôtre devant un malheur qui nous

gêne et nous laisse impuissant.

Selon son habitude, Arias prend une allure sage et décale juste assez pour éveiller un trouble. Pierre Dux est un Prospero dont les pouvoirs magiques paraissent sans mystère. Les naufragés, censés représenter le monde vivant ressemblent à des statuettes funéraires. Caliban est pathétique, mais Ariel contient à peine son agressivité.

Les répétitions de la Tempête ont eu lieu en plein mistral, mais la première représentation s'est passée dans une calme douceur. Et à la dernière réplique, au dernier roulement des applaudisse-ments, une fois les trépignements apaisés, le vent s'est levé.

COLETTE GODARD. (Lire page 9 la critique de MICHEL COURNOT.)

MM. Gattaz, Chotard et la présidence du CNPF

Un troisième homme entre les Yvon

M. Yvon Gattaz, annoncée le sons officielles qu'ils ont chacun vendredi 11 juillet, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la midécembre prochain, la liste des « éligibles » à la présidence du CNPF s'allonge.

Il y a quatre mois, le 17 mars, au lendemain des élections législatives, lorsque M. Yvon Chotard avait annoncé à la surprise générale qu'il démissionnait de la viceprésidence du CNPF, une triple question s'était posée : Pourquoi ce jour-là ? Pourquoi cette manière de coup de théâtre ? Que cachait cette annonce? Aujourd'hui, la même triple interrogation reste d'actualité, à propos, cette fois, du geste de M. Yvon Gattaz.

Bien que de profondes inimitiés opposent les deux hommes, rivaux cession a été donné par M. Gattaz

exprimées à l'appui de leur décision illustrent une étrange similitude. « Je ne renoncerai pas au combat que je mène comme chef d'entreprise... mais, dans les circonstances actuelles, je veux disposer de toute ma liberté d'action et de jugement », écrivait M. Chotard. « L'exercice de la présidence du CNPF exige une liberté d'action qui ne peut être

entachée du moindre soupçon d'électoralisme... Les projets ambitieux d'expansion de la société Radiall que je dirige avec mon frère nécessiteront la mobilisation de toutes les énergies, et je pense que ma présence sera nécessaire », réplique aujourd'hui M. Gattaz.

Le départ de la course à la suc-

Après la décision de irréconciliables, plusieurs des rai- lui-même, dans une période de relatif calme, social et politique, et c'est là un point à mettre à l'actif du président du CNPF. A placer aussi à son crédit les efforts menés depuis cinq ans pour que les entreprises et leurs chefs, qui, naguère et pour beaucoup, n'étaient que des incapables lorsqu'ils faisaient faillite et des usurpateurs lorsqu'ils dégageaient des profits, tiennent désormais le haut du pavé dans une large partie de l'opinion, puisqu'ils ouvrent le chemin obligé de la bataille pour l'emploi et le progrès.

Réussite enfin pour avoir su sans trop de dommages navigues dans les eaux tumultueuses d'un pouvoir ancré à gauche jusqu'au printemps dernier et dans une conjoncture économique médio-

FRANÇOIS GROSRICHARD. (Lire la suite page 13.)

A partir de mardi

(daté mercredi 16 juillet)

CHRONIQUE DES

En quarante épisodes, le Monde retrace la décennie charnière du siècle : les grands événements, les hommesclés, l'évolution de la société, les idées nouvelles

dans Le Monde

M. Barand Ceymon sucrede a M. Marines

LA MORT DE MAR

Clas pero desa funderer

mage desiries à partieur la rescitation de la les

dente à ministre de depotation un les se mensoration plus se se se réglis efficiel seus te parties se se

the 27 page from an appear of

ten 1987: House Company against

ingrate. It interested of the \$ as for the limited Apple the States to the Apple to Provide to Provide

Sintaide de Martie I -

to the spin on Ottown we

in this i was about the total

Begrane 3 847, has gentre

let de rient tenens s.

Marie Marie Provis: 199

B. 182 1925 B Johnstoff Steel Steel

MOUVELLES BREVES

ments with the store of t

La mémoire littéraire de l'Europe centi

la

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 juillet. - Bonn: Visite du premier ministre du

Landi 14 juillet. - Grande-Bretagne: Visite de M. Che-varnadze, ministre soviétique des affaires étrangères. Bruxelles: Conseil des ministres de l'agriculture de la CEE. Madrid: Visite de M. Zhao

Ziyang, premier ministre chinois. Natrobi : Réunion des chefs d'Etat de l'Afrique de l'Est. Afrique du Sud : Rentrée sco-

Mardi 15 juillet. - Paris : Visite en France du ministre ouest-allemand de l'environnement à propos de la cen-trale de Cattenom. Londres : Visite du secrétaire général de la Ligue arabe.

Moscou : Visite du premier Washington: Vote du Sénat sur la retransmission de ses

débats à la télévision. Halti: Procès de Luc Désir, ancien haut fonctionnaire de police.

Mercredi 16 juillet. - Washington: Le premier ministre pakistanais est reçu par M. Reagan. Bruxelles: Conseil des ministres

du budget de la CEE. Jeudi 17 juillet. - Tunis: Visite de M. Raimond, ministre français des affaires étran-

Beyrouth: Manifestations populaires contre la guerre. Samedi 19 juillet. - Turquie:

Reconduction de la loi martiale dans cinq provinces.

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Télex MONDPAR 650572 F Tel.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant :

Anciens directours Habert Beuve-Mêry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la société : Principaux associes de la societe:
Société civile
Les Rédacteurs du Monde»,
Société anonyme
des locteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur

Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



, rue de Monttessay, 75007 PARIS [6] : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction baterdite de tous articles sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS Tél.: (1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

687 F 1 337 F 1 734 F

TRANGER (par messagaries)

— ELICOTE/LIXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISLE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie africame: turif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque pos-nal (trois volets) voudront bien joundre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs on

Changements d'adresse définitis en provisoires (deux semaines ou plus); nos abounés sont invités à formuler seux de-mande une semaine su moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER Algérie, 3 DA; Merce, 6 dr.; Tunicia, 550 m.; Allemagne, 2,50 DH; Americha, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'hedre, 420 f CFA; Demenark, 9 kr.; Expagne, 170 ptd.; G.-S., 85 p.;

Il y a cinquante ans

L'aller-retour d'André Gide en URSS

E Staline à Khrouchtchev, tous les dignitaires soviétiques du jour et du lendemain sont alignés sur le podium de la place Rouge, avec, outre le Bulgare Dimitrov, président du Komintern, un seul étranger, une marche en contrebas : André Gide. Un effort plisse son front dégarni, comme pour mieux déchiffrer une énigme. La mère patrie de la révolution enterre son Victor Hugo :

Depuis quatre ans, en publiant ses Pages de journal. Gide a fait connaître son adhésion au communisme soviétique. En 1935, ses Nouvelles Nourritures ont retenti comme un appel à la révolte des prolétaires : - Camarade, n'accepte pas la vie telle que la proposent les hommes!» Si ses nouveaux camarades l'avaient micux lu, ils auraient plus prudemment ouvert leurs rangs à ce non-conformiste congénital. Quarante ans plus tôt, les Nourritures terrestres, auxquelles son manifeste faisait écho, adjurait le lecteur de « jeter » son propre livre. Toute la vie, toute l'œuvre de cet esprit non prévenu » n'avaient été qu'une infatigable émancipation. Famille, religion, morale sexuelle, colonialisme, et maintenant le système économique et social, tout ce qui sonde la société de son temps a éprouvé la pointe d'une plume d'autant plus décapante qu'elle est plus rigoureusement contrôlée. Pour Gide, le communisme ne peut être qu'une interrogation, non une

Sa - conversion - de 1932 avait fait grand bruit; son Retour de l'URSS de 1936, suivi des Retouches de 1937, son apostasie », en fera plus encore.

Gide ne fut pas le premier visiteur à rapporter d'Union soviétique un témoignage critique. Dès son origine, le lâchage de Brest-Litovsk et la répudiation des emprunts russes, l'Union soviétique n'avait cessé d'être en France un objet de controverses, mais nombre des témoins récents - de Trotski, exilé par Staline, à Ernest Mercier, grand capitaliste - passaient à tort ou à raison pour partisans. Georges Duhamel avait publié en 1927 un Voyage à Moscou nuancé mais suffisamment favorable pour que le maréchal Pétain dise lors de l'élection de l'auteur à l'Académie : « Encore un holchevik ».

Un ouvrage aurait dû ouvrir les yeux de Gide: Vers l'autre flamme, trois volumes accablants que publièrent à Paris en 1929 Panaît Istrati, Boris Souvarine et Victor Serge, sous la seule signature du premier. Mais il ignora Istrati, qui mourut en 1935, comme, sur le moment, Souvarine, dont la biographie de Staline, cette même année, n'eut droit qu'à dix lignes dans la Nouvelle Revue française. Quant à Victor Serge, il était emprisonné en URSS depuis 1933 et ne sera libéré, en mai 1936, qu'après de multiples interventions en sa faveur, dont celle de Gide.

En tout cas, ces désabusés n'avaient ni littérairement ni politiquement la notoriété de l'écrivain, et leurs - retours - ne pouvaient avoir le même retentissement. Celui de Gide sit date et sera suivi en France, jusqu'à la guerre mondiale, de nombreux réquisitoires de visiteurs bien intentionnés au départ et « revenus » d'URSS dans tous les sens du terme.

Si Gide avait toujours été fasciné par la Russie - et ses écrivains, la politique, et particulièrement celle de la gauche, le laissa longtemps indifférent. Sa vieille amitie pour Léon Blum s'adressait à l'esthète, non au socialiste. C'est par le biais de l'anticolonialisme, alors qu'il approchait de la soixantaine, qu'il - entra en politique » ; encore ne découvrit-il la réalité coloniale, en 1925, qu'en allant observer les papillons au Congo...

La persécution des communistes par les nazis en Allemagne (où Gide allait souvent) et la fréquentation de jeunes marxisants firent le reste. La doctrine n'y eut aucune part. Gide s'astreignit laborieusement à la lecture du Capital, mais Marx. lui resta toujours sur l'estomac : - C'est la messe en latin. Où l'on ne comprend pas, l'on s'incline » (1937). En revanche, son christianisme personnel y fut pour beaucoup. « Ce qui m'amène au communisme, ce n'est pas Marx, c'est l'Evangile » (1933).

Toujours est-il que, tout en refusant l'embrigadement dans le Parti, Gide franchit le pas sans réserve. Souhaitant « de tout cœur la déroute du capitalisme », se délectant des discours de Staline, ne voyant de « salut » que dans » le plan de la Russie nouvelle », il écrit « la tête froide », lc 23 avril 1932 : «S'il fallait donner ma vie pour assurer le succès de l'URSS, je la donnerais aussitôt. » Il fait des discours, préside des réunions publiques (où il s'ennuie ferme), lève le poing comme tout le monde, publie les Caves du Vatican en feuilleton dans l'Humanité, va demander à Berlin la libération de Dimitrov, emprisonné sans charges depuis l'incendie du Reichstag.

Ce grand voyageur hésite pourtant à vérifier sur place le bien-fondé de ses convictions. Des doutes l'effleurent en 1934. Raison de plus pour aller voir, lui dit Martin du Gard. Gide ne se décide que dans la fièvre du Front populaire. Il veut revoir Gorki malade et que l'on dit désabusé. Pour corroborer ses impressions, il tient à être accompagné d'un groupe assez hétérogène : Herbart bien sûr (revenu pour quelques jours de Moscou au début de juin 1936), leur ami commun Jef Last, l'éditeur Jacques Schiffrin (qui parle russe), et deux jeunes romanciers qu'il connaît peu : Eugène Dabit (Hôtel du Nord) et Louis Guilloux (le Pain noir).

« Nos yeux vraiment s'ouvrirent »

Gide arrive à Moscou par avion le 17 juin avec Herbart ; les autres les rejoindront par mer. Gide est porté en triomphe, et c'est le début de deux mois de liesse officielle et populaire. Gide ne reverra Gorki que sur son lit de mort, le 18; le 20, lors de la cérémonie sur la place Rouge, il dira imprudemment (et s'en repentira) que, en « étant révolutionnaire, l'écrivain n'est plus un opposant ». A Leningrad, du

1er an 4 juillet, il accueille ses autres com-

pagnons. Puis, le 12 juillet, tout le monde

Mais à Tiflis, Schiffrin et Guilloux

décident de regagner Paris - or, écrira

Gide, c'est à partir de Tiflis que « nos

yeux vraiment s'ouvrirent s. A Sébasto-pol, Dabit est hospitalisé et mourra à l'hôpital. Ainsi, seul Herbart aura accom-

Ils sont de retour à Moscon le 20 soût.

le lendemain de l'ouverture du premier

des grands procès staliniens. Le 24, quand

ils repartent pour Paris, la Pravda

annonce l'exécution des deux principaux

accusés, Kamenev et Zinoviev. Gide n'en

soufflera mot dans son premier livre, et il

saluc d'un - au revoir - télégraphique - la patrie du socialisme victorieux ».

moins sûr. Ce qui frappe le lecteur du Retour de l'URSS, publié le 13 novem-

bre, c'est la modestie (cent vingt-cinq

pages), la modération (on est loin du

coup de gueule » d'Istrati), le sentiment

que l'expression de la vérité sur l'URSS en formation (premier titre envisagé) contribuera à lui rendre ses vertus.

Il s'agit d'un carnet impressionniste. de

notes - psychologiques -, avec des effu-

sions qui font sourire (ah! ces miséreux

adorables à les . serrer sur son cœur .!),

quelques observations qui étonnent les

visiteurs d'aujourd'hui - « Dans des contrées entières », l'URSS présente le

visage riant d'un bonheur où, il est vrai,

I' « ignorance » a sa part, - et une obstina-

tion naïve à persuader le lecteur que le

système aurait de meilleures chances de

Cet optimisme opiniâtre semble cepen-

dant quelque peu artificiel tant l'auteur

accumule les observations négatives : la

pauvreté, les queues, les marchandises

- consternantes -, les enfants abandonnés

une misère d'autant plus atroce, précisera

Gide dans ses Retouches, que, le bonheur

du peuple étant garanti par l'Etat, elle ne

peut être que coupable... « Il n'y a plus de classes en URSS, c'est entendu, mais il y

a des pauvres, il y en a trop; beaucoup

trop. . Pis encore : le . nivellement ., la

dépersonnalisation », l'« uniformité des

mises » et sans doute « des esprits ». « Le

bonheur de tous ne s'obtient qu'aux

dépens de chacun. Pour être heureux,

soyez conformes. » « Chaque matin, la Pravda enseigne ce qu'il sied de penser. »

réussite en France.

Hypocrisie protocolsire ? Rien n'est

part pour le Caucase et la mer Noire.

pagné Gide de bout en bout.

Ce qui scandalise le plus Gide, c'est le ment de l'idéal révolutionnaire, le recours au rendement au nom du stakha-: novisme - « On avait le knout autrefois », - la dictature des profiteurs, l'embourgeoisement des mœnrs avec les législations nouvelles contre l'avortement et l'homosexualité, à quoi il ajoutera dans ses Retouches la réapparition du mysti-cisme religieux : - Aux spoliés, l'opium. »

Ces Retouches de l'été 1937 sont d'abord destipées à combler des lacunes. Gide précise ses trop sommaires remarques économiques avec force chiffres (fournis par Victor Serge) ; il dénonce enfin, mais sans insister, les procès politiques, le système policier et le mouchardage, « vertu civique » ; et surtout, il tient à corriger, avec un an de recul, les espoirs qu'il avait encore en rentrant de Moscou. Âux communistes qui lui reprochent de peindre une Union soviétique immuable, il répond : Oui, elle change, son état empire « de mois en mois ». Alors que le Retour concluait : « L'URSS n'a pas fini de nous instruire et de nous étonner », les Retouches tranchent: « Elle a trahi tous nos

« Bave empoisonnée »

Dans l'opinion française, où l'euphorie populaire post-électorale est déjà retom-bée, le choc est considérable : une centaine d'articles de presse en quelques semaines, 146 000 exemplaires tirés en moins d'un an et des traductions en qua-

La droite ironise et pavoise. La ganche libérale et socialiste loue dans son ensemble l'honnêteté intellectuelle de Gide, avec çà et là des polémiques inattendues.

Après le Retour, chacun attendait la réaction du PC, qui attendait... celle de Moscou. Quelle leçon tireraient-ils des cri-. tiques de l'écrivain? Question naîve : le 3 décembre, la Pravda lance une bordée d'injures: « Calomnies éhontées (...), bave empoisonnée d'un digne fils de la petite-bourgeoisie », etc. Le ton est donné, et tous ceux qui, en URSS et ailleurs, se veulent . dans la ligne », même Eisenstein, et même, dit-on, Pasternak, avec qui Gide avait noué des relations amicales, se joignent au concert. L'Humanité rompt le silence le 18 décembre en publiant, procédé cher à la presse communiste, l'article de la Pravda. Aragon s'en prend aux - avocats de Hitler - : Romain Rolland, jusqu'alors réservé vis-à-vis de Moscou, donnera aussi de la voix. Les allusions à de présumées préoccupations « commer-ciales » de Gide et à sa pédérastie supposée déçue ne manqueront pas. Il répond, comme avant lui Istrati, que l'URSS lui offrait un pont d'or pour chanter ses louanges, et, dans ses derniers écrits (Ainsi soit-il), il confiera que son penchant avoué n'avait bénéficié dans

« aucun autre pays » de « pareille com-plaisance et connivence », « d'une immunité particulière ».

Maller ment de la

1. 31. WE WARE A

-.- --

2.74

. . 5

1

1.17

Rares sont les communistes qui tenteront une réfutation sérieuse : Georges Friedmann, dans son livre De la Sainte Russie à l'URSS, et Paul Nizan (« Tout n'est pas faux, mais tout est mal inter-prété »), qui sera lui-même fustigé comme contre-révolutionnaire » quand il se sera élevé, en 1939, contre le pacte Hitler-

L'objection d'opportunité

Parmi les compagnons de voyage de Gide, seul Louis Guilloux s'indigne de son « retournement total », mais les autres soulèvent l'objection d'opportunité : doiton s'en prendre au régime soviétique au moment où l'URSS devient l'alliée objective = indispensable aux hommes de liberté dans la guerre déjà engagée contre le nazisme en Espagne, et qui va embraser l'Europe et le monde ? N'est-il pas légitime de pactiser avec le diable contre un diable plus menaçant encore? Jusqu'en 1945, ce cas de conscience se posera à tous les démocrates. « Impublia-ble », dit Malraux à Herbart, venu lui montrer le manuscrit du Retour sur le front espagnol.

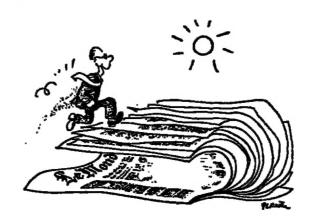
Gide avait à peine évoqué ce dilemme en conclusion du Retour, en espérant que l'aide soviétique aux républicains espagnols annonçait - un heureux rétablissement ». Mais, précisément, dans cette Espagno déchirée par la guerre civile, les persécutions staliniennes contre les communistes hérétiques du POUM le posent avec une acuité plus dramatique encore. Gide proteste, et nombre de communistes ou sympathisants, notamment des intellectuels promis à la gloire, rompent alors avec Moscou, soit intimement et secrètement (Malraux), soit publiquement (Orwell, Koestler). C'est alors, en 1937, que Herbart décide de publier son propre témoignage : En URSS.

Gide, quant à lui, estima toujours qu'à trop l'attendre « l'opportunité ne se présenteralt jamais » et que toute vérité est toujours bonne à dire. A la mort de Gide, Sartre, dont le « compagnonnage de route > fut tout différent mais aussi complexe, eut l'appréciation la plus juste: Gide eut le courage de se ranger contre l'URSS quand il était dangereux de le faire, et celui, plus grand encore, de se déjuger publiquement quand il estima, à tort ou à raison, qu'il s'était trompé.

MAURICE DEL ARUE.

Lire André Gide et l'URSS, de Rudolf Manner (Ed. Tillier, Berne, 1983), qui cite de nombreux inédits, et les publications de l'Associa-tion des amis d'André Gide (université dier-III).

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE

ÉTRANGER

2 semaines 76 F 2 semaines . . . 145 F 1 mois 150 F 1 mois 261 F 2 mois 260 F 2 mois 482 F 3 mois 354 F 3 mois 687 F Tarif étranger par avion, nous contacter : tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

the same of the sa	
Je m'abonne au MONDE du	- 6
NOM Prénom	
Mon adresse de vacances :	
NoRuc	
Code postal : Localité	••••••
Рауь	**********
Ci-joint mon versementF	••••••

حكة اسنه الأصل

Etranger

Le Monde ● Dimanche 13-Lundi 14 juillet 1986 3

LIBAN: les espoirs des chrétiens de Beyrouth-Est

Rendre le « réduit » viable et tirer parti de l'allègement de la pression syrienne

Les principales formations politiques du « camp chrétien » au Liban ont condanné, le vendredi 12 juillet, le récent déploiement d'une mité de l'armée syrienne à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), estimant qu'il s'était effectné « en violation du droit libannis, de la charte de la Ligue arabe et de celle des charte de la Ligue arabe et de celle des Nations-unies » et impliquait un « retour à la situation qui préralait avant l'invasion israé-lieune de l'été 1982, soit la présence de deux autorités illégales, syrieune et palestinieune », indique le communiqué publié à l'issue d'une réunion au domicile de l'ancien président Cavaille Chamoun, on missance du choé du parti Camille Chamoun, en présence du chef du parti

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le président Gemayel a beau-coup voyagé ces derniers temps: Vatican, France, Maroc, Egypte, Tunisie, Roumanie, pays du Golfe, le chef de l'État explique partont le refus d'entériner en l'état l'accord tripartite de Damas qui lui vaut

l'hostilité syrienne. Près de six mois après les événements sanglants du 15 janvier qui avaient abouti à

l'éviction d'Elie Hobeika, signataire

au nom de la milice chrétienne de

cet accord conclu avec les milices

chiite et druze, les chrétiens de Beyrouth-Est paraissent soulagés. La Syrie n'a pas lancé contre eux

l'offensive tant redoutée et elle

paraît même aujourd'hui en diffi-

Les dirigeants chrétiens, le prési-dent Gemayel d'un côté, les forces libanaises (milice chrétienne) de l'autre, alliés de circonstance dans

leur « non » à Damas élaborent

chacun leur stratégie. « Le prési-

dent s'est libéré du tabou syrien »,

confie un de ses proches, pour expliquer ses nombreux déplace-

nents, qui, par certains aspects -

la rencontre avec le président Mou-barak ou l'entretien avec le

« numéro deux » de L'OLP à Tunis,

ressemblent fort à des provoca-

tions aux yeux des Syriens. « Il n'y

a pas de raison pour que le prési-

dent du Liban ne rencontre pas tout

le monde, poursuit ce conseiller, mi-figue mi-raisin. Il ne veut pas,

contrairement à certains extré-mistes, faire la guerre à la Syrie. Mais nos relations « privilégiées » doivent se situer dans le cadre d'un

respect mutuel. Nous devons met-

tre fin à l'intervention permanente

M. Gemayel compte notamment

sur l'aide des pays arabes modérés,

avec le secret espoir que le rappro-

chement syro-jordanien et les tenta-

tives du roi Hussein pour rappro-

cher Damas de Bagdad donneront

enfin au Liban une certaine marge

Depuis l'abrogation sous sa pres-

sion, en mars 1984, du traité

israélo-libanais, la Syrie était la

seule partenaire du président. Ce contact est rompu et toutes les ten-

tatives de M. Gemayel pour repren-

dre langue sont restées vaines. Diverses médiations, dont celle de M. Franz-Joseph Strauss, n'ont pas

abouti. La définition des rapports à

établir avec la Syrie est une pomme

de discorde dans le camp chrétien.

Chaque geste du président en direc-

tion de Damas entraîne immédiate-

ment de violentes diatribes des

la Syrie dans nos affaires.»

4 71 951 - 12 V

1).

mile to

L'esjection d'opportes

Other treatment of the

STATE STATE OF THE STATE OF THE

THE SAME STREET, SAME AND ADDRESS.

Bonest en ift an der en

e districtive o and amendate datase

de libert dans a series

Make it taken to be the

ambrant Plume - Train

pin Matter or the second of th

HOUSE & Louis In . don to the life

Me. 4: Marana a series

MARKET & TANAL TO SELECT

Colle avail à peut encurate

M DOMESTICK TO 10 of COME

Tarde awarene and manage

And Annual and Annual and

week a Mark Strategy to 2

Begge Blades of Ferring

ment state as here and an

medica Michael La Alina

hear ope remot a to talente

Got reams of the war with

er symfath ter't e ermmente m

tanta pe a a a a a a a mayor.

area M. S. as. 2 " Tomer 2 an

ment i Mairaus in tit gar

(Orunt, Riet er er erann

MANAGEMENT TO SEE

mas Berban auf in einemann

Oder garten au er in malliage.

the Pathenick of the running was

mention and parties of the first

tentent to his his his hands

fartet, Col. t. - hagteren.

Might be the course of the manual to

Chile was a fine of the temperature

PERSE quality of a suppress

James de les actions and learne de la learne

Mill and distance to your control to the

Manus 24 Table 2 V 1 WE

September 1 and the second second second

垂直斑 日本

MAURICE CELER

fried toler for !

Kataeb (Phalanges libanaises), M. Georges Saadé, chef du comité exécutif des Forces libanaises (FL, milice chrétienne), M. Samir Geagea, et du chef du Parti national libéral (PNL, conservateur chrétien), M. Dany

D'antre part, des avions et navires israéliens ont fait le même jour une démonstration de force dans le ciel et au large des côtes du sud Liban après le bombardement, jeudi, d'un camp palestinieu dans cette région (le Monde du 12 juillet) qui, selon un dernier bilan, a fait

Chacun chez soi et Dieu pour tous? La

coupure de Beyrouth en une partie chrétienne

à l'est et une partie musulmane à l'ouest

même, la gestion du cinquième bas-sin du port de Beyrouth a été affer-

mée à un opérateur privé, tenu de verser 40 millions de livres par mois

aux Forces libanaises. Ce chiffre

s'est révélé beaucoup trop élevé.

qui a gravement perturbé le com-

Les Forces libanaises doivent

assurer la sécurité intérieure du

réduit chrétien », tâche d'autant

plus ardue que le « grand patron » en la matière était M. Elie

Hobeika. Les voitures piégées - six ont explosé depuis le 15 janvier, fai-

sant de très nombreuses victimes -

sont devenues une obsession de cha-

que instant. . Les Syriens espèrent

ainsi, affirme un bon observateur,

monter les gens contre Samir Gea-

gea en leur faisant toucher du

doigt que la sécurité était mieux assurée du temps d'Elle Hobeika.»

La menace, en tout cas, a été prise

très au sérieux, et les Forces liba-

naises multiplient les barrages. Tout le long des rues d'Achrafieh,

des barrières empêchent le station-

« L'armée chrétienne »

Les Forces libanaises essaient

aussi de mieux prendre en compte

la vie quotidienne des habitants.

Alors que la crise économique

frappe durement la population, les

« comités populaires » des FL

contrôlent les prix, limitent les

marges des commerçants, etc. Ces actions sont plus ou moins bien

acceptées, leur efficacité n'étant pas évidente. • Les Forces veulent

devenir plus populaires, explique un militaire, et cela d'autant plus

qu'elles n'exercent pratiquement plus de rôle dans la défense des

C'est, en effet, aujourd'hui

l'armée de Yarzé, « l'armée chré-tienne », qui tient l'essentiel des 150 kilomètres de « front » autour

compte tenu de la crise éco

annonce-t-elle la partition du pays?

forces libanaises. Comme le dit l'un

de leurs dirigeants : - Il peut avoir

un dialogue avec Damas en tant

que chef de l'Etat mais surement

pas au nom des chrétiens. Cela pourrait lui coûter cher. Prési-dent du Parti national libéral fondé

par son père, M. Dany Chamoun

est catégorique: « Le seul rôle de

la Syrie est d'arrêter de se mêler

au moins militairement des affaires du Liban. A chaque fois que les Libanais sont près d'arriver à un accord, les Syriens le mettent en pièces. La solution de nos pro-

blèmes ne peut être que libanaise. Qu'elle reçoive la bénédiction de la

Syrie, pourquoi pas? Mais que la Syrie en soit partie prenante, sûre-

ment pas. La différence entre les occupations israélienne et syrienne,

poursnit-il, est que les Israéliens

cherchent pour se retirer un traité

de paix, ils veulent la paix, alors

que les Syriens veulent une hégé-monie totale sur le Liban. Cela fait

onze ans que nous vivons avec le

terrorisme syrien. Nous espérons qu'un jour le monde comprendra

que la Syrie est un Etat terro-

« Fini le romantisme! »

Tripoli et les accusations un

moment portées à l'encontre de Damas ont ravi le clan chrétien le plus hostile à la Syrie. Les Forces libanaises ont renoué avec Israel, où

une délégation se serait rendue le

mois dernier, et escomptaient un coup » israélien en Syrie. Sujet

tabou, les relations avec Israel ont

changé de climat : - Fini le roman-

tisme, avoue un responsable qui

exige l'anonymat. Nos relations

sont de pur intérêt. Nous considé-

rons que tout ce qui renforce Israël est bon pour les chrétiens du Liban

comme, parallèlement, tout ce qui affaiblit la Syrie. » Ce n'est pas là

le point de vue du président

La milice chrétienne, qui a aussi

reçu de l'aide en armement de

l'Irak, pense surtout à sa réorgani-

sation interne. Sur le plan militaire,

après la défection de beaucoup de

cadres à l'issue des événements du

15 janvier, la « professionnalisa-tion » est à l'ordre du jour. « Nous

voulons nous transformer en une

Le bombardement américain de

A Paris, L'hôtel Matignon a indiqué que le vice-président syrien, M. Abdelhalim Khaddam, était attendu mardi en France pour me visite officielle de deux jours au cours de laquelle il devrait s'entretenir avec M. Chirac de la situation au Liban et du sort des otages français dans ce pays. A ce propos, on indique de bonne source française qu'un des otages pourrait être prochainement libéré. Au début de la semaine, le guotidien libanais An Nahar avait annoncé que M. Marcel Carton devait être rapidement relâché par ses ravisseurs pour

véritable armée », affirme un pro-che de M. Samir Geagea. Sur le du réduit chrétien. Forte de treize mille à quatorze mille hommes, dont 85 % sont chrétiens, elle est plan économique, le nouveau chef très bien équipée et entraînée. Le général Michel Aoun, qui la com-mande, se veut au-dessus de la des Forces libanaises a pris des les casinos et salles de jeux qui s'étalaient le long de la côte ont été mêlée, au service de la seule légalité. Même s'il refuse qu'elle soit considérée comme une • troisième fermés au profit du seul casino du Liban, qui a été, lui, « taxé » de 29 millions de livres par mois. De force », l'armée de l'Est ne peut

> rapports. Le «projet chrétien» élaboré sous la pression du Vatican est une première ébauche de solution, autour de laquelle se sont rassem blés les principaux partis de l'Est. C'est sans doute là son principal mérite car on le voit mal ne serait ce qu'«examiné» par les musul-mans. M. Dany Chamoun a beau en faire un substitut à l'accord tripartite, disant que ce texte, du moins, « n'est pas un diktat » mais un « projet négociable », il ne fait pas l'unanimité à l'Est.

être totalement assimilée au prési-

dent Gemayel et encore moins aux Forces libanaises, avec lesquelles,

cependant, elle entretient de bons

Quoi qu'il en soit, le conflit reste latent entre le président et les Forces libanaises. Certes, personne aujourd'hui ne peut se permettre un affrontement interchrétien que la population ne comprendrait absolument pas. Mais les germes d'une bataille sur l'avenir des chrétiens

Une chose est sûre en tout cas: la séparation entre les « deux » Beyrouth semble de plus en plus irrémédiable. « La coupure est démographique, psychologique, humaine . explique un éditorialiste. La plupart des chrétiens d'ici ne pensent jamais revenir là-bas. . Onze ans de guerre, c'est presque une génération de la coupure». Les batailles de Beyrouth-Ouest, dont le bruit dans la mesure où elles semblent conjurer le danger pour le territoire chrétien. La «guerre des camps» palestiniens est même la bienvenue pour Beyrouth-Est, où l'on avoue,

De cette coupure, certains tirent la conclusion que la partition est la seule solution. Chacun chez soi et Dieu pour tous, en somme... Le débat n'est pas tranché dans le camp chrétien, où les plus lucides s'interrogent sur le risque d'institutionnaliser un eghetto». Le calme actuel, même précaire, permet du moins de prendre le temps de la

sans excès de charité chrétienne

compter les morts ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

EGYPTE: les émeutes de février

Les mutins de la police devant la justice

LE CAIRE de notre correspondant

Le procès du premier contingent de conscrits de la police accusés des émeutes de février s'ouvre ce samedi 12 juillet au Caire. Le Tribunal supérieur de la sécurité d'Etat examinera le cas de 269 conscrits qui étaient cantonnés dans plusieurs banlieues de la capitale. Les accusés risquent tous la peine de mort, répondant de mutinerie, meurtres, tentatives de meurtres, vols à main armée, incendies et atteinte aux biens public et privé ».

- 1205 conscrits des forces de la sécurité centrale et 31 civils, dont 6 mineurs. Toutefois aucun des appelés de la caserne des Pyramides, d'où était partie la mutinerie le 25 février au soir, ne figure au sein de ce premier contingent. Les émeu-tiers des Pyramides étaient sortis de leurs camps à la suite d'informations sur la prolongation d'un an de la durée de leur service et avaient incendié trois grands hôtels du secteur touristique. Les dégats occa-sionnés aux immeubles et aux particuliers dans la seule région des Pyramides de Guizeh avaient été estimés à plus de 100 millions de dollars. Le 26 février à l'aube la mutinerie s'était étendue à une dizaine de casernes de le banlieue du Caire et à la Haute-Égypte, notamment à Assiout. Il a fallu l'intervention massive de l'armée et l'instauration d'un couvre-feu d'une semaine pour étousser la mutinerie, à laquelle ont officiellement parti-cipé 17 000 membres des forces de la sécurité centrale. Le bilan humain des émeutes a été de 107 morts et 719 blessés, dont la plupart dans les rangs des émentiers.

Dans son rapport au terme de l'enquête, le procureur général avait conclu à une explosion « sponta-

née » de violence et exclu des instigations extérieures. La presse égyptienne et diverses sources bien informées avaient signalé lors des émentes une participation islamiste, notamment dans l'incendie des boîtes de nuit de l'avenue des Pyramides et dans l'attaque contre la prison de Tora où sont détenus les membres du groupe extrémiste musulman Al Djihad.

Un désir d'oubli

Il est improbable que le Tribunal supérieur de la sécurité d'Etat fasse Le procureur général avait déféré montre d'une extrême sévérité. En devant la cour 1236 personnes effet, les circonstances atténuantes ne manquent pas. Même le procu-reur général avait critiqué dans son rapport, au terme de l'enquête, les mauvais traitements infligés aux conscrits. Il avait souliené leurs conditions misérables de vie alors que leur caserne se trouvait face à des établissements de luxe et le fait que certains officiers soient allés jusqu'à torturer de jeunes recrues. D'ailleurs le Tribunal de la sécurité d'Etat a déjà fait preuve de clémence dans d'autres grands procès, notamment celui d'Al Djihad. Le procureur avait requis 299 peines de mort pour les 301 accusés de l'assassinat d'une centaine de policiers à Assiout en 1981, mais le tribunal n'en avait accordé aucune.

Quatre mois après les incidents, l'Égypte semble désireuse d'oublier le plus vite possible son « cauche-mar ». Les déclarations officielles réitérant la confiance du pouvoir dans ses forces de l'ordre sont innombrables. Toutefois la méfiance demeure, et c'est toujours l'armée qui est appelée à assurer l'ordre, comme elle l'a fait lors de la grève oui a paralysé les chemins de fer égyptiens durant vingt-quatre

ALEXANDRE BUCCIANTI.

GRANDE-BRETAGNE: visite de M. Chevardnadze

Reprise de relations normales entre Londres et Moscou

Londres (AFP). - La visite de d'affrontements diplomatiques au partir du lundi 14 juillet le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, marque la reprise de relations normales entre Moscou et Londres, après une période passablement tumultueuse.

Cette visite, la première d'un chef de la diplomatie soviétique en Grande-Bretagne depuis dix ans. sera dominée par les questions de désarmement et par la perspective d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev à la sin de l'année.

M. Chevardnadze vient à Londres à la place de M. Andrei Grommyko, qu'il a remplacé il y a un an et qui avait été invité dès 1984. Le délai entre l'invitation et la visite

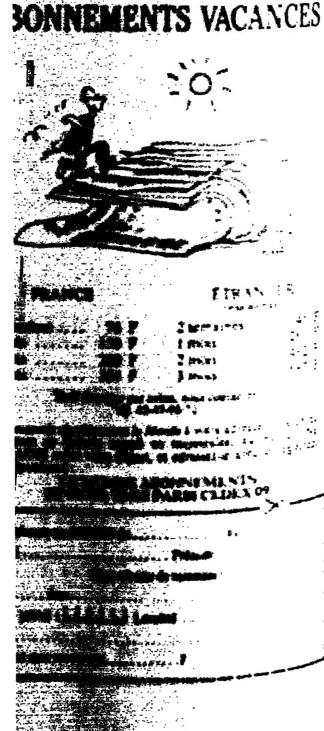
s'explique par une longue série

PHILIPPINES

culminant en a été l'expulsion, par chacun des deux pays, de trente et un diplomates en septembre dernier, après une première série au mois d'avril.

M. Chevardnadze doit rencontrer Sir Geoffrey Howe lundi dans la maison de campagne des secrétaires au Foreign Office, Chevening, dans le sud-est de l'Angleterre, avant d'être reçu par Me Thatcher. Il participera à une seconde séance de travail avec Sir Geoffrey Howe mardi, avant de rencontrer aux Communes l'ensemble des chefs de l'opposition britannique. Il doit quitter Londres mercredi après avoir donné une conférence de

if the test to the test to the test



NIGER: le dur métier de conseiller

Gemayel.

il n'est pas facile de € conseiller » un gouvernement africain dont on n'est pas citoyen. Conseiller du président Hamani Diori du Niger de 1966 à 1974, Jacques Baulin, qui travailla éga-lement pour M. Houphouët-Boigny et le quitte après un désaccord sur le Biafra, a une grande expérience da ces fonotions délicates où l'on s'attire doutent d'être supplantés auprès du maître.

Dans le titre même de son ouvrage, Conseiller du président Dion, l'auteur proclame une fidélité qui s'est maintenue au-delà du coup d'Etat frappant son costron ». Aujourd'hui encore, il denonce à juste titre le scandale qu'est le maintien en détention d'un septuagenaire presque aveugle, sage « intègre » et respecté, « père » de la francophonie, qui fut l'un des « grands »

rendu de mission démontre méticuleusement les problèmes qu'affronte un jeune Etat : obtenir des aides nouvelles sans mécontenter les donateurs installés - par exemple, du blé canadien sans outrager les Français, vendre son uranium à bon prix sans exaspérer le CEA... Et accassoirement. De pas se trouver désigné à la vindicte publique par tel ou tel réseau qui veut éliminer et aussi peu fréquent que la fidélité à un chaf d'Etat déchu

* Conseiller du président Diori, de Jacques Baulin. Editions Eura-for Press. (12, rue de Miromesuil, 75008 Paris), 190 p., 100 F.

faire leurs courses. Jeudi, des musul- INDE: Vingt morts dans des mans perchés sur les toits de la diffrontements entre hindous et vieille ville d'Ahmedebed, cinquième musukmens. - Le bilan des troubles ville de l'Inde avec 3,5 millions d'hadu 10 juillet, dans l'ouest de l'Inde, bitants, avaient bombardé à coups laisant état de vingt morts a été pude pierres une procession religieuse blié vendredi. La police a décrété un hindoue, provoquant de graves couvre-feu partiel ne s'adressant heurts entre les deux communautés. qu'aux hommes, les femmes étant autorisées à sortir brièvement pour

Ce livre en forme de comote

Le procureur de Gênes fait appel du verdict

Le procureur de la République de Gênes a fait appel, vendredi, du ver-dict prononcé la veille par la cour d'assises de cette ville dans le procès des auteurs du détournement de l'Achille-Lauro - verdict jugé rela-tivement indulgent pour les pirates et qui a suscité de nombreuses critiques, notamment aux Etats-Unis. Des jeudi le procureur avait estimé que l'assassin du passager paraplégi-que américain Léon Klinghoffer, Majid-el-Molki, contre lequel avait été requise la détention à perpétuité et qui a été condamné à trente ans de prison, ne méritait « aucune cir-constance atténuante ». De même, le procureur considère comme un précédent particulièrement dange-reux le fait que la cour ait rejeté l'inculpation de « constitution de bande armée » — à l'encontre des accusés – ce qui a considérablement allégé les condamnations par rapport aux peines requises. La cour avait motivé sa décision en faisant valoir que le Front de libération de la Palestine (FLP), organisation à laquelle les pirates disent appartenir, étant une - organisation permanente », il n'y a pas eu au sens pro-pre (constitution de bande armée », — (AFP, UPL)

Le procès des pirates de l'« Achille-Lauro»

a déclaré . zone sinistréé . de larges portions de l'île de Luzon après le passage du typhon « Ga-ing ». Trois jours de pluies torren-tielles et des vents soufflant à plus de 180 kilomètres-heure ont provoqué la mort d'une centaine de per-sonnes et des dégâts matériels éva-lués à 200 millions de francs. Selon les plus récentes estimations, des centaines de milliers d'hectares de rizières et de champs de blé ont été dévastés. De même, les pêcheries ont été ravagées, pous indique notre

correspondant. Des milliers de personnes sont sans abri à la suite des inondations, et plusieurs villes importantes,

CHINE: le Coca-Cola supplanté

Pékin (Reuter). - Le conseil d'Etat chinois a décidé que le Coca-Cola ne figurara plus au menu des banquets officiels et sera remplacé par une boisson de fabrication locale. Le Cola Tianfu (Cola du palsis céleste), rap-porte, vendredi 11 juillet, le journal Industrie légère chinoise.

Le Coca-Cola était la princi-pale boisson gazeuse servie dans

 Deux navires de guerre britanniques à Shanghai. - Un des-troyer et une corvette lance-missiles britanniques. L'HMS Manchester et l'HMS Amazon sont arrivés, le ven-

comme Baguio - l'ancienne capitale d'été des Philippines, - ont été iso-lées par des éboulements de terrain. Le plan de secours mis en œuvre par le gouvernement prévoit l'envoi d'urgence de nourriture aux sinistrés actuellement regroupés dans les églises. Le typhon a atteint dans la soirée du vendredi 11 juillet la côte méridionale de la Chine, faisant vingt-huit morts selon l'agence Chine nouvelle.

> Hausse des salaires

Par ailleurs, la présidente Aquino a approuvé une hausse des salaires

les receptions officielles de la capitale chinoise depuis le début

de sa fabrication dans le pays en Le Cola-Tianfu est produit dans une usine de la province du

Sichuan, dans le centre de la Chine, et est ∉ recommandé pour les affections du foie ». La Chine en a commencé l'exportation.

dredi 11 juillet, à Shanhgai pour une visite d'amitié de cinq jours, rapporte l'agence Chine Nouvelle. Les deux navires sont les premiers à mouiller dans cette ville depuis 1980. (AFP.)

Un typhon ravage l'île de Luzon tionnaires, soldats, policiers et ensei-gnants, en dépit des problèmes budgétaires du pays.

Ces hausses (20 % pour les enseignants et 10 % pour les autres) prennent effet à partir du 1 juillet. Le ministère de la défense a an-

poncé que les guérilleres communistes de la Nouvelle armée du peuple (NPA) ont tue huit personnes, vendredi, au cours d'une attaque contre un ranch dans la province septentrionale de Cagayan, à quel-que 350 km au nord de Manille.

L'agence officielle de presse PNA a, pour sa part, signalé le même jour que cinq personnes avaient été tuées et cinq autres blessées dans deux au-tres attaques de la NPA, plus tôt cette semaine, dans la province de Cotabato nord (île méridionale de

Enfin, on a appris vendredi à Bonn que la RFA a décidé de mettre 86 millions de deutschemarks (environ 39.5 millions de dollars) de crédits d'aide au développement à la disposition des Philippines. La nou-velle a été annoncée à l'issue de la visite dans la capitale sédérale du vice-président et ministre des af-faires étrangères philippin, M. Salavador Laurei. Il a, par ailleurs, révélé au cours d'une conférence de presse, que son gouvernement compte organiser des élections générales en février 1987 si la nouvelle Constitution est ratifiée avant le mois de novembre prochain. -

Ushuaia: du pétrole et des moutons...

Face à l'Antarctique, au fin fond de l'Argentine, Ushuaia, capitale de la Terre de Feu, est une ville pour militaires, pétroliers et éleveurs de moutons. On y a oublié le bagne et l'on n'y frouve plus les géants patagons...

USHUAIA

Correspondance

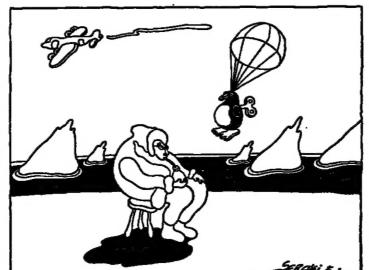
A près de 3 000 kilomètres au sud de la très policée Buenos-Aires, voici que s'ouvrent les portes de l'inconnu. Six heures d'avion, et c'est le Grand Sud, finis terrae. Pourtant, ce bout du monde est habité, vivant, en constante expansion, même si l'arrivée dans la capitale de la Terre de Feu ne laisse pas d'être surprenante. Un vent aigre cingle le visage. L'aéroport est petit, encastré dans un cercle de montagnes. Douillettement emmitouslés dans des vêtements de ski nabitants s'interpellent, se saluent avec force démonstrations et abrazos. Leur espagnol volubile s'est plié au Grand Sud, s'est durci au contact de cette terre glacée, devenant plus chuintant, moins «italianis6» qu'à Buenos-Aires. Même les Patagons ne sont plus ceux de nos vieilles lectures : « Il est gigantesque, ses pleds enve-loppés de peaux de bêtes laissent dans la neige une empreinte mier habitant – qu'il surnomma

qu'il aperçut sur cette terre en 1520, alors qu'il cingiait vers le détroit qui devait porter son nom. Cette race de géants est de stature

La ville n'est comparable à nulle autre : petite, elle s'étend sur trois lignes parallèles, la première longeant le port, la deuxième bordée de boutiques et de restaurants, la troisième, enfin, juxtaposant des villas cossues. A 3 kilomètres environ de ce triple axe, excroissance gigantesque, s'est développée la cité ouvrière. Devant les maisons de tôle oudulée de toutes les couleurs, que chauffe un poêle inlassable, les enfants jouent dans la rue, à peine vêtus.

Une mosaïque humaine

Tout est cher, ici : on plume le gringo à plaisir dans les hôtels, les restaurants, les boutiques, où tout vient du Nord. Un vêtement, par fois plus cher qu'à Buenos-Aires. Il est vrai que le niveau de vie est très élevé. Cette Terre de Feu qui sit tant rêver est devenue une terre de commerçants. On y vient pour gagner beaucoup d'argent, et vite. La population est très jeune et la ville, en dehors de rares édifices centenaires, semble avoir elle aussi tout juste vingt ans. Les jeunes au chômage ont quitté à regret la douceur de Buenos-Aires pour venir s'installer dans une région où le travail ne manque pas et est bien payé. De sorte que la population d'Ushuaia est une mosaïque



d'Argentins venus de toute part. Certains s'attachent à cette terre et l'adoptent à jamais. D'autres ne songent qu'à faire des économies pour repartir vers la grande ville où une fiancée et un climat plus clément les attendent.

Partout, de petits groupes de jeunes sirotent le maté, l'infusion d'herbes chère aux Argentins. Le porro brûlant au creux de leur paume, ils lisent Clarin, le quotidien de la capitale, ou discutent avec délices des derniers articles du Canard enchaîné argentin, Humor, qui fait battre les ailes encore neuves de la liberté de presse.

 Moi, je ne pourrais pas vivre dans un pays où il ne fait presque jamais nuit », nous confie un jeune envoyé ici pour son service militaire. Il n'est pas le seul à se sentir en exil dans ces neiges lointaines. A Buenos-Aires, où l'on voit enfin le beau film – longtemps interdit – Patagonie rebelle (1973), on connaît surtout par l'image les souriantes vallées de Bariloche, mais on ignore généralement l'extrême

Le souvenir du bagne

Un camarade de notre interlocuteur bouillonne d'un enthousiasme tout neuf: « Il y a encore peu de temps, je ne comprenais pas bien Ushuala, Maintenant, je l'alme. « En naviguant au large de la cité, sur le canal de Beagle, il a découvert l'attrait magique de la Terre de Feu: île aux oiseaux, tapissée de centaines de cormorans, île aux phoques, réserve naturelle de Lapataia où planent les aigles, les faucons, et les caucenes, dits « oiscaux de Magellan ».

L'histoire a vu se succéder ici les galions hollandais ou anglais, les aventuriers venus chasser la baleine, le phoque, ou chercher l'or, comme cette Compagnie de lavoirs d'or du Sud, fondée il y a cent ans par un Roumain entreprenant qui ne récompensa guère ses actionnaires.

Puis vinrent les missionnaires anglais, les anglicans se fixant à Ushuaia même et les salésiens à Rio-Grande. A leur arrivée, les Indiens contemplèrent longtemps religieuses avant de les baptiser oiseaux pingouins »! Enfin. ce fut le tour des bagnards en tenue rayée jaune et bleue. En 1908, les missions n'ayant plus personne à évangéliser, fut fondé ici le pénitencier qui devait fâcheusement marquer la mémoire nationale. Aujourd'hui encore, il est difficile au citadin de Buenos-Aires de ne pas associer le nom d'Usbuaia au bagne. Les rares prisonniers qui parvenaient à s'échapper dans ces contrées inhospitalières revenaient d'eux-mêmes chercher chaleur et nourriture. En 1950, le gigantesque édifice carré du pénitencier fut désaffecté et transformé en une base aéronavale. Beaucoup d'anciens forçats vivent encore en Terre de Feu où ils travaillent à l'élevage des moutons ou à l'extraotion du pétrole, les deux grandes richesses du Sud argentin.

Et les Indiens, que sont-ila devenus? Où sont les Onas, les Yaganes dont on comptait autrefois plusieurs dizaines de milliers? Lorsque vous posez la question aux Argentins, ils lèvent les bras an ciel et vous parlent des maladies apportées par les Biancs.

La dernière Indienne

En 1889, à l'Exposition universelle de Paris, un certain Maurice, aventurier sans scrupules, exhibait dans une cage un Ona sous le panonceau « anthropophage ». En 1966, mourait à l'âge de quatrevingt-dix ans une des dernières femmes ona de race pure, Lola Kyepia. Entre ces deux dates, un peuple s'est assimilé ou a été massacré. Dès que se développa le florissant élevage des moutons en Terre de Feu, c'en fut fini des Indiens: on payait 1 livre la livraison d'une tête de cas « voleurs du bien d'autrui », en tendez : mangeurs de moutons!

"Ushuala, la ville la plus australe du monde", scande le pingouin souriant qui symbolise la ville
sur tous les brimborions pour touristes. Hélas! on ne trouve ici pas
plus trace de pingouins que
d'Indiens. Sculs sont bien réels les
feux qui continuent à ravager leur
«Terre». Partout gisent de grisàtres trones d'arbres calcinés. Et le
vent glacé qui souffle, balayant les
traces d'une histoire toute jeane et
déjà trop vieille.

SYLVIE BRUNET.

NICARAGUA: les problèmes de transport

Le casse-tête du voyage en province

Le voyageur qui se rend an Nicaragua n'a pas seulement à y redouter la guerre menée par les « contras ». Il doit, s'il veut quitter la capitale, affronter un incroyable casse-tête et s'armer de patience.

MANAGUA Correspondance

Un journal nicaraguayen a récemment consacré presque une page à la description de Puerto-Cabezas, ville de quatorze mille habitants au nord de la côte atlantique, à 560 kilomètres de Managua. Puerto-Cabezas est la capitale de la « zone spéciale nº l », et est habitée principalement par les Indiens Miskitos. L'article se terminait sur un appel : « Le principal défi qu'alt à relever la révolution sandiniste, c'est l'unification de notre nation. »

A la même page, juste audessous, on pouvait lire : « La semaine prochaine, il n'y aura plus de vols à destination de la côte atlantique car quatre avions sont en réparation et il n'y a pas de combustible pour les deux autres. »

L'avion est le seul moyen d'accès à Puerto-Cabezas. Les routes sont, en effet, impraticables. Elles sont minées et personne n'ose s'aventurer dans une région où des affrontements opposent souvent les « contras » à l'armée sandiniste.

Même en période normale, quand Acronica assure ses vols, il faut faire preuve d'imagination et de ténacité pour voyager sur la côte, surtout quand on est étranger.

Pour s'embarquer pour Puerto-Cabezas – comme à destination des autres villes situées dans les « zones spéciales », Bluefields au sud et Rosita et Siuna à l'intérieur des terres, tout étranger doit présenter un billet d'avion avec sa réservation et une autorisation particulière.

Celle-ci est accordée par le ministère des migrations après accord du centre de presse pour les journalistes, du ministère de putelle de ceux qui travaillent au Nicaragua sous contrat, ou d'une agence de voyages pour les touristes. Pour obtenir l'accord du centre de presse, il faut parfois un mois! La

bureaucratie qui sévit dans la plupart des ministères ne rend pas les

Pourtant, ce n'est qu'une fois l'autorisation de départ accordée par les migraciones que la course contre la montre commence. En général, cette autorisation n'est valable que pour sept jours et doit obligatoirement être utilisée dans les deux semaines suivant son émission. Sinon, il est impossible d'acheter le billet exigé pour avoir une place réservée. Or chaque vol est complet deux ou trois semaines à l'avance. Se rendre sur la côte atlantique en avion est donc, en soi, une gageure.

Ainsi, un membre d'une mission étrangère a passé deux mois dans la capitale à tenter, en vain, de réunir les trois conditions requises. Quand il avait son autorisation de départ, il ne pouvait obtenir une réservation sur un vol, et quand ensim il sur porté sur la liste des passagers, son autorisation était périmée. L'astuce est de demander deux autorisations consécutives, si possible par deux canaux différents. De cette saçon, on a une chance que l'une d'elles couvre le jour de la réservation.

Retour à la case départ

Pour l'achat du billet d'avion, les choses sont plus simples. Deux prix sont affichés: l'équivalent de 2 dollars pour les Nicaraguayens ou les résidents dans le pays et 68 dollars pour les visiteurs. Même si on a le privilège de ne payer que le prix dérisoire de l'un des vols les moins chers au monde, il faut débourser 2 dollars de plus pour aller jusqu'à l'aéroport en taxi, par deux fois : une fois pour réserver sa place et une autre fois pour prendre l'avion.

Ces deux déplacements jusqu'à l'aéroport sont un minimum. Il arrive que l'on doive s'y présenter deux ou trois jours de suite, le vol ayant été annulé. Avec queiques motifs, les Nicaraguayens appellent Aeronica leur compagnic aérienne « Aeronunca » (nunca voulant dire « jamais »). Même le personnel à terre, toujours de boane humeur et faisant preuve d'une patience étonnante, use de ce sobriquet.

Parsois, ces retards ont pour la construction d'un prosones à Bluesields.

marge de manœuvre nécessaire pour faire coîncider autorisation, billet et réservation, et l'on se retrouve à la case départ. Pour se consoler, le voyageur peut acheter dans un kiosque de l'aéroport des

cartes postales de... Kiev qui le feront rèver.

Le temps passé à attendre des avions qui ne viennent pas permet de lier connaissance. On partage le même taxi pour rentrer en ville, ou se donne rendez-vous pour le lendemain à 5 h 30; la convocation étant fixée à 6 heures du matin, quelle que soit l'heure prévue de décol-

La carte et le petit singe

En écoutant les conversations qui fusent dans le secteur des vols intérieurs à l'aéroport Augusto-César-Sandino, on peut se faire une idée de la diversité raciale des Nicaraguayens. Les Indiens parlent le miskito (ils partent pour Puerto-Cabezas), les Noirs l'anglais, auquel s'ajontent des mots jamal-cains (ils vont à Bluefields). Enfin les ladinos, c'est-à-dire les habitants de l'intérieur et de la côte pacifique, parlent espagnol. Si on a de la chance, on peut entendre le sumo et, plus rarement, le rama utilisé par les minorités ethniques de la côte atlantique. Parmi les langues étrangères, le bulgare prime, des ieurs venus de Sofia aidant à la construction d'un port en eaux En attendant le décollage, les rares touristes étrangers se mettent en quête de renseignements pratiques : situation militaire, zones de combats, routes minées, approvisionnement. A la prochaine convocation, ils reviendront à l'aéroport avec des conserves de la tienda diplomatica, magasin réservé aux étrangers où l'on paie en dollars suféricains.

MÉNAGER

Certains d'entre eux profitent de l'attente pour tenter d'acheter une carte du pays. Il y a un an, on pouvait en trouver au stand de l'Hôtel Intercontinental. Dans les librairies de Managus, on vend encore quelques rares cartes anciennes où Puerto-Sandino est resté « Puerto-

Le centre de presse offre de temps à autre de nouvelles cartes au prix de 1 dollar. Hélas ! dans un rayon de 130 kilomètres autour de Puerto-Cabezas, on n'y voit que le dessin d'un gentil petit singe accroché à une branche, à l'emplacement approximatif du village de Yulu, comparaison faite avec les cartes très détaillées achetées à Londres dont dispose tout voyageur prévenu.

Au revers de cette carte est imprimé le plan de Managua. Là encore, les dessins sont plus nombreux que les informations, les rues de la capitale ne portant pas de nom. « Ce système est extrémement pratique, nous explique un urbaniste hollandais qui travaille à la reconstruction de la ville détruite en grande partie par le tremble-

ment de terre de 1972. Il suffit de repérer les principaux points et de connaître les quatre points cardinaux, soit, pour les habitants de Managua, l'est, le sud et le « lac ».

En bus et en hateau

Ainsi « en partant du restaurant La Marseillaise, trois blocs vers le lac » est une adresse identifiable. On peut être invité à dîner « en face de l'église Tolentino, vers le petit arbre de coco ». Tout habitant de Managua connaît l'arbre en question.

Si l'avion est décidément inabordable, on peut tenter sa chance en bus et en bateau. La encore, il faut se dépêcher car l'achat du billet et la réservation se font la veille du départ pour la modeste somme de l dollar et demi.

Le départ a lien à 4 heures du matin. Que faire? Courir le risque de ne pas trouver de taxi? Camper la moitié de la nuit sur les bancs de la gare routière Ivan-Montenegro? On y retrouve souvent ses compagnons d'infortune de l'aéroport.

Mais au moment de monter dans le bus, les amitiés se défont à coups de coude, car il y a plus de candidats que de places.

Après six houres de bus, voici le bateau qui descend le Rio Escondido, escorté par une vedette militaire pour faire face à une éventuelle artaque des « contras ».

Une fois à Bluefields, tout étranger doit se présenter aux migraciones, où l'on vérifie son autorisation. Alors commence la longue énumération de tous les lieux qu'il est strictement interdit de photographier — en fait tout ce qui est situé près de la côte, — et de œux qu'on ne saurait visiter — soit tout ce qui se trouve en dehors des limites de la ville. Maraite: l'esprit d'

the morning of the same

CONTRACTOR

to the tile of a lower

then ten Mara le

Acres to graining

THE REST OF STREET

meters par

"Strom ##

ेर्ड स्टेस्ट **इस्से कुछ**

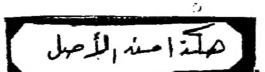
Construction of the property

Avec un peu d'imagination, on pourrait se croire dans certains pays de l'Est. Il est vrai que, juste en face des migraciones, on peut se procurer les éditions américaines du Docteur Jivago et du Pavillon des cancireux. On les chercherait en vain chez un bouquiniste de Varsovie ou de Prague.

ANNA HUSARSKA.







Argreen.

La dermiefe

ladicane

Secret BAY

.

Martin Co. Co. Co. Co.

Argenta.

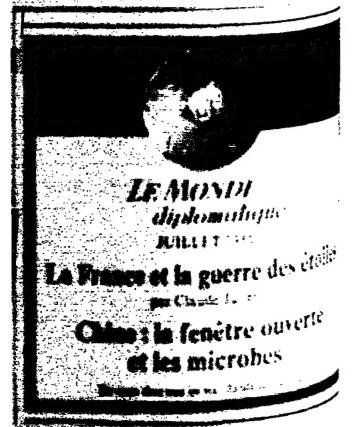
our de bustout se traue del ga denies sellentelle del Plat appear, & and dell'elle grant garrantes & Statement data an extense subministrative strends est Cross-subministrative Chaires es on No 1918, is payment or delles mes de planencer le: desellent es proplantes en un beer afrengenie. Beserges There do Par of the separates 1 Chiesage des distances de à l'estica-sion de phones, des dons grandes ratheres de line propones.

monthly his state, proses were here dose prior his histories de

ton in Copies Today e miles de rome : Pois ballage. ranges arrest father as

in in their to white du

en Qui him ! Court is trappe



Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale

La gauche n'a pas la même confiance que la droite dans l'administration

La majorité coupée en deux : PUDF alliée avec la gauche ; le RPR avec le Front national pour soutenir le gouvernement! Les conditions de vote d'un amendement, le vendredi 11 juillet, à l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, ne doivent pas être extrapolées. Mais s'il ne faut pas leur donner plus d'impor-tance qu'elles n'en out, elles n'en sont pas moins révélatrices d'un climat. La majorité est philosophiquement divisée face à l'immigration et elle ne réussit à surmonter cette division qu'en ne participant pratiquement pas au débat du Palais-Bourbon, et en laissant le gouvernement durcir son discours après avoir dû adoucir son texte.

Les colères de M. Roger Holleindre contre ces ministres socialistes, qui ont « avoué » qu'ils étaient favorables à l'indépen de l'Algérie, et qui, à ce titre, « mériteralent la Haute Cour » pour « Intelligence avec l'ennemi » sont une chose. Les propositions de ses amis sont tout aussi claires. M. Jean-Marie Le Pen, le vendredi 11 juillet, a encore affirmé que ele regroupement familial des immigrés devait se faire dans leur pays, non chez nous ». Son adjoint, M. Jean-Pierre Stirbois, a encore prétendu que les étrangers étalent en France des citoyens privilégiés ». Logiques avec une telle analyse, les élus du Front national ont donc demandé la suppression de toute automaticité dans la délivrance des cartes de séjour aux immigrés, quels

Le gouvernement ne veut pas aller jusque-là. Mais son projet prévoit quand même que cette auto-maticité disparaît « si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public », et seule l'administration sera juge de la réalité de cette menace, sous le contrôle, c'est vrai, des tribunaux desintenties administratifs, mais ces derniers sont toujours longs à intervenir. C'est là, bien entendu, un sujet de discorde avec la gauche, qui, elle, avait accru les pouvoirs de la justice. Elle craint que cela ne crée une «insécurité dangereuse pour tous les étrangers ». La réponse de M. Pandraud est simple : en matière d'autorisation de séjour, il ne doit pas y avoir « de droits acquis. La

mal à l'aise devant ce dossier : ils voudraient bien empêcher le Front national de continuer de profiter du développement de la xénophobie, mais ils savent qu'ils ne peuvent aller trop loin. M. Charles Pasqua a préféré laisser M. Robert Pandraud, plus placide, mener la discussion des articles. Mais la présence de cet ancien préfet fait ainsi clairement apparaître la ligne de force du texte : donner le plus possible de marge de manœuvre à l'administration pour résoudre le problème. Le désaccord avec la gauche

Les divergences d'analyse avec l'extrême droite sont aussi fondamen-

peur du gendarme est le début de la de dix ans. M. Mazeaud et l'UDF sagesse, donc de la réinsertion ». La majorité partage cette analyse, même si le CDS fut un temps inquiet sur les conséquences de cette politique. Mais la commission des lois a quand même adouci la rigueur du projet initial. Ainsi la carte de séjour sera automatiquement déli-vrée aux parents étrangers d'un exercent même partiellement l'autorité parentale - sur lui mais s'ils subviennent « effectivement à ses besoins » ; cette formule règle le par le ministre qui affirma qu'une telle disposition «allait inciter au regroupement familial clandestin». cas des parents d'enfants naturels qui ne peuvent être reconnus par leurs deux parents.

Le cas des enfants

Surtout le rapporteur, M. Pierre Mazeand (RPR, Haute-Savoie) a réussi à faire relever la barre des condamnations au-dessus de laquelle l'étranger, même présent en France depuis plus de dix ans, n'aura pas droit automatiquement à une carte de séjour. Le gouvernement l'avait fixée à trois mois d'emprisonnement avec on sans sursis. C'était encore trop pour le Front national. Mais pas assez pour la majorité qui l'a fixée à six mois sans sursis ou un an avec sursis. Pour la gauche, c'est un moindre mal. Le gouvernement n'a pas été entièrement convaincu par la commission des lois puisqu'il s'est contenté de s'en remettre à la « sagesse » de l'Assemblée.

Le cas le plus délicat est celui des enfans entrés en France avant l'âge

Les ministres sont manifestement

ont été convaincus par la gauche que même s'il était arrivé chez nous illégalement avec ses parents, il devait carte de séjour, à condition de n'avoir pas eu maille à partir avec la justice dans les conditions évoquées précédemment. Pour le rapporteur, c'est un problème « humain, le jeune enfant ne devant pas supporter les conséquences des erreurs de ses parents ». Sous l'influence de M. Gabriel Kaspereit (RPR, Paris), le reste du RPR se laissa convaincre

Mais au moment du vote, les députés de l'UDF, du PS et du PC étaient plus nombreux en séance que ceux du RPR et du FN. Le dispositif proposé par les socialistes fut donc adopté. Seulement, ce n'est qu'un élément de l'article sur la délivrance automatique des cartes de séjour. Or lorsque celui-ci fut mis au vote, les élus de la majorité étaient moins présents dans l'hémicycle que ceux des oppositions de droite et de gauche qui tous votèrent contre pour des raisons évidemment opposées. Le gouvernement devra donc en fin de débat le remettre en discussion. A cette occasion, la .faveur. faite aux jeunes enfants pourrait être remise en discussion, même si M. Mazeaud assure qu'il n'en sera

La maiorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de

tales. Elles apparaissent pourtant moins, tant le ministre préfère polémiquer avec sa gauche qu'avec sa droite. Pourtant, pour la première fois depuis leur entrée au Palais-Bourbon, les amis

de M. Jean-Marie Le Pen ont renoncé - voloutairement ou non - à l'image de respectabilité qu'ils s'étaient jusqu'alors bâtie. Leur rejet brutal de la présence d'étrangers en France apparaît nettement. La dureté de leurs arguments, la virulence de leurs propos les distinguent - cette fois - clairement de la plupart des autres responsables politiques français. La xénophobie d'une partie de l'électorat leur a été trop profitable, ils ne veulent pas cesser de la flatter.

> sou titre de résident à l'étranger qui quittera la France pendant plus de douze mois consécutifs. Socialistes et communistes y voient pourtant un frein aux possibilités de retour chez eux des immigrés : « Ceux qui sont restés longtemps en France veulent essayer une réintésertion avant de se décider définitivement. Un an. ce n'est pas assez ». Pour la droite, la possibilité pour l'administration d'accepter une prolongation de ce délai de douze mois permettra de faire faceux éventuels cas particu-

Adoucissement d'un côté, durcis-sement de l'autre. C'est à l'initiative de la commission des lois que fut renforcée la lutte contre les « mariages blancs » : la carte de séjour ne sera délivrée automatiquement à un étranger marié à un Français ou à une Française, que si la communauté de vie des deux époux est effective ». « Comment contrôler cette communauté de vie? » a demandé M= Georgina Dufoix (PS, Gard). La réponse du ministre délégué à la sécurité fut semblable aux autres : cela sera prévu par les décrets d'application. Il faudra donc faire confiance à l'administration

La divergence entre la droite et la gauche est claire: la première veut laisser aux fonctionnaires, essentiellement aux policiers, sous l'autorité des ministres, la gestion du dossier de l'immigration; la seconde veut leur limiter leur marge de

THERRY BREHIER.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est rémi le vendredi 11 juillet, 20 palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibéra-

 L'ORGANISATION **ECONOMIQUE EN AGRICULTURE**

Le ministre de l'agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture. (Lire page 16.)

• FINANCEMENT DES RETRAITES

ET PENSIONS Le ministre délégué chargé du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant

diverses mesures relatives au finan-cement des retraites et pensions. L'avenir du système de protection sociale auquel les Français sont pro-fondément attachés passe par son équilibre financier.

Grâce à l'allongement de la durée de la vie, le nombre de personnes âgées s'accroît, alors même que les assurés cessent leur activité de plus en plus tôt. On trouve là, l'origine des très graves difficultés que connaissent les régimes de retraite.

Parmi ceux-ci, la situation financière de l'assurance-vieillesse du régime général de la Sécurité sociale est particulièrement critique : le besoin de financement est estimé, pour 1986, à 17 milliards de francs et, pour 1987, à environ 27 milliards de francs.

Devant les risques d'épuisement de la trésorerie, le gouvernement est conduit à prendre des mesures immédiates, tout en demandant à l'ensemble des partenaires intéressés de réfléchir en commun sur le devenir des systèmes de retraite au sein d'une commission d'évaluation et de sauvegarde de la Sécurité sociale, pour sa branche vieillesse.

Il a, en premier lieu, décidé de procéder au relèvement de 0,7 point du taux des cotisations dues par les assurés pour l'ensemble des régimes, à compter du 1 août 1986.

Toutefois, il n'a pas voulu s'en tenir à cette scule mesure et a estiné nécessaire de faire appel à la solidarité nationale. Le projet de loi adopté ce jour, qui sera présenté au vote du Parlement à la présente session extraordinaire, propose d'instaurer une recette nouvelle assise sur les revenus perrus en 1985 et sur les revenus perçus en 1985 et 1986 par l'ensemble des contribua-

dont le taux a été fixé à 0,4 % du revenu, sera affecté à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés. Son assiette est identique à celle de la contribution de 1 % sur le revenu des personnes physiques instituée par l'ordonnance du 30 avril 1983 et supprimée en

Les foyers les plus modestes ne seront pas soumis à cette contribu-

- les contribuables qui ne seront pas soumis à l'impôt sur le revenu au titre des revenus de 1985 et 1986 seront exonérés de son paiement;

- pour les personnes, qui bien que soumises à l'impôt sur le revenu, ne versent pas d'acompte provision-nel en raison de la faiblesse de leur cotisation d'impôt (inférieure à 1 300 france au titre de 1985), la contribution ne sera pas non plus

Afin d'atténuer les effets de senil. une décote, c'est-à-dire une diminution des sommes dues, est prévue pour les contribuables dont la contriution n'excède pas la somme de 160 francs. Ce dernier montant est majoré pour tenir compte de la situation de famille du contribuable (plus 140 francs par personne à charge). Les modalités de recouvrement

seront les suivantes : - en ce qui concerne la contribution due au titre des revenus de 1985, elle sera exigible en même temps que le premier acompte provi-sionnel de l'impôt sur le revenu de 1987, dont la date limite de paie-

ment sera repoussée au 20 février 1987; - en ce qui concerne la contribution due au titre des revenus de 1986, elle sera exigible en même temps que le premier acompte provi-sionnel de l'impôt sur le revenu de

1988. En cas de paiement mensuel, la contribution sera due avec la pre-mière mensualité de l'impôt qui sui-vra le premier acompte provisionnel. Enfin, la retenue pour pension due par les fonctionnaires de l'Etat sera relevée de 0,7 point au le août 1986, comme pour l'ensem-

 ENSEIGNEMENT SUPĖRIEUR

ble des régimes.

(Lire page 8.) ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

Le secrétaire d'Etat à la mer a présenté au conseil des ministres trois projets de loi relatifs à l'appli-cation des engagements internatio-naux de la France dans le secteur maritime.

Le premier projet de loi renforce les possibilités de sanction des infractions aux règles de navigation dans les zones dangereuses, en modi-fiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande du 17 décembre 1926. Il permettra de réprimer les infractions relevées dans les dislorsqu'elles sont commises, même en dehors des eaux territoriales, par des navires français.

Le deuxième projet modifie la loi du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes. Il assure l'harmonisation de la législation française avec les différentes conventions internationales ratifiées par la France. Il introduit également de nouveaux plafonds de responsabilité pour les transporteurs maritimes de passagers.

Le troisième projet modifie la loi du 3 janvier 1967 relative aux sta-tuts des navires. Il permettra de limiter, pour les bateaux de pêche notamment, la hausse des tarifs d'assurance qui pourrait résulter de l'entrée en vigueur de la convention

• ENGAGEMENT **DU GOUVERNEMENT**

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et

• Grève de la faire à La Réunion. - Dans l'île de La Réunion, les douze employés communaux de Seinte-Marie, licenciés au mois de juin dernier par le maire, M. Axet Kichenin (div. g.), poursuivent leur grève de la faim (le Monde du 10 juillet). Ils ont été rejoints dans leur action, jaudi 10 juillet, par deux adjoints au maire MM. Joseph Varondin et Georges Namaye qui observent également un jeune com-plet en signe de solidarité avec les personnes licenciées. Des négocia-tions entre la mairie de Sainte-Marie et le syndicat autonome de la fonction publique territoriale de La Réunion se sont engagées, mais elles n'ont, jusqu'à présent, pas abouti. —

Retraite: l'esprit d'entreprise Moi men viens foi me entreprise en BETON et un boulaten BETON et

La situation faite aux retraités est inégale. Plus le salaire antérieur était proche du SMIC, et plus le pouvoir d'achat est à peu près maintenu par la pension de retraite (provenant de la Sécurité Sociale et des Caisses Complémentaires). En revanche, plus le salaire était élevé, et plus la baisse du train de vie est sévère. Ainsi, un cadre qui gagnant environ 40 000 francs par mois se retrouvera avec un revenu de 20000 francs (soit 50% du salaire antégagnait 80000 francs par mois percevra à peine plus de 20000 francs comme parsing de Contrate comme pension de retraite (soit seulement 25 à 30% de son salaire antérieur). Il faut préciser que mal-gré le chômage et la dénatalité, ce système de retraite par répartition est tout à fait fiable et très sécurisant, mais on ne peut en attendre mieux à l'heure actue

Il fallait donc, dans notre société qui réclame « Toujours Plus » (ainsi que s'ajouter à la le décrivait François de Closets). chercher une autre solution. L'U.A.P. l'a trouvée. C'est le R.S.R.C. (Régime Supplémentaire de Retraite Collectif). Ce régime la vient

complèter le premier.
S'il se dénomme « collectif », c'est qu'il est souscrit globalement entre une entreprise et l'U.A.P., grâce à un défini pour chaque catégorie de personnel. Et bien entendu, chaque cadre en bénéficie personnellem à l'heure de la retraite (à partir de 55 ans). A l'inverse du système par répartition où les versements des actifs paient immédiatement les pensions des retraités, dans le système par capitalisation, les sommes versées par les salariés constitue des placements. La encore, l'U.A.P. offre ses références solides de premier investisseur après l'Etat. Le R.S.R.C. est une sorte de salaire différé, qui a l'avantage, pour le cadre comme pour l'entreprise, d'être partiellement dispensé de

cotisations sociales et d'être déduc-

tible d'impôts, ceci grâce à une

nouvelle disposition fiscale de 1985.

Prendre sa retraite implique. pour la plupart des cadres, une baisse très sensible de leurs revenus. Mais le remède existe : Collectifs de Retraite capitalisation et qui viennent quelle meilleure entreprise qu'un

fonctionnant par retraite par répartition. Et garantie pour une cadre confiant en son avenir?

l'Etat ayant voulu encourager cette Cé contrat R.S.R.C. prévoit la possibilité de reconstituer une carrière. ainsi que la réversion de la pension au profit de l'épouse et des enfants. le cas échéant. Le résultat ne se fait pas attendre: des cadres satisfaits et motivés, la meilleure garantie qui soit pour un chef d'entreprise dy-namique. Ainsi Xavier S., courtier d'assurances, remarque : « Quand je fais signer un contrat à une entreprise, j'ai le sentiment de participer « autre chose ». Il en est de même

personnellement, - par U.A.P., inerposé – à son développement ». Le premier groupe français d'assu-

vente de micro-ordinateurs, est en-

chanté d'avoir offert à ses cadres

pour Henri T., directeur d'une société de distribution, inquiet pour sa propre retraite: « Avec ce contrat collectif, ses points indexes, son rances a trente ans d'expériences pouvoir d'achat garanti, je suis tranen matière de contrats collectifs de quille pour l'avenir ». retraite, passés avec de grandes C'est vrai : le R.S.R.C. est un regime entreprises et parmi les plus persouple et sûr. C'est une sécurité à formantes. Mais ce contrat peut aussi s'adapter parfaitement à une bon compte, pour les cadres com PME. Ainsi Jacques D., Président pour l'employeur. ANNE FARAY d'une société spécialisée dans la

maintenant the assurance

retraite en RETON!

Alors sans plus attendre, appelez l'U.A.P./Assurances Collectives au 42.27.22.22

Lundi 14 Juillet Jouez donc avant dimanche soir ou au plus tard mardi (aux heures habituelles) NATIONAL

MARSEILLE

que et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur avaient déjà été inter-

rompus, le lundi 7 juillet, par des

manifestants des chantiers navals de

La Ciotat. Aussi d'importantes

forces de l'ordre avaient été mises en

place autour de l'immeuble où

devait se tenir en début d'après-midi

de vendredi la réunion du conseil

régional. Peu avant l'ouverture de la

séance, quatre à cinq cents salariés

de la Normed venus de La Ciotat et

de La Seyne avaient été maintenus à

distance par ce dispositif, tandis que

deux délégations d'une douzaine de

personnes chacune représentant les

deux chantiers étaient admises dans

Immédiatement après les inter-

ventions des grateurs du PS,

M. Jean-Pierre Pradié, conseiller

municipal de Toulon, et du PC,

M. Guy Hermier, député des

Bouches-du-Rhône, alors que

M. René-Georges Laurin, député (RPR) et maire de Saint-Raphaël,

vensit de prendre la parole, la délé-

gation de La Seyne a brusquement

quitté les rangs du public et tenté d'occuper la tribune. Presque aussi-

tôt, M. Gaudin a suspendu, puis levé

définitivement la séance, après avoir

invité, sans succès, les manifestants

la salle pour assister aux débats.

Le contentieux électoral en Haute-Garonne

Dominique Baudis se déchaîne contre les socialistes

lé les élections législatives en Haute-Garonne. Dominique Baudis, maire de Toulouse, mènera — en queue de liste — la bataille de la majorité unle contre un Parti socialiste dans

TOULOUSE de notre correspondant

Les marchands des quatre saisons ont cédé la place aux échafaudages de l'émission - Intervilles qui transforment l'esplanade du Capitole en un Luna Park de plateau de télévision. Derrière la façade de l'hôtel de ville, dans la majestueuse salle des Illustres, quelques visiteurs bardés d'appa-reils photos, chargés de matériel vidéo. Dominique Baudis est en retard, le temps d'apporter d'ultimes modifications à la déclaration solennelle, raide comme une déclaration de guerre, qu'il a décidé de lire devant les médias alléchés par quelques confidences savam-ment dosées. Le maire de Toulouse avait donné le ton mercredi dernier à la sortie de l'Hôtel Matignon, en estimant, après l'annulation par le Conseil constitutionnel des élections législatives en Haute-Garonne, qu'avant le 16 mars • le PS a procédé à une opération frauduleuse couverte au plus haut niveau de

Ce vendredi 11 juillet, Dominique Baudis se veut plus explicite encore : • C'est en fait M. Joxe qui le maire de Toulouse est sur de tenir l'Affaire, son affaire, « une machination politique » qu'il décrit avec les mots que d'autres ont utilisés pour parler de Greenpeace.

Ils [les socialistes] n'hésitent pas à compromettre des fonctionnaires dans des opérations de sabotage douteuses, sordides, illégales (...). Il y a eu, de la part d'une deuxième équipe envoyée dans le département de la Haute-Garonne, usurpation d'identité (...). ce département a été choisi comme théâtre d'opération de la deuxième Baudis interroge et demande sans trop y croire - que soient rendus publics sous les échanges de correspondance et telex relatifs à cette affaire... . Reste au maire à porter le constit sur le terrain judiciaire: plainte contre X et constitution de

Du coup, on avait presque oublié que Dominique Baudis, deux jours plus tôt, était - tombé d'accord avec Jacques Chirac sur la nécessité d'une liste d'union ». Décidé à occuper le terrain, il « mènera campagne de façon désintéressée... », figurant « sur la liste de façon symbolique à la dernière place . Décidé à aller vite en besogne et à

La réplique de M. Joxe

Répliquant à M. Baudis, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a fait difl'user, vendredi, un communiqué indiquant notamment : - Il y a de nombreuses années que les circuque élection législative disposent qu'en cas de candidatures multiples le préfet doit refuser l'enregistrement d'une déclaration de candida ture, sans même saisir le tribunai administratif (...)

 En conséquence, le commissaire de la Haute-Garonne n'a pas eu à solliciter d'instruction. Seule l'exploitation politicienne locale de la décision du Conseil constitution nel a pu inciter le commissaire de la République à rappeler à ses autorités de tutelle que son poste, comme pour tous les hauts fonctionnaires, demeure à la dispositio du gouvernement, ce qui, chacun l'aura compris, n'est pas une démis-

 Toutes les autres affirmations de M. Baudis relèvent de l'imagination journalistique la plus débridée, voire de la diffamation. Elles n'appellent pas d'autres réponses qu'une dénégation absolve, formelle et définitive, conclut-il, sous réserve d'éventuelles poursuites judi-

Avant chaque consultation électo-rale, le ministère de l'intérieur envole en effet une circulaire à chaque préfet donnant des Instructions précises. Dans le cas d'espèce, la circulaire nº 85333 ~ la même depuis une dizaine d'aunées, — expédice le 27 décembre 1985, rappe-lait en sa page 9 qu'en cas de double inscription le préfet devait refuser la liste incriminée sans la déféror au tribu-nal administratif. Le Conseil constitu-

eu le temps de se concerter avec ses partenaires. Une seule certitude: les élus sortants seront aux premières places, mais derrière Pierre Baudis, son père.

Retenu à Paris, M. Jean-Paul Séguéla, ancien député RPR, n'était pas présent. Naguère très sûr de lui, volontiers prêt à sortir les griffes devant Dominique Baudis, chatouilleux à l'excès avec ses partenaires de la majorité régio-nale, le RPR s'est soudain décou-vert la fibre unitaire. Vérité d'après 16 mars. • On a tiré un trait sur le passé, on a lavé notre linge sale en famille », proclame aujourd'hui Alain Mondon, responsable départe-mental du Rassemblement. Robert Huguenard, adjoint au maire, qui avait eu quelques formules assas-sines à l'encontre de Dominique Baudis, est en vacances en Espagne. Les absents sont priés de ne pas avoir d'états d'âme. Le RPR au plus haut niveau a manifestement compris la lecon du printemps et, bon gré mal gré, le voilà contraint, le temps peut-être de se refaire une santé, de se ranger derrière un Bonaparte mâtiné de Napoléon.

L'embarras de l'opposition

Désormais Dominique Baudis distribue les grades, déploie ses hommes, choisit le terrain d'affrontement avec les socialistes et règne sans partage sur sa ville et sa région. Cet homme dont le sourire accuse la satigue de journées conduites au pas de charge semble bien décidé à réduire le bastion socialiste, à mettre fin à l'- hégémonie d'un parti » qui n'en peut

Surpris par la rapidité de l'attaque, le Parti socialiste s'est contenté de dénoncer - l'excès d'agressivité et l'étonnante fébrilité de M. Baudis (...), qui entame une violente polémique (pour) fuir le débat national qui le gêne ». Mais les socialistes se seraient bien teurs. Traumatisés par la perte de non, troublés, selon l'expres sion d'un ancien premier ministre, par les contacts que certains de leurs responsables ont eus, au lendemain du 16 mars, avec le Front national, les militants du PS n'autont guère eu le temps de se ressaisir, de mettre un peu d'ordre dans un parti - nombre d'orateurs l'ont souligné au cours de la der-nière convention fédérale – taraudé par le clientélisme et les luttes

Le bureau exécutif a décidé, mercredi dernier, de laisser à la commission fédérale, le 17 juillet prochain, le soin de se prononcer sur les candidats. Pour le scrutin du l6 mars, les désignations avaient été laborieuses et le parti divisé sur la place à laisser à la Haute-Garonne rurale, représentée par Pierre Ortet. Bien qu'en quatrième position, ce dernier avait été réélu, mettant un terme provisoire à la polémique publique. Alex Ray-mond, maire de Colomiers et tête de liste lors du dernier scrutin, semble prêt à reprendre du service. Louis Lareng, candidat malheureux

pousser l'avantage, le maire n'a pas eu le temps de se concerter avec ses ne dément pas les rumeurs qui cou-

Certes, les militants trancheront, comme l'affirme le secrétaire fédéral, Jean Carassou. Mais, en privé, les socialistes qui, à l'instar de Jac-ques Roger-Machart et de Gérard Bapt, veulent faire de ce scrutin · un test de la politique de Jacques Chirac - ne cachent pas leur embarras. «Il faut faire le ménage à cause du flou où nous sommes sur ces affaires », affirme un militant. Mais si le cœur semble plaider pour cette solution, la raison risque fort d'imposer les mêmes hommes. Le Parti socialiste veut croîre que la gestion gouvernementale lui l'effet dans l'opinion d'une affaire sur laquelle la fédération de la Haute-Garonne semble bien gênée.

De son côté, Dominique Bandis, qui se refuse à tout pronostic, peut espérer tirer profit de l'union. A la huitième place sur la liste de la majorité, il est dispensé par avance d'une démission toujours difficile à expliquer aux électeurs, qui risquent pourtant de ne pas comprendre que, dans cet attelage, la locomotive, c'est fréquent en terrain accidenté, soit en queue de convoi.

Gérard Houteer, par qui le vote mais ce socialiste dissident envisage nouveau arrive, se représentera, maintenant un recours devant Conseil d'Etat pour faire invalider les élections régionales. Son score, même s'il est des plus modestes, pourrait bien empêcher telle ou telle liste de placer quatre élus, permettant alors au Front national ou au Parti communiste - ils avaient obtenu le même résultat en mars dernier - de tirer leur épingle du jeu. Avec prudence, le PCF, qui représentera René Piquet, y voit une opportunité - pour avoir enfin un député communiste en Haute-

GÉRARD VALLÈS. à se retirer. Sous les huées des élus

Au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le débat sur la situation de la Normed dégénère en de violents incidents

De sérieux incidents provoqués par des salariés des chantiers navals de La Seyne out marqué, le ven-dredi 11 juillet à Marseille, la séance du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Alors que se déroulait un débat sur la situation de la Normed, une douzaine de manifestants qui avaient été régulièrement admis dans la salle pour suivre les travaux out brusquement tenté d'occuper la tribune.

Le président du conseil régional. M. Jean-Claude Gaudin, député (UDF-PR) des Bouches-du-

Rhône, a d'abord teuté de parlementer avant de lever la séance et de demander au préfet de région, M. Pierre Souveille, de faire évacuer la salle par les forces de police, sous les protestations des élus socialistes et communistes. Des beurts violents se sont alors produits dans la plus grande confusion entre manifestants, élus et forces de l'ordre, lesquelles ont notamment dû s'interposer pour éviter les affrontements directs entre le groupe du Front national et des salariés de La Seyne.

salle par les forces de police, une vingtaine de CRS qui se tenaient prêts à intervenir dans un local de notre correspondant régional contigu et qui ont formé un cordon Les travaux du comité éconor

> confusion a alors régné pendant près d'une heure. Bien que M. Gaudin ait proposé de recevoir les manifestants, ceux-ci ont exigé que l'assemblée régionale les entende sur-le-champ. Au milieu des cris et des interpellations fusant de tous les bancs, les élus du Front national s'en sont pris au préfet avant de s'opposer directement aux manifestants. A l'un d'eux qui criait : « Je ne veux pas de millions, je veux travailler!», il fut répondu des bancs du FN : « T'as qu'à chasser les Arabes et t'en auras! »

devant la tribune. Un climat de

Au comble de la confusion

Cette apostrophe et le mot de · raciste - prononcé par le manifestant déclencha une vive bousculade. Les CRS - qui ant conservé tout leur sang-froid - s'interposèrent de justesse pour mettre un terme à une empoignade entre M. Albert Peyrou, député (FN) des Alpes-Maritimes, et l'un de ses opposants, tandis qu'une chaise partie du groupe de l'extrême droite atteignait un représentant des forces de l'ordre. La confusion était à son comble, les élus de gauche récla-

de gauche, il a alors demandé au mant le départ de la police au pré-préfet Somveille de faire évacuer la fet, lui-même égratigné au doigt en fet, lui-même égratigné au doigt en tentant de sonstraire le micro à un responsable CGT de La Seyne, M. Raymond Dimo, Celui-ci réassis. sait finalement à s'exprimer en menaçant de « faire payer la note à chacun » et en dénonçant « les forces de répression utilisées contre les travailleurs ».

Le calme enfin revenu, M. Gaudin a expliqué qu'il n'était « pas acceptable que des membres extérieurs à une assemblée délibérante. quels que soient leurs motifs, dont certains peuvent être légitimes. veuillent, sous la pression, se substi-tuer aux élus du suffrage univer-

De son côté, M. Somveille a justifié les mesures qui ont été prises pour assurer le service d'ordre extérieur. « J'ai mis en place ce dispositif, a-t-il notamment déclaré, en toute connaissance de cause, et j'en prends naturellement l'entière responsabilité. Je regrette que certains d'entre vous aient été pris dans la bousculade, mais aussi que les conventions avec les syndicats n'aient pas été respectées, alors que le président du conseil régional avait fait preuve de compréhension. Il y a là un problème de mauvaise fol. Je ne suis pas mes responsabilités, a-t-il conclu, je prends cellcs qui me reviennent. .

GUY PORTE.

Committee of the second

Epreuve de vérité pour la cohabitation

(Suite de la première page.)

Au moment où la cellule diplomatique mise en place par M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon, sous l'impulsion de M. François Bujon de l'Estang, a de plus en plus tendance à revendiquer cette direction, le chef de l'Etat souhaite, en évoquant ses derniers voyages à La Haye, à New-York et à Moscou, rappeler la continuité de l'action internationale de la France depuis 1981.

Quand on l'interroge sur la propension de l'hôtel Matignon à infléchir, dans certains discours officiels, ses orientations diplomatiques, M. Mitterrand répond, en général, par une autre question montrant qu'il reste en ce domaine particulièrement jaloux de ses prérogatives : pouvez-vous me citer dans les faits un seul exemple révélateur d'un change-

plus opportun au chef de l'Etat que ses récentes conversations avec M. Reagan, puis avec M. Gorbatchev, l'autorisent à affirmer que le traitement des grands dossiers internationaux continue de faire partie de son menu quotidien. Histoire de souligner que la gestion des affaires planétaires demeure l'apanage de l'Elysée, sans minimiser, pour autant. l'importance de la gestion des dossiers particuliers, voire délicats (séquelles de Greenpeace, otages au Liban) qui incombent actuellement au chef du gouvernement,

Mais ce n'est pas avec ces allumettes-là que M. Mitterrand a envie de faire partir sa nouvelle fusée du 14 juillet. A moins que · l'artificier » élyséen ne change d'avis au dernier moment, le pétard présidentiel devrait relan-

Un tel rappel paraît d'autant cer la controverse sur la « cohabitation ». Tout laisse même à penser que la trêve armée qu'observent depuis le 16 mars MM. Mitterrand et Chirac va connaître ces prochains jours son premier accroc véritable. M. Mitterrand, en effet, ne cache pas son intention de ne pas avaliser, en son état actuel, le texte de l'ordonnance sur la privatisation qui a été examiné samedi 12 juillet par le Conseil d'Etat réuni en assemblée générale, et dont l'adoption doit en principe figurer à l'ordre du jour du conseil des ministres du mercredi 16 juillet.

Pas de surprise pour M. Chirac

Ce ne serait pas, au demeurant, une surprise, surtout pas pour le premier ministre, qui sait déjà, semble-t-il, à quoi s'en tenir. Le président de la République avait clairement annoncé la couleur dès que le conseil des ministres, le 9 avril, avait examiné le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances dans le domaine économique et social.

« Le président de la République est intervenu pour faire connaître, comme il en avait informé précédemment le premier ministre, qu'il ne signerait pas d'ordonnances portant sur le principe et les modalités de la privatisation d'entreprises nationalisées avant 1981 qui transgresseraient les règles d'évaluation admises lors du passage du secteur privé au secteur public, qui entraîneraient des mesures contraires à la démocratisation du secteur public », déclarait ce jour-là le porte-parole de l'Elysée.

M. Mitterrand avait personnellement répété la même chose, le 18 mai, à l'occasion de son traditionnel pèlerinage à la roche de Solutré en Saône-et-Loire. Et il y a quelques jours à peine, à Montde-Marsan, le 14 juin, le chef de l'État indiquait qu'il ne se laisserait guider que par sa - cons-cience - quand le moment viendrait d'apposer ou non sa signature au bas de l'ordonnance qui lui serait présentée.

M. Mitterrand n'a pas changé d'avis. Le Conseil constitutionnel lui a même fourni les bases juridiques qui lui permettent éventuel-

lement de refuser cette signature s'il estime, « en conscience », que les dispositions prévues par le gouvernement ne permettent pa's de respecter, au moment de la cession, la valeur réelle de certaines des sociétés à privatiser. Dans la liste des soixante-cinq entreprises que le gouvernement envisage de rendre au secteur privé figurent en outre plusieurs sociétés dont la nationalisation est antérieure à l'arrivée de la gauche au pouvoir, qu'il s'agisse d'Elf, de Havas, des compagnies d'assurances GAN, UAP, AGF, sans parler de la BNP, de la Société générale et du Crédit lyonnais.

M. Mitterrand n'entend pas. cependant, s'abriter derrière les décisions du Conseil constitutionnel. Le rôle du président de la République, sur ce terrain, correspond, selon lui, à la mission fondamentale de défense des intérêts supérieurs du pays qui lui incombe. S'il intervient en ce sens, en demandant par exemple au gouvernement de revoir une nouvelle fois sa copie, il le fera en suprême.

Si conflit il y a, ce sera aussi sans tapage de la part du prési-dent de la République. Après avoir confirmé sa volonté de laisser le gouvernement gouverner en signant la loi d'habilitation et celle libéralisant les procédures de licenciement.

Capitaine tranquille

M. Mitterrand cherche en effet capitaliser politiquement le regain d'état de grâce dont il bénéficie actuellement, ainsi qu'en témoignent tous les sondages. Mais il sait aussi que l'opinion publique pourrait se retourner contre lui s'il donnaît l'impression d'engager ouvertement le fer avec M. Jacques Chirac pour de vulgaires raisons

Voilà pourquoi M. Mitterrand s'emploiera surtout, en ce 14 juillet, à offrir plus que jamais le visage d'un capitaine tranquille. D'autant plus tranquille qu'une forte houle est en vue et qu'il l'aborde de gaîté de cœur.

ALAIN ROLLAT

Devant les adhérents directs de l'UDF M. Raymond Barre évoque

«la situation surréaliste que nous vivons»

De notre envoyé spécial

Saint-Michel-de-Frigolet. -M. Raymond Barre ne parle pas mais il sait se faire entendre. Depuis le 16 mars l'ancien premier ministre s'est donné pour règle de ne pas intervenir publiquement dans le débat politique en laissant se dérouler l'expérience de la cohabitation dont il s'était fait le vigoureux détracteur. Mais, s'il ne bat pas les estrades, il ne s'interdit pas pour autant de s'exprimer devant des auditoires choisis - par exemple, récemment, les groupes de la majorité sénatoriale - ou de dispenser à huis clos la bonne parole à ses fidèles comme il l'a fait le jeudi 10 juillet devant la première université d'été des adhérents directs de l'UDF à Saint-Michel-de-Frigolet

(Bouches-du-Rhôge). Son intervention devait être strictement confidentielle. Le délégué général de la confédération, le sénateur de l'Aisne Paul Girod,

ses ouailles. Pas de magnétoscopes et bouches cousues. Mais les propos de M. Barre ont aisément franchi les murs de la vénérable abbaye du XII: siècle où se tenait ce conclave, les proches de l'ancien premier stre, les députés Philippe Mestre et Pierre-André Wiltzer, compatissant notamment au sort des journalistes sevrés d'informations.

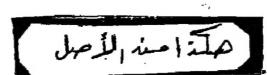
M. Barre, donc, est resté - riche de la parole qu'il a accordée » sans être esclave de celle qu'il n'a pas officiellement - prononcée.

Dans une intervention consacrée essentiellement aux problèmes économiques et sociaux, il s'est fait, en l'occurrence, un devoir de dissiper les illusions des Français sur la situation actuelle. Selon l'ancien premier ministre, l'emploi est « un problème grave et durable » et la relance de 'investissement une nécessité absolue, parallèlement à l'aide aux créations d'entreprises qui doit passer par des formules « simples et efficaces -. Interrogé sur la crise de la construction navale, M. Barre s'est

décisions difficiles à prendre dans ce domaine - mais en considérant toutefois que l'ensemble de ce secteur n'était pas voué à disparaître puisque, selon lui, des solutions existent dans la spécialisation des chan-

L'ancien premier ministre a aussi évoqué, à plusieurs reprises, « la situation surréaliste dans laquelle nous vivons -. Allusion limpide - et fort bien comprise par ses auditeurs au système de la « cohabitation ». Il s'est également autorisé à railler les promesses d'allègements fiscaux que certains ont pu faire et « qui ne pouvaient pas être tenues ». • Cela s'appelle, a-t-il dit, la ruse de la raison ou encore le juste retour des choses. - A un confrère qui lui demandait si « cela ne le démangeait pas de ne pas parler ., M. Barre a, ironiquement, retourné la question en lui demandant à son tour - s'il avait l'air démangé -...





r la situation de la Norme en de riolents incidents

han a frement trate as years un et de descenie M. Pierre Stempelile, de fa Mile of compensates. Last the second der gendelle deue la plan dente et the of lower and deposit of Control of the direct course to grow as a property. de minte de la Serve

the total less lignam, but then the Krister merchand of the most path, six profess proget the Complesson, descriptions of the manufactuality. A light of that the is not beginning to be selected men de Per. - I de en a charthe les designs of a last designs.

Ap com

Caste speciment at it must be expected a produced per in the later of compagned and M. Albert Perde l'actionne de l'an de sets oppositées TENER SECOND SECURE SECURE antengengengen des fires de MINE LE CONTROL FOR E NO

our la cohabitation

of he contributed out to a better to the notion from shown tollow it just sae was la trass greet or ervier deposit is in more game ---MARKET MARKET STATE OF THE SECOND with the first parties and the second apper to the second sec with the section of the section of the section tion of the by Perceland was ago and Charles Con the service of the service ganderin, in done in historical day an yennelle figurer a with the SET STORE 19 JOHNS

Par de serpeiro good M. Chiene

CA he weren you so derveries THE REPORT CONTRACT PUR PORT I manageret & god sie weit to the rich mindred & & Bibbilion see Marketin annual M reserved e W. British da Britishine. A The second statement of Present on

- Le printed to 40 Hereit The first state of the same proceedings of animages of the control of the contr

A Marine State of Sta The parties and pa

Total St Control of Section 1

Société

Action directe et l'attentat contre les locaux de la PJ à Paris

Le geste d'un desperado?

(Suite de la première page.)

Les dernières actions de ce type avaient échouées (l'ingénieur géné-rai René Audran, le général Henri Blandin et le vice-président du CNPF, Guy Brana).

Dans la forme comme dans le fond, les communiqués montrent ces différences. Ceux de la branche internationaliste sont très proprement ronéotés, mélant souvent deux couleurs, le sigle «AD»— une étoile à cinq branches — étant d'ordinaire en rouge. Aucun coup de téléphone ne précède l'envoi de ces textes aux journaux. Rien de tel cette fois: les textes sont sommaire-ment reproduits, l'étoile maladroitement crayonnée en noir, la frappe plutôt hésitante. De plus, deux appels téléphoniques an Monde, peu après 7 heures, jeudi matin, revendi-quaient l'attentat contre la police judiciaire, l'auteur de la communication lisant le texte exact du communiqué reçu par la suite. Une voix d'homme, grave.

Argumentation

anticolonialiste

Quant au fond, les textes des deux iqués rappellent curieusement le style d'Action directe première manière, quand ce groupus-cule terroriste avait encore des racines « autonomes » et une phra-séologie anarchiste. On est très loin, cette fois, des longues digressions à prétention théorique des communiqués de la branche internationaliste.

-- --

1.00

Les cibles sont désignées au nom d'une argumentation anticolonialiste ou antirépressive, sans que percent les références anti-américaines et anti-OTAN mises en avant par les assassins de l'ingénieur général René Andran, qui partaient en cam-pagne contre « l'américanisation de l'Europe ».

« Les capitalistes blancs fêtent leur liberté »; « En France, pays des droits de l'homme blanc »; l'intitulé du premier communiqué. la première phrase du second contiennent cette référence raciale. Références au « sang des Noirs des townships de Pretoria ou de New-York », an « peuple tchadien, canaque, antillais, corse, basque », à « l'Etat fasciste sud-africain », aux vice-président du Conseil national « tortionnaires des guerres coloniales », au « criminel Du Valier » quance. — « Plus que jamais, il faut « l'Etat fasciste sud-africain », aux

versité d'été », du 1ª au 11 juillet.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, s'était félicité, lors de son passage à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, de cette expérience origi-

nale axée sur la . prévention » de la

délinquance. Préparée sons son pré-décesseur. M. Pierre Joze, l'univer-

sité d'été a consacré ses travaux à

L'adolescence et ses problèmes ».

chargé de la sécurité, ne s'est pas rendu au centre d'études et de for-

mation de Gif-sur-Yvette

(Essonne), créé en 1982 par

M. Jean-Marc Erbès, directeur de la

formation, c'est à cause, a-t-il fait

savoir, de l'attentat du quai de Ges-

vres. Les deux ministres de la place

Beauvau avaient cependant tenu à

être représentés par un membre du cabinet de M. Pasqua, M. Bernard

Tomasini. Ce dernier a affirmé l'a intime complémentarité » de la police et de l'éducation nationale en

matière de « prévention » à laquelle MM. Pasqua et Pandraud sont « si

Si M. Robert Pandraud, ministre

dentale [qui] a son filet de camouflage : liberté et démocratie à l'athénienne » : le premier communiqué, revendiquant les actions contre L'Air liquide et Thomson, est empreint d'une phraséologie antiimpérialiste classique que l'on retrouve, également dans la revendi-cation de l'attentat contre la BRB de la police judiciaire.

Dans celle-ci, signée « commando Loïc Lefèvre », la victime de la « bavure » de la rue de Mogador est presque citée pour mémoire et placée sur le même plan que • la peau des Canaques Machoro-Nonaro », tandis que le texte assure que, en France, - on tue pour délit de faciès », ce qui ne paraît pas s'appliquer an sort du jeune Lesèvre.

Cette analyse des communiqués conforte les déductions des enquêteurs. En fait, cette Action directe nouvelle manière recouvre, selon eux, l'ultime manifestation du

 Fédération autonome des syndicats de police (syndicat majori-taire dans la police en tenue, proche de la gauche). - - L'attentat constitue un défi sangiant lancé aux poli-ciers autant qu'à tous les citoyens (...). Placée au centre d'une tempête dont on mesure encore mal la puissance, la police est, aujourd'hui, l'enjeu de polémiques déplaisantes. Pour travailler, les policiers ont moins besoin de discours et de rodomontades ministériels que de calme. Qu'on les laisse faire sereinement leur travail sous le contrôle des autorités judiciaires, qu'on exige d'eux des résultats, qu'on leur donne des moyens, mais que l'on

• M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. - « La France ne saurait être une « nation de moutons » (...) face à la violence et au terrorisme, la seule vraie réponse est la solidarité des Français. Nous devons soutenir ceux qui sont chargés de garantir la sécurité, à savoir les magistrass, les poli-ciers, les gendarmes. >

cesse de les prendre en otages d'une démonstration politique. »

. M. Gilbert Bonnemaison,

Université d'été à Gif-sur-Yvette

Des policiers et des enseignants

face aux problèmes de l'adolescence

vier, en partie démantelé depuis l'arrestation de son chef, en mars dernier. André Olivier et ses complices sont soupconnés d'avoir commis six hold-up dans la région lyonnaise, trois meurtres lors de ceux-ci et trois attentats au moins dans la région parisienne, entre 1980 et 1984. Ce groupe, qui, avant d'utiliser à son tour le sigle Action directe, se baptisait L'Affiche rouge, se caractérisait à l'origine par un discours quelque pen tiers-

Il comprenait au moins un jeune Français d'origine Guadeloupéenne : Jean-Pierre Sucabé, vingt-huit ans, arrêté le 1ª juillet à Pointe-à-Pitre sur commission rogatoire du juge d'instruction lyonnais chargé de ce dossier, M. Marcel Lemonde. Sucabé a été transféré à Paris, puis Lyon le 5 juillet, veille des attentats contre L'Air liquide et Thomson.

Le groupe comprenait surtout un

mars. Frérot, considéré comme un expert en explosifs depuis son service militaire chez les parachutistes était, selon les policiers, l'artificier du groupe. que Frérot est l'un des auteurs, sinon cette semaine. En effet, la voiture piégée qui explosa devant les bureaux de L'Air liquide était

connue des policiers : sa carte grise avait été retrouvée dans l'une des planques parisiennes d'Olivier. Un attentat signé, en somme. L'action déterminée contre la

olice judiciaire manifesterait donc le parcours d'un desperado, d'autant plus audacieux qu'il sent les mailles du filet policier se refermer sur lui. Et qu'il est, peut-être, isolé après l'incarcération et l'inculpation de six membres du groupuscule lyonnais.

ancien élève d'Olivier, Max Frérot,

qui échappa au coup de filet de

Or les enquêteurs ont la certitude

l'auteur unique, des attentats de

Les réactions

réhabiliter le témoignage. Chaque ciloyen doit se sentir concerné et être prêt à témoigner chaque fois qu'il aura à connaître un fait qui relève du terrorisme. (...) La police, comme toute fonction d'autorité, nécessite une très grande volonté et une très grande prudence dans sa

 L'Association de la presse ministérielle «regrette les récents propos tenus par le ministre de l'intérieur à l'égard de la presse. Les journalistes, dans leur ensem-ble, ont effectué consciencieusement leur travail en relatant des informations et des témoignages recueillis tant auprès des autorités policières que des personnes ayant assisté aux ements, sans pour autant faire leurs les positions exprimées. »

• Le Syndicat des commissaires de police condamne la «violence aveugle». « Considérant qu'il est impossible d'isoler cet attentat inqualifiable du climat créé autour débat sécuritaire, les commissaires veulent croire qu'il rencon-trera dans les médias le même écho et la même émotion que le drame de la rue de Mogador. .

• La Fédération profes La Fédération professionnelle indépendante de la police (proche

de l'extrême droite), - consciente de l'effort mené par la nouvelle majo-rité dans sa lutte contre les forces nocives qui minent notre société, ne se laissera pas entrainer par la provocation des terroristes gauchistes qui tentent de discréditer aux yeux de l'opinion publique la politique sécuritaire du gouvernement. »

• Le Syndicat des avocats de France · condamne l'attentat meurtrier qui a tué et blessé grièvement plusieurs policiers. (...) L'exploitation politicienne de cet attentat, avant toute enquête sérieuse sur son origine, est choquante. On veut ainsi faire oublier que la police est aujourd'hui victime de la politique d'un gouvernement qui, sous couvert de la défendre, contribue à l'isoler davantage de la popula-

● Les Verts, qui - condai toute forme de terrorisme, souhaitent par respect pour les victimes que cesse la gesticulation sécuritaire, que cessent les attaques contre la presse et que soit mise en œuvre une politique de sécurité discrète qui s'en prenne aux causes tant dans le domaine de la délinquance que dans celui du terro-risme.

Les pouvoirs des polices municipales

M. Pandraud annonce l'abrogation des circulaires de M. Joxe

chargé de la sécurité, a annoncé, le vendredi 11 juillet, l'abrogation des circulaires prises le 10 mars 1986 par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, sur les pouvoirs des

maires et des policiers municipaux. Selon M. Pandraud, ces circuaires - avaient donné une interprétation inutilement restrictive des textes en vigueur au détriment des exigences que pose la protection des personnes et des biens ».

Le ministre a rappelé qu'il a décidé, « afin de permettre une meilleure définition des compé-tences des policiers municipaux, de mettre en place un groupe de travail qui aura pour objectif d'étudier les conditions dans lesquelles les personnels dont il s'agit exercent

M. Robert Pandraud, ministre actuellement leur activité, et de proposer la mise au point d'un disposi tif juridique assurant une réelle complémentarité entre les diffé-rentes forces de police qui concourent à la sécurité publique ».

Les cinq circulaires de M. Joxe précisaient notamment que les policiers municipaux ne sont pas habilités à procéder à des contrôles d'identité et que le port d'armes leur est interdit en dehors des heures de

M. Pandraud a cependant précisé que les textes législatifs et réglemen-taires existants relatifs aux polices municipales restent applicables aussi longtemps que de nouvelles dispositions n'auront pas été adop-

• Prisons privées : une réac-

Prisons

Baisse record des détenus prévenus

Le nombre de détenus continue d'augmenter : 46 622 au 1ª juillet en métropole, ce qui signifie très proba-blement plus de 48 000 pour la France entière (les chiffres des DOM-TOM ne seront connus que dans quelques jours). L'augmentation sur un mois peut paraître faible (210 détenus), mais elle est en réalité préoccupante : le nombre des personnes incarcérées chute traditionnellement le 1° juillet. En up an, le nombre des détenus a augmenté de 9,05 %. Il y a 32 500 places dans les prisons françaises.

tion de gardiens. — Deux organisa-tions syndicales de surveillants de prison, la Fédération nationale des personnels pénitentiaires et de justice et le Syndicat autonome des personnels pénitentiaires (affilié à la Fédération générale autonome des fonctionnaires) s'inquiètent dans un communiqué commun « des déclaretions du ministre de la justice relatives à la privatisation des prisons ». Elles admettent « le financement privé des constructions » mals condamnent néanmoins, par avance, le recours à des officines spécialise ou douteuses qui se substitueraient ainsi aux fonctionnaires de justice, d'une justice d'Etat unique et indivisi

 Condamnation de radios privées. - Le tribunal correctionnel de Saint-Denis de la Réunion a condamné vendredi matin 11 juillet Radio Free DOM, une station privée qui relaie dans l'île les émissions d'Europe nº 1, à une amende de 10 000 francs pour utilisation de réémetteurs sur l'île. Une autre station privée, Radio Corail, a également été condemnée pour cas mêmes faits a une amende de 5 000 francs. -

L'affaire du Carrefour du développement

Une lettre de M. Mermaz

A la suite de la publication dans le Monde du 12 juillet d'extraits de la lettre d'Yves Chalier, nous avons reçu de M. Louis Mermaz la lettre sui-

M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale, député de l'Isère, conseiller général et maire de Vienne, oppose un démenti absolu à l'allégation mensongère de M. Yves Chalier selon laquelle la campagne électorale qu'il a conduite en mars dernier dans le département de l'isère ait pu bénéficier de quelque financement que ce soit du Carrefour du développement ou d'une association ou groupe semblable.

Une réponse de M. Nucci

M. Christian Nucci, député de l'Isère et ancien ministre de la coopération, a catégoriquement affirmé, vendredi 11 juillet. qu'il n'y avait - pas eu d'argent public - dans sa campagne électorale. Il a qualifié de - mensonges - les affirmations contenues dans la lettre adressée par son ancien chef de cabinet, aujourd'hui en fuite, M. Yves Chalier, à l'actuel ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, révélées par le Monde du 12 juillet. M. Nucci précise avoir effectivement organisé dans sa commune de Beaurepaire un certain nombre de -manifestations à caractère socioculturel - qui ont pu être financées par Carrefour du développement - conformément à son objet social ». Il a bien invité à Paris une soixantaine d'élus, ou de membres du personnel municipal, pour visiter le ministère de la coopération et y entendre des exposés sur la politique étrangère, fin octobre 1985. Mais, en aucun cas, affirme-t-il, il n'a recu

-quelque argent que ce soit - pour ses affiches électorales. M. Nucci s'élève enfin contre les accusations scandaleuses - contenues dans cette lettre, dont il n'a pas M Chalier, en le mettant en cause, n'essaie pas de - cacher les détournements - qu'il a peut-être commis à ce niveau.

[Dans sa lettre, M. Challer dresse notamment une liste de dépenses finan-cées par Carrefour du développement à concurrence de 5 millious de francs environ, englobant sans distinction les hvitations d'ambassadeurs africains en poste à Paris, diverses manifestations à Beaurepaire, un ameeting : 300 000 francs - dont les circons ne sont pas précisées et des « affiches (Nucci) » et sur la ligne d'en dessous (Mermax) et encore en dessons
400 000 francs... Selon nos informations, cette somme – peut-être arrondie – aurait été versée directement à
l'imprimeur ayant réalisé les affiches.
Celai-ci aurait d'ailleurs remboursé

Accusé de « détournement de deniers »

M. Laignel (PS) veut porter plainte pour dénonciation calomnieuse

CHATEAUROUX

De notre correspondant

Accusé de « détournement de leniers et d'ingérence., M. André Laignel, député socialiste de l'Indre, maire d'Issoudun, a annoncé, vendredi 11 juillet, qu'il a demandé à ses avocats, Ma Jean-Denis Bredin, et Yves Baudelot, - de réunir les éléments juridiques dans les meilleurs délais afin de déposer, à l'égard de ses diffamateurs, une plainte en dénonciation calomnieuse ».

Au cours d'une conférence de presse à la mairie d'Issoudun, M. Laignel a indiqué: «L'affaire qui nous réunit (...) n'est en aucun cas une affaire douteuse. Mais, à coup sur, elle est une affaire politique. Et une affaire politique appuyée sur une diffamation odieuse. Dans l'Indre, c'est le leader de la gauche qui est visé. Et, en France, le responsable national du Parti socialiste. La droite, cinquante ans après le Front populaire, veut, à sa manière, célébrer cet anniversaire. Et, apparemment, c'est l'affaire Salengro qui l'ins-

M. Laignel a ensuite repris les principaux points des accusations portées par M. Daniel Bernardet, député non inscrit, maire de Châteauroux et président du conseil régional. Il s'est tout d'abord expliqué sur le bail de l'appartement qu'il loue pour son épouse au 14 de la rue de Marignan, à Paris: . Jai été

autorisé à le signer par une délibération du conseil général du 20 juin 1983. (...) Pourquoi au nom de M= Pernin? Parce que c'est son cabinet d'avocat, qu'elle plaide sous ce nom, et qu'il était nécessaire que ce soit à son nom pour obtenir et l'autorisation de l'ordre des avocats de s'installer et l'autorisation de créer un bureau. (...) A Paris, il n'est pas possible de créer librement des bureaux. Il faut une autorisation préfectorale. -

Sur l'appartement même, M. Lai gnel a précisé que sa superficie habitable est de 121 mètres carrés, auxquels on peut ajouter 19,10 mètres carrés de dégagement. En ce qui concerne les travaux, le député a indiqué que l'appartement - était occupé depuis plusieurs décennies par un monsieur veuf qui n'avait fait aucun entretien ». Il était nécessaire, selon lui, de le remettre en état. « Si ces travaux n'avaient pas été réalisés et donc avaient entraîné une dépréciation des biens qui étaient sous ma garde, je serais critiquable -, a-t-il ajouté.

M. Laignel a enfin démenti avoir fait installer une cheminée de style, précisant, à propos du loyer, qu'il avait été - doublé par rapport à celui de l'occupant précédent, pour tenir compte des travaux. Ce loyer est le plus élevé (ramené au mêtre carredde tous les loyers d'habitation de l'immeuble. »

L'ambassadeur des Etats-Unis se porte partie civile contre Georges Ibrahim Abdallah

Au lendemain de la condamnation à quatre ans de prison pour usage de faux papiers, détention d'armes et d'explosifs et association de malfaiteurs prononcée par le tribunal de Lyon contre Georges Ibra-him Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe, Me Georges Kiejman, agissant au nom de l'ambassadeur des Etats-Unis en France et de la famille du constitué partie civile contre le même Abdallah inculpé à Paris depuis le 4 juillet 1985 de complicité d'homicide volontaire par M. Yves Boulouque, juge d'instruc-

Cette inculpation concerne à la fois l'assassinat, à Paris, le 18 janvier 1982, boulevard Emile-Augier a Paris, du lieutenant-colonel Charles Robert Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des Etats-Unis en France, et celui de Yacov Barsimentov, deuxième conseiller à l'ambassade d'Israël, commis le 3 avril de la même année, avenue Ferdinand-Buisson à Boulogne-

Billancourt. Elle a été motivée par la découverte parmi les armes saisies dans un appartement loué rue Lacroix, dans le dix-septième arrondissement de Paris, par Abdallah, d'un pistolet 6/65 d'origine tchécoslovaque dont les expertises ont établi qu'il fut utilisé pour ces meurtres.

En se constituant partie civile, l'ambassadeur des Etats-Unis et la famille du colonel Ray signifient leur volonté d'avoir accès au dossier et de pouvoir éventuellement interjeter appel d'une ordonnance de nonlieu dont Me Jacques Vergès, avocat d'Abdallah, a déjà dit publiquement qu'elle lui paraissait devoir s'impo-

S'il en allait ainsi, le chef présumé des FARL en Europe, arrêté à Lyon le 25 octobre 1984, et dont la libération a déjà été réclamée par ceux qui ont revendiqué plusieurs attentats commis à Paris pourrait devenir après sa seule condamnation correctionnelle de Lyon, un enjeu non négligeable dans les négociations diplomatiques dont s'accompagne toujours ce type d'affaires.

Démission des parents Vingt-quatre policiers de tous grades, du commissaire au gardien de la paix et autant d'éducateurs,

\$TT - -

4.4

ont donc examiné les « problèmes de l'adolescence ». Après des conférences données par des professeurs de l'université Paris-X-Namerre et des formateurs policiers, les participants ont pu confronter leurs points de vue. A entendre les policiers « les échecs de l'éducation annoncent nécessaire-

proviseurs on assistantes sociales,

ment les leurs dans la prévention ». Aborder les questions de la toxicomanie, des violences familiales de l'insertion dans le monde du travail, ou des immigrés de la seconde génération, thèmes retenus par universi-taires et formateurs policiers, n'était

pas a priori choisir la facilité. D'autant moins que les positions affirmées par le représentant de M. Charles Pasqua ont fait Pour la première fois, policiers et enseignants de l'éducation nationale ont participé ensemble à une « unictiquer » plus d'un enseignant. M. Tomasini a ainsi évoqué la « démission des parents », le « laxisme » de l'éducation, les · charmes de l'enfant-rol, si vantés au cours des anciennes décennies », qui se seraient aujourd'hui estompés devant le modèle de l'« adolescent en détresse ». Pour M. Ignasse, directeur de l'institut d'éducation permanente à Paris-X, l'essentiel reste en fait la possibilité de débattre de modèles sociaux et d'ouvrir les institutions, police et école, sur l'extérieur. Des deux côtés, l'expérience de l'université de Gif-sur-Yvette est jugée positive.

Sur cette lancée, le directeur du Centre de formation de la police nationale, M. Jean-Claude Guézou, parle déjà - après l'université d'été sur l'adolescence - d'une université de printemps sur le troisième âge.

Le représentant de MM. Pasqua et Pandraud a envisagé d'étendre l'expérience à toute la France, au niveau départemental et de l'ouvrir à des magistrats, sans pour autant empiéter sur les fonctions des comités locaux de prévention de la délinquance. Les deux ministres ont souhaité que l'université d'été connaisse des prolongements puis-que la formation – des policiers et des enseignants – reste, disent-ils, l'un des plus sûrs moyens de préve-nir la délinquance des adolescents.

 Une nomination dans la police. - Le commissaire divisionnaire Jacques Delabois vient d'être nommé chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) par le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud. Il remplace à ce poste M. François Zuocarelli, dont il était jusqu'alors l'ad-

Seul signe encourageant : la baisse du nombre de prévenus, c'està-dire des personnes en attente d'un ugement définitif : 21 668 le 1ª juilet en métropole contre 22 294 le le juin. Le pourcentage des prévenus s'établit aujourd'hui à 46.47 %, un record depuis cinq ans. Ce pourcentage était monté jusqu'à 53,47 % le 1^e juin 1983.

La réforme des universités

M. Devaquet entre les « libéraux » et les « étatistes »

Le projet de loi sur l'enseigne-ment supérieur adopté en conseil des ministres risque d'être par la majorité que par l'opposi-

La première partie du marathon dans lequel est engagé M. Alain Devaquet est terminée : le texte de pevaquet est terminée : le texte de son projet de réforme de l'enseigne-ment supérieur a été examiné et adopté par le conseil des ministres du 1 juillet.

Tenu de mettre en œuvre l'une des promesses électorales des partis de la majorité, le ministre de la recherche et de l'enseignement supé-rieur a navigué au plus près depuis trois mois : il lui fallait à la fois donner satisfaction aux demandes pressantes d'une minorité d'universitaires ultralibéraux qui s'étaient violemment opposés à la loi Savary et, en même temps, tenter de désar-mer les préventions ou l'opposition à l'égard d'une nouvelle réforme de structure engagée, selon de nom-breux universitaires, pour des raisons idéologiques ou corporatistes. Bref, abattre la loi Savary sans démolir brutalement un fragile équilibre, favoriser la diversité., l'autonomie et l'ouverture des universités, tout en les mainte-mant dans un cadre national contrôlé

Les soixante-quatorze établis-

sements universitaires français.

ainsi que les 68 instituts univer-

sitaires de technologie (IUT) qui

en dépendent, ont reçu à la ren-trée de 1985-1986 985 800 étudiants.

La région parisienne accueille

30 % du nombre des étudiants.

Les académies les plus impor-

tantes après Paris sont Lyon,

Aix-Marseille, Toulouse, Bor-deaux et Lille.

crits en lettres, sciences

humaines ou en préparation à la carrière d'instituteurs. Droit et

sciences économiques viennent en seconde position : 239 750 (+ 2,1 %). En troisième position,

les sciences avec 164 700 étudiants. On compte 134 300 étu-

diants en médecine 35 200 en

304 240 étudiants sont ins-

L'architecture générale de son projet est connuc (le Monde du 14 juin et du 26 juin) : possibilité offerte à des « unités internes » (en réalité les anciennes facultés) de se constituer en établissements publics, avec budget et personnels propres, à l'intérieur des universités ; modification de la composition des conseils d'administration et des conseils scientifiques des universités au pro-fit des enseignants, et en particulier des professeurs ; sélection des étu-diants à l'entrée à l'université et au cycle ; maintien des diplômes natio-naux mais possibilité accrue pour les universités de créer leurs diplômes spécifiques; enfin, suppression du doctorat unique institué par la loi Savary et rétablissement de l'ancien système (doctorat de troisième

Physieurs coups de barre

cycle et doctorat d'Etat).

En deux mois, cependant, M. Alain Devaquet a été conduit à donner plusieurs coups de barre en direction des « libéraux ». Ainsi l'article 12 du texte définitif étend les possibilités de dérogation à la loi
- déjà offertes aux IUT et aux coles d'ingénieurs — à un certain nombre d'« unités internes » qui choisiraient de demander le statut d'établissement public. Autant dire

pharmacie et 10 420 en odonto-

trois mois en moyenne, un peu

plus souvent filles que garçons, les étudients viennent majoritai-

rement de familles aisées : 8,1 %

sont fils de patrons de l'industrie

et du commerce, 35,4 % de cadres supérieurs et professions

libérales, 13,8 % de cadres

moyens. Les fils d'employés représentent 5,8 %, ceux

d'ouvriers 6,8 % et ceux d'agri-

culteurs 4,7 %. Les bourses ont

cependant augmenté de 32,4 %

Quatre-vingt deux mille per-

la formation des étudiants :

44 000 enseignants et 38 000 non-enseignants.

en cinq ans.

Agés de vingt-trois ans et

que leurs «universités mères» n'auraient plus guère de prise sur la vie et les choix de ces établisse-

De même M. Devaquet s'était-il De même M. Devaquet s'était-il fortement prononcé contre la libération sauvage des droits d'inscription à l'université. Son avant-projet du mois de mai prévoyait de fixer chaque année par décret les limites dans lesquelles ces droits devraient se situer. Le texte définitin ne fait plus référence à ce système de « fourchette », et M. Juppé s'est contenté d'indiquer à l'issue du conseil des ministres que le montant des droits d'inscription » restera dans des limites permettant le libre accès à limites permettant le libre accès à l'enseignement supérieur ». On ne saurait être plus évasif. En outre, et malgré les promesses du ministre devant le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) le le juillet, il n'est fait aucune mention de la possibilité pour les non-bacheliers d'accéder aux études supérieures.

En revanche, M. Devaquet a partiellement obtenu gain de cause sur le chapitre de l'évaluation des universités. Le conseil national d'éva-luation créé en 1984 et présidé par M. Laurent Schwartz avait disparu de la précédente mouture du texte. Il n'est pas rétabli, mais le projet définitif donne la possibilité au ministre de faire évaluer les univerministre de la le évaluer les univer-sités par des « personnalités indé-pendantes ». Les présidents d'uni-versité ne sont pas l'objet des mêmes attentions : la durée de leur mandat est subrepticement réduite de cinq à quatre ans.

S'il peut donc suivre les conseils du premier ministre et partir en vacances avec le sentiment d'avoir jusqu'à présent conduit sa barque sans difficultés majeures, M. Alain Devaquet a toutes les chances d'entrer des l'automne dans une période beaucoup plus mouvemen-tée. Si, comme cela semble désor-mais acquis, son texte ne vient en discussion au Parlement qu'au mois d'octobre, il devra affronter ce débat en pleine rentrée universitaire, sans grand soutien de ses amis politiques et face à une opposition d'autant plus résolue que l'absence de concer-tation pendant la préparation du projet a braqué bon nombre d'uni-versitaires. La navigation à vue sera-t-elle alors suffisante ?

GÉRARD COURTOIS.

Les réactions

 Le SNESup estime que « le projet prévoit le démantélement du service public d'enseignement supé-rieur. Il institue des universités concurrentielles et accentue les inéconcurrentielles et accentue les iné-galités sociales en libérant les droits d'inscription et en instaurant à tous les niveaux des procédures de sélec-tion. Le SNESup appelle l'ensem-ble des personnels de l'enseignement supérieur à mettre en échec ce pro-jet néfaste pour le service public, ses personnels et les étudiants. »

• Pour le SGEN-CFDT, • le texte est dangereux car le baccalau-réat ne garantit plus l'accès à l'en-seignement supérieur, il fait l'im-passe sur la nécessaire professionalisation des études universitaires, réserve à une petite mi-versitaires, réserve à une petite mi-norité d'enseignants tous les postes de responsabilité, affaiblit les uni-versités en les coinçant entre les fa-cultés recréées sous le nom d'éta-blissements élérrés d'une part, et le posterent et le ministère d'autre rectorat et le ministère, d'autre

 M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, dans une déclaration au Quotidien de Paris, estime que le projet est en retard d'une année

universitaire ». Hélas, déclare-t-il, M. Devaquet a été aussitôt saisi par l'ambition de faire une loi Devaquet... qu'il n'a pas été capable d'en-voyer à l'Assemblée avant la fin du mois de juin ».

Pour M. Roger-Gérard Schwartzenberg, ancien secrétaire d'Etat chargé des universités, « ce nouveau texte qui considère l'université surtout comme un enjeu de pouvoir ne dit pratiquement rien sur les grands objectifs que doit pour-suivre l'enseignement supérieur. Il siante l'enseignement superieur. Il risque d'avoir des effets malthu-siens par la mise en place d'une pro-cédure de sélection inadaptée pour l'accès au premier cycle. Au lieu de promouvoir la privatisation de plu-sieurs filières afin de mieux assurer l'avenir des étudiants, il semble en recul là aussi. Au lieu de considérer les universités comme de grands en-sembles pluridisciplinaires, il risque d'entraîner le morcellement de celles-ci. Ce texte, conclut M. Schwartzenberg, risque d'être un facteur de division de la communauté universitaire au lieu de la rassembler sur de grands objectifs mobilisateurs. »

Un médecin français expérimente sur lui-même le premier vaccin antiparasitaire

Le docteur Loic Monjour resterat-il dans l'histoire de la médecine comme l'inventeur du premier vaccin antiparasitaire? S'il est encore trop tot pour l'affirmer, on peut au moins dire qu'il a été le premier être humain à avoir été vacciné contre une maladie parasitaire, en l'occur-rence la leishmaniose.

Les leishmanioses sont des maladies parasitaires extrêmement répandues, principalement en Afri-que, en Inde et au Brésil. Le parasite est véhiculé de l'animalréservoir - un rongeur on un canidé - à l'homme par un insecte, le phlébotome. Mortelle lorsqu'elle n'est pas traitée, spécialement chez les enfants, cette maladie sévit également dans le sud de la France où l'on comptait l'an dernier 1 099 cas de leishmaniose canine et 27 cas de leishmaniose humaine. Selon l'OMS, chaque année dans le monde environ 1 million et demi de personnes seraient atteintes par cette maladie, un chiffre qui, selon certains spécialistes, pourrait, en fait, avoisiner les 4 millions

Parasites résistants

Tout a commencé en novembre 1985. A cette époque, l'équipe du docteur Monjour, du service des maladies parasitaires et tropicales du professeur Marc Gentilini (bôpi-tal de la Pitié-Salpêtrière de Paris) avait réussi à isoler sur les parasites responsables de la maladie, les leishmanies, une protéine vaccinante. Une protéine capable, lorsqu'elle est injectée à diverses lignées de souris, de déclencher l'apparition d'une réaction immunitaire de protection. Et ce, sans induire l'apparition d'effets secondaires.

Après avoir expérimenté ce vaccin sur des singes et des chiens, le docteur Monjour décida de sauter le pas et de s'injecter à lui-même sa préparation vaccinale (le Monde du 28 novembre 1985). Ensuite, à deux

reprises, à six mois d'intervalle, il s'est injecté le parasite lui-même afin de tester l'efficacité de son vaccin. Dans le même temps, un volon-taire recevait la même injection de parasite de manière à vérifier son infectiosité. Il fut par la suite atteint d'une leishmaniose que l'on parvint à traiter saus problème.

Sept mois plus tard, le docteur Monjour est en bonne santé. Son vaccin l'a effectivement protégé contre la leishmaniose. Il n'a en ancun effet secondaire (1). « On peut donc considérer que cette vac-cination est faisable, nous a-t-il déclaré. Encore que je suis certain d'arriver sous peu à améliorer mon vaccin ». Des essais ultérieurs sur un plus grand nombre de personnes pourraient être tentés prochaine-ment, mais seulement après que le comité d'éthique ent donné son accord, Il sera en particulier intéres-sant d'observer les éventuels effets protecteurs de ce vaccin dans les zones d'endémie. S'il s'avérait que le docteur Monjour a effectivement mis au point le premier vaccin contre la leishmaniose, il s'agirait du premier vaccin antiparasitaire mais mis au point.

Un vaccin attendu avec d'autant plus d'impatience que depuis quelque temps on note l'apparition de souches de parasites résistant au Glucantime, l'un des principaux 44.

Afin de hâter la mise an point de son vaccin, le docteur Monjour pourrait être amené sous peu à collaborer avec une firme pharmaceutique dont, pour l'instant, il préfère taire

FRANCK NOUCHL

(1) Les résultats de cette expérimen-tation sont publiés dans le dernier numéro du journal scientifique The

ENVIRONNEMENT

Les incendies dans le Midi

Forêts interdites

parition, vendredi 11 juillet, de régression. dans le sud de la France, après vingt-quatre heures de relative accalmie, a annoncé la protection civile. Si les Bouches-du-Rhône et le Var, où 7500 hectares out été ravagés par les flammes depuis le début de la semaine, n'ont pas connu de feux importants vendredi, la Lozère et le Gard ont été en revan-

che touchés à leur tour. C'est ainsi qu'en Lozère une reprise d'un incendie qui s'était déclaré jeudi après-midi sur la commune de Saint-Georges-Lévéiac a parcouru plus de 50 hectares de chênes verts et de pins. Combattu par cinquante pompiers et un détachement d'autant d'hommes de la sécurité civile de Lunel, il persistait toujours, vendredi soir. Dans le Gard, trois foux se sont déclarés, vers 15 heures, dans la région d'Alès et, poussés par un vent fort, se sont rapidement répandus dans une zone de forêts. Toutefois, selon les ser-

vices de secours, les incendies dans

Les incendies de forêt ont refait ces deux départements sont en voie Le préfet de la région Provence

Alpes-Côte d'Azur a toutefois demandé aux quatorze départements du Midi de - se mettre sur le pied de guerre », ce week-end, en prévision du mistral, apprend-on auprès de Centre interrégional de la coordination des opérations de la sécurité civile (CIRCOS) à Valabre (Bouches-du-Rhône). Par mesure de précaution, la préfecture des Bouches-du-Rhône a d'autre part pris un arrêté interdisant, à partir du vendredi 11 juillet, le passage, le stationnement et la circulation automobile et pédestre dans les massifs forestiers du département.

· Fuite de chlore à Toulor Un nuage de chlore s'est acciden-tellement échappé, vendredi 11 juillet au matin, d'une cheminée de l'usine Oraganochim située dans le complexe chimique AZF è Toulouse. Le gaz s'est répandu sur les quartiers sud de la ville, sans faire de victimes, mais les services administratifs ont donné des consignes pour que les gens rentrent chez eux et que portes et fenêtres resterit fermées dans cette zone. La direction de l'usine, qui produit du chlore destiné aux traitements des piscines et à la fabrica-tion de détergents, a confirmé la fuite, précisant que cette dernière avait été provoquée par l'ouverture accidentelle d'une soupape.



SPORTS

Tour de France cycliste

L'enseignement supérieur

en France

Sur les chapeaux de roue

NANTES

De notre envoyé spécial

Le Danois Jorgen Pedersen a conservé le maillot jaune vendredi 11 juillet, à l'issue de la 8 étape Saint-Hilaire-du-Harcouet-Nantes, remportée au sprint par le Belge Eddy Planckaert. Un sprint record qui a opposé... 184 concurrents.

Autrefois, les premières étapes du Tour de France étaient dominées par les routiers sprinters. Encore une tradition qui se perd. Ces puncheurs du vélo qui bousculent habituellement les autres ont été bousculés eux-mêmes et il a fallu attendre une semaine pour assister enfin à une arrivée massive digne des grandes confrontations du passé. Elle nous a restitué un authentique Eddy Planckaert qui a devancé sur le fil un neleton de 183 coureurs.

Il est apparu, à travers une bataille d'athlètes aussi totale, que la hiérarchie des sprinters avait subi quelques modifications. Bien qu'il porte le maillot vert du classement par points, le Belge Vaderaerden n'a plus la «frite» qu'il possédait les années précédentes et Josef Lieckens, un protégé de Merckx, menace aujourd'hui sa suprématie.

Rien de changé, en revanche, pour ce qui concerne les Français. Ils n'ont décidément pas la vocation pour ce genre d'exercice. Le plus rapide d'entre eux, Francis Castaing, ne s'est classé que 8 et il faut ensuite descendre à la 21 place pour identifier Frédéric Vichot.

La faillite des routiers sprinters en général, celle des Français en particulier, trouve vraisemblable-ment son explication dans la course folle et débridée à laquelle nous assistons depuis le départ. Les attaques sont incessantes, les échappées succèdent aux échappées, et les moyennes dépassent largement les prévisions des organisateurs. Entre Saint-Hilaire-du-Harcouet et Nantes, distants de 204 kilomèt les professionnels ont roulé à 43,727 kilomètres/heure. Il faut préciser que, dans le tour féminin, la moyenne de la deuxième étape, longue de 107 kilomètres et gagné par

la Française Valérie Lafargue, a frisé les 42 kilomètres/heure.

« Aucune équipe n'est suffisant ment forte pour contrôler un pelo-ton de 200 unités, constate Bernard Vallet, un habitué de l'épreuve. Mais les efforts que nous fournissons quotidiennement vont se payer très cher. De nombreux coureurs frisent déjà le point de rupture. Je n'ose imaginer ce qui nous attend

Les plus habiles, en définitive, seront peut-être ceux qui sont restés bien sagement dans les roues, en évitant de prendre des initiatives.

Parmi eux : Zimmermann, Andersson, Millon, Winnen, Pascal Simon, Criquélion, et un certain Luis Herrera. Ce sont tous, notons-le, d'excellents grimpeurs. JACQUES AUGENDRE.

Les résultats SAINT-HILAIRE-DU-HARCOUET

Tour de France masculi I. Eddy Planckaert, les 204 km en 4 h 39 mm 55 sec (moy. 43,727 hm/h); 2. Vanderaerden, m. t.; 3. Lieckens, 4. Bomans; 5. Bontempi.

Classement général. — 1. Jorgen-Vagn Pedersen, 33 h 28 ma 31 sec; 2. Van der Velde, à 8 sec; 3. Bon-tempi, à 27 sec; 4. Gaigne, à 44 sec. Tour féminis

CHATEAUGIRON-NANTES

1. Virginie Lafargue (France B), les 106,5 km en 2 h 34 mn; 2. Meljer (P.B.) à 1 sec; 3. Havik (P.B.); 4. Carmine (Sui.); 5. Menuzzo (II.).

Classement général. — 1. Jeannie Longo (France A), 4 h 8 mn 58 sec; 2. Canins (It.) à 4 sec; 3. Thompson (EU.) à 18 sec.

• TENNIS : tournoi de Bor-deaux. — Les Français Thierry Champion at Thiorry Tulasne ont été éliminés respectivement par l'Italien Psolo Cane (7-5, 6-1) et par l'Haitien Ronald Agenor (6-4, 6-1), vendredi 11 juillet, en quarts de finale du tournoi de Bordeaux, doté de Record sur l'Atlantique à la voile

La voie royale

Sept jours, vingt et une heures, cinq minutes, quarante-deux secondes : c'est le nouveau record de la traversée de l'Atlantique à la voile établi, vendredi 11 juillet, par le catamaran Royale, mené par ses deux coskippers Loic Caradec et Philippe Facque, assistés de quatre équipiers, Olivier Despaignes, Laurent Rivals, Paul Watine et le Canadien Jerry Roof. Il avait fallu attendien Jerry Roof. Il avait fallu attendre trois quarts de siècle pour voir Eric Tabarly (Paul Ricard) améliorer en 10 jours, 5 heures, 14 minutes, 20 secondes le vieux record (12 jours, 4 heures) de la goélette Atlantic, barrée par Charlie Barr en 1905 sur le parcours d'envi-Barr en 1905 sur le parcours d'envi-ron 3 000 milles (5 400 km) entre New-York et le cap Lizard (pointe sud-ouest de l'Angleterre). Or, depuis cinq ans, ce record avait été à nouveau battu deux fois par Marc Pajot (Elf Aquitaine) en 9 jours, 10 heures, 6 minutes, puis par Patrick Morvan (Jet Services) en 8 jours, 16 heures, 36 minutes.

Cette progression spectaculaire résulte, bien sûr, en premier lien des performances étounantes de la nou-velle génération des multicoques, et notamment des maxi-catamarans. Après sa victoire dans Onébec-Saint-Malo en 1984, Royale avait été railongé de 1,31 mètre pour être porté à 25,90 mètres, avec une coque plus rigide, une nacelle cen-trale et un gigantesque mât-aile. Sa légèreté (10 tonnes) lui permet même, à certaines allures, d'avancer plus vite que le vent. Ainsi, par 15 nœuds de vent réel (près de 30 km/heure) et mer plate, Royale a déjà atteint 20-25 nœuds (entre 35

et 45 km/heurs). Au cours de cette traversée record, le maxi-catamaran rouge et blanc s'est offert quelques belles pointes de vitesse en parcourant 468 milles le 8 juillet, où il a même tenu une moyenne de 21,6 nœuds pendant trois heures en naviguant quelques minutes sur une seule coque. Mais il a été considérablement freiné à proximité de l'arrivée par un anticyclone installé au sudouest de l'Irlande.

Cette progression des records résulte aussi des nouvelles techni-ques de navigation assistée depuis la terre. Comme lors de la transat anglaise en double gagnée le mois dernier par Lose Caradoc et Olivier Despaignes, c'est en esset Jean-Yves Bernot (Informatique et Mer), l'ex-navigateur de Philippe Jeantot, sur Crèdit-Agricole II, qui assurait depuis Bayonne le routage de Royale à partir des cartes météo et d'un programme informatique pre-nant en compte les possibilités du bateau. Charlie Barr et même Eric Tabarly n'avaient sans doute pas rêvé à cela lors de leur traversée de

Loisirs

Eurodisneyland

Monts et merveilles

L'accord donné à l'Implentation d'un Eurodisneyland à Mame la Vallée, jeudi 11 juillet, par la majorité des conseillers reionaux de l'Ile-de-France (le Monde du 12 juillet), a suscité «une grande satisfaction» à la Walt Disney Company. Le contrat définitif entre Français et Américains pourrait être signé d'ici quelques semaines ou quelques mois.

Si les négociations se dérou-lent sans encombre, c'est en 1991 que s'ouvrira le « royaume magique», principal élément du projet du parc de loisirs, identi-que à ceux qui font déjà la fortune de Disney en Floride et en Californie, ce « royaume » sera bâti autour de six thèmes.

Dès l'antrée, le visiteur se trouvers au cour de l'Amérique du tournant du siècle, dans une « Grande flue » animée. Puis il remontara le cours de l'histoire au «Pays du western », où il pourra

authentique vapeur à rouse ou jouer les pionniers en radeau ou

L'étape suivante sera celle de Nouvelle-Orléans, empreinte de culture et de gastronomie françaises. Au « Pays de l'aven-ture », il sera entraîné dans des expéditions vers des lointaines et mystérieuses contrées. Vien-dront ensuite le « Pays de l'imaginaire », où il rencontrera les héros des grands classiques de Walt Disney, puis le « Pays de la découverte », résolument toumé

Outre ce royaume magique, la société Disney s'est engagée à ouvrir, en 1991 également, un parc aquatique équipé entre aunants et de piscines, un golf, 20 000 mètres carrés de com-merces de déteil, sutant en bu-reaux, cinq mille chambres d'hô-

حكة احنه المأصل

La medech français experimente w bi-meme er vaccin antiparasitaire

4000

Les incoedies dans a 11 a

Forets interdites

ATT 1884

.. ...

** a de a

4 10

60° 2 ; 3 ---





« La Tempête » dans la Cour d'honneur

Les nostalgies de Shakespeare

La dernière pièce de Shakespeare est un autoreportage sur le théâtre et ses métiers, un hommage tendre aux acteurs. Alfredo Arias la fait jouer à contre-emploi.

Notre durée de vie s'est accrue, an cours des siècles. Mais quand même, nos jours restent courts, Sha-kespeare le rappelle dans la Tem-péte. Arrive forcément une heure où, quels que soient notre allant, notre cran, une peur du vide nous prend, passagère.

Du même coup, nous sentons que le temps, pour chacun de nous, est passé très vite. Et que nous n'avons pas accompli ce dont nous avions

Même les génies vacillent un peu, dans ces instants-là. Ils font un retour sur eux-mêmes, sur leur œuvre. Picasso, par exemple, se met à peindre la peinture. Par centaines d'exemplaires, il trace le peintre et sa toile, et son modèle. Il y met de la dérision, parfois un peu de rage.

La Tempête, c'est cela. C'est la dernière pièce de Shakespeare. Avec une légèreté seinte, il imagine un bonhomme, Prospero, qui invente des histoires et les met en scène, les fait jouer par des acteurs. Il est secondé dans cette tâche par un homme habile, rapide, efficace, Ariel, lui-même acteur à l'occasion, qui tient en somme l'emploi de ce qu'est aujourd'hui le « premier assis-

Shakespeare fait presque un autoreportage, il montre à l'action l'homme de théâtre qu'il a été, qu'il est pour la dernière fois, il dirige les comédiens, les reprend ou les encourage. Quand il est content, il leur dit: « it works », ce que Pierre charme opère », alors que cela signi-fie simplement : « ça marche », « ça

pliments plus précis. Il dit à Ariel, qui vient d'interpréter le rôle d'une carabosse: « Tu as crânement joué cette figure de harpie – quelle beauté c'était, dévorante ; des indi-cations que je t'avais données, pour dire le texte, tu n'as rien atténué ; et les autres, dans chaque emploi, ont fait preuve d'une belle vie et de nuances étonnantes. »

Shakespeare a portraituré un auteur metteur en scène, ce Pros-pero, qui ressemble beaucoup à Sharespeare. Il lui a donné ses idées fixes, ses manies de certaines visions ou pratiques magiques, venues des mystères d'Eleusis, ou des œuvres des illuminés. Plus personnellement, Shakespeare aimait bien les garcons, et l'assistant Ariel est l'ami cher de Prospero. Prospero l'a choisi jeune, bien fait, bien musclé, et d'un physique particulièrement atta-chant, c'est un natif d'Algérie.

Le double ieu des mots

Il y a entre eux deux un problème de ménage. Ariel en a assez, de cette vie, de ce vieux. Il semble que notre couple se soit adjoint, depuis quelques années, un troisième larron, ce Caliban, qu'ils traitent comme un chien. Mais Caliban préfère les femmes, supporte mal son escla-

Dans cette œuvre plutôt autobiographique sur le théâtre et ses métiers, Shakespeare se laisser aller à deux petites nostalgies. Il dit que le théâtre, à tout prendre, n'est pas tellement plus fictif que nos exis-tences réclles, lesquelles sont si souvent faites de semblants, de compromis, de coutumes. Et il dit que les acteurs s'orientent parfois difficilement entre les êtres qu'ils jouent et entre deux représentations. Prospero-Shakespeare dit tout cela

va », ou « ça fonctionne ». Prospero au public, il s'adresse à lui simple-a parfois des indications ou des com-Cette sincérité, ce ton personnel

font de la Tempéte l'une des pièces

de Shakespeare les plus proches de nous. Il y a, faufilée dans la trame, une histoire de prince dépossédé de son pouvoir, comme Shakespeare en raconte souvent. Mais c'est comme si, cette fois, l'auteur ne la prenait pas au sérieux. C'est juste un dessin au crayon de couleur, fait de chic. Le dialogue est gai, désinvolte, et Shakespeare ne prend à cœur vraiment, dans cette pièce, que ce qu'il aime, que ce qui le touche, comme lorsqu'il décrit, merveilleusement, § un très beau jeune homme qui nage dans la mer, contre le courant : l'une des plus belles pages de la littérature

La mise en scène d'Alfredo Arias. qui ouvre, avec la Tempête, le Festi-val d'Avignon, ignore cet aspect intime de la pièce. Arias a choisi de faire jouer une adaptation française de Jean-Louis Curtis qui rase les paquerettes, qui oublie le double jeu des mots. C'est du Shakespeare en semelles de plomb.

Arias a ensuite distribué les rôles contre-emploi. Celui de Prospero est confié à Pierre Dux, sans doute parce qu'il fait remplir la cour du palais. Pierre Dux est un acteur très connu et aimé, et il est un grand acteur. Mais il n'a pas grand-chose d'un poète dément et rêveur, ni d'un magicien, ni non plus du Prospero qui traite avec une sauvagerie, un colonialisme rare, le malheureux autochtone Caliban.

Un père tranquille et une cheftaine

Pierre Dux a tout d'un père tranquille, d'un bon papa consciencieux, son dernier rôle dans une pièce de boulevard était celui d'un retraité gardien de parking. Cela lui allait comme un gant. En Shakespeare-

Cette créature d'un autre monde - espèce de E.T. ravagé qui se MARILU-CALIBAN Cette créature d'un autre monde - espece de E.1. ravage qui se penche sur son texte - s'est appelée Beauty, la délicieuse charte anglaise, ou Clara Gazul, l'adorable coquette. Son vrai pseudonyme est Marilu Marini. On la savait changeante, voire capricieuse. On ne la croyait pas capable de se métamorphoser en Caliben, le malheureux esclave de Prospero dans la Tempête. Elle-même s'en étonne. Et s'en amuse.

Mais regardez bien son sourire : c'est celui de la Femme assise, le personnage de Copi, symbole de la bêtise butée, qui a valu à Marilu Marini d'être couronnée meilleure comédienne de l'année 1984 par les critiques - pourtant blasés sur l'art de la grimace.

ospero, il est plan-plan, et il semble désespérément hétérosexuel.

Le rappel de l'homosexualité est d'ailleurs carrément mis sous cloche par Alfredo Arias, dans la mesure où les deux garçons qui entourent Prospero sont interprétés par des femmes. Clotilde Mollet est une Ariel très petite chestaine, simplement obéissante, et Marilu Marini une Caliban tout à fait caricaturale. Quasimodo chez Dracula.

La pièce est déséquilibrée car Arias a monté en épingle ses deux clowns maison, Marilu Marini (Caliban) et Facundo Bo (un sommelier ivrogne). Il leur fait faire mille singeries, mille très gros effets faciles. Ils occupent carrément le terrain. Il leur soigne leurs sorties de

de musique tonitruante pour déclen-cher mécaniquement les bravos du

Peut-on être un bon cœur, une bonne pâte, autant que Michel Robin? C'est pourtant à lui qu'est échu le rôle de Gonzalo, un seigneur envers qui Prospero a de la reconnaissance, mais qui, dans la première scène de la pièce, engue avec une violence très grossière, très réactionnaire, les matelots sur un navire au plus fort du naufrage. Il est vrai qu'Alfredo Arias bâcle cette première scène, nous n'y assistons

pas. nous n'en percevons que des cris, d'ailleurs incompréhensibles. Pour une fois le décor de Roberto Plate n'apporte pas grand-chose au jeu, ni au spectacle. C'est un frag-

scène à grands renforts de lumière et ment de mur en matière synthétique – reproduction du vrai mur du palais que nous voyons juste der-rière; ce pan de mur inutile est entouré d'une eau stagnante qui ne sert à rien, elle non plus, et qui va faire fondre sur la cour des esca-

drons de moustiques. Le comédien Bernard Waver, qui joue le roi de Naples, a, lui, quelque chose d'étrange, de hautain, d'inquiet. Il irradie une poésie, une intelligence. Il est sobre. Il nous per-met de saisir un peu ce que Shakespeare voulait dire

Enfin, Alfredo Arias sait très bien réaliser les moments de danse, les apparitions brèves des fantômes, les robes des «esprits» sont jolies ea

MICHEL COURNOT.

On en dira autant de l'orchestre

(celui du Liceu de Barcelone), tou-

jours aussi mai placé à Nîmes, dont

on entend rarement les cordes, inva-

riablement convertes par les enivres

Dans la distribution que nous

avons entendue, le corsaire Giorgio Lamberti est un ténor italien classi-

que à la voix forte, assez criard.

savonnant les mots et prenant la plu-

part des notes par en dessous, sans

aucune épaisseur psychologique, ce qui n'enlève rien à son pouvoir sur le

public, Mais les deux femmes sont de qualité, Stefka Evstatieva, très

émouvante dans l'air mélancolique

et les voix des chanteurs

La roulotte de Dupeyron

Vilar à Avignon, jusqu'à la fin du Festival, sont remisées deux rou-lottes taiganes. Elles recèlent une librairie théâtrale riche de trois tonnes de livres, animée par Chris-tian Dupeyron. Ce fou de théâtre et de bateau a crée l'an dernier une petite maison d'édition, Papiers, qui s'est tout de suite fait remarquer par

L'édition de théâtre ne se porte pas bien. Si, là comme ailleurs, le catalogue Gallimard écrase les autres, l'écriture dramatique, plutôt difficile d'accès, ne tente guère les éditeurs malgré les incitations du Centre national des lettres. Dupey-ron, ancien gérant de l'Avant-scène, ron, ancien gerant de l'Avant-scene, s'est aperçu que ces brochures grand format illustrées ne sont pas tout à fait des livres aux yeux des auteurs et des lecteurs. Aussi en libraireéditeur à l'ancienne mode, tient-il boutique de livres de théâtre au 18 de la rue de Savoie à Paris, et a-t-il publié une quarantaine d'ouvrages

Ces livres, d'une présentation toujours identique, sont beaux: format, impression, papier, ont été choisis avec un soin évident. Tirées à mille exemplaires, vendues de 42 francs à 88 francs, les pièces de Papiers sont diffusées en dépôt dans une soixan-

faine de points de vente (FNAC, librairies spécialisées, lieux de spec-tacle) ou acheminées par poste. Au catalogue, le texte de spectacles joués au moment de la publication, mais aussi des éléments de répertoire. Des classiques, John Gabriel Borkman, d'Tosen; Amphitryon, de Kleist; Au perroquet vert, de Schnitzler; Il importe d'être aimé. de Wilde et une majorité d'auteurs contemporains, français ou étran-gers: Jean-Claude Grumberg (L'Atelier, les Autres, l'Indien sous (L'Atelier, les Autres, l'Indien sous Babylone), Jean Bouchaud (Un drôle de cadeau), Bruno Villien (Un amour qui attend la mort), etc. Best-seller: l'Entretien de M. Descaries avec M. Pascal le jeune, de Jean-Claude Brisville, le spectacle de J.-P. Miquel au Petit-Odéon interprété par H. Virlojeux et D. Mesguich, déjà vendu à 1 800 exemplaires et traduit en allemand. A la rentrée, Dupeyron rééditera le théâtre de Billetdoux, publiera les nouvelles pièces de D. Chalem, D. Van Cauwelaert et Frédéric

Dard. Il abordera aussi la danse avec des textes de Ph. Soupault (Terpsichore), de Marius Petipa, de Mary Wigman. Musique et cinéma figurent également dans les goûts et les projets de l'homme de Papiers. OLIVIER BARROT.

DINERS

OPERA

« Le Corsaire », de Verdi, à Nîmes

« Maudit sur la terre et dans les cieux »

Création en France de cette œuvre mal aimée. abandonnée

par son auteur lui-même. Injuste négligence.

Après avoir repris les années pas-sées les productions de Bercy (Alda et Turandot), la ville de Nimes s'est payé un coup d'éclat avec la créa-tion en France du Corsaire, de Verdi, qui a réuni aux arènes quelque trente mille personnes. Belle revanche pour un opéra négligé, abandonné par son auteur lui-même, dont certaines pages méritent incon-testablement d'être connues.

Une étude de Jean Lafont, subliée dans le programme luxueux réalisé à cette occasion, montre bien que Verdi s'est désintéressé du Corzire parce qu'en vertu d'un contrat léonin avec un éditeur qu'il détestait il n'aurait retiré aucun bénéfice de

ses représentations. Il connaissait les mérites de son ouvrage, mais, sachant s'être mépris sur le choix du sujet emprunté à Byron, qu'il trouvait - froid et de peu d'effet théatral . il ne se sentait pas à l'aise avec un héros fatal « maudit sur la terre et maudit dans les cieux .. ennemi de la société et tombeur de

L'intrigue étrange n'est pas plus invraisemblable que bien d'autres : à la tête de ses troupes, un corsaire pénètre chez les Turcs, met le feu au sérail, sauve la favorite du pacha (qui s'éprend de lui immédiatement), est fait prisonnier. La jeune semme le remercie en tuant son maître. Mais, revenu chez lui, il trouve sa maîtresse qui, lasse d'attendre, s'est empoisonnée, et il se jette dans la mer, abandonnant la favorite écrasée de tristesse.

Cet argument a le mérite de fournir plusicurs airs et duos d'amour avec deux sopranos d'une égale dignité, mais au caractère différent, sans compter un pacha fier et cruel, et des chœurs de corsaires farouches on de sémillantes odalisques. Mais la trame dramatique de la musique est assez décousue, bien que les évé-nements se déroulent à une vitesse confondante lors du sac du sérail, et mis à part de superbes morceaux choisis, l'œnvre créée à Trieste en 1848 présente bien moins d'intérêt que Nabucco, Ernani, Attila ou le premier Macbeth qui la précèdent.

> Guerriers et feux de Bengale

Elle n'offrait guère de prise à un grand spectacle dans le lieu imposant que sont les arènes de Nîmes, plus difficile encore à investir que le Théâtre antique d'Orange. Le décor de Ricardo Bofill se limite à un mât gigantesque de navire vers lequel convergent les échelles de corde des corsaires et à de grandes corolles bariolées pour évoquer le harem avec les charmants costumes de courtisanes de Matias. Jean-Louis Thamin tente de meubler l'espace avec de classiques alignements de guerriers porteurs de lances qui s'étagent sur les gradins, des feux de Bengale imagent l'incendie du palais; les projecteurs simulent des éclairs; les prisonniers défilent dans



la galerie haute de l'amphithéatre. Quant au jeu des protagonistes principaux, il est difficile d'en juger, la distance réduisant mimiques et gestes à leur plus simple expression,

comme d'ailleurs la plupart des sub-

tilités du chant.

de la pauvre Medora et le terzetto final; Sylvia Sass, la belle favorite meurtrière dont on reconnaît la présence dramatique, même si sa voix a quelque peine à fendre l'air et à vaincre l'espace. Le timbre chaleureux de Barry Anderson donne une réelle majesté à son pacha, qui avec lui ne paraît pas si méchant qu'on le

> N'oublions pas les chœurs puis-sants et disciplinés du Liceu et le jeune chef Patrick Fourniller, remplaçant Emmanuel Krivine. Il faudra encore beaucoup travailler pour faire des arènes un lieu favorable à

> > JACQUES LONCHAMPT.

Le sort de l'Opéra de la Bastille

Le monde musical et culturel se mobilise

Quatre-vingt-huit personnalité-du monde culturel et musical pren-nent la défense de l'Opéra de la Bas-tille dont la réalisation est suspendue aux décisions du gouvernement (le Monde du 10 juillet). Dans un texte commun, elles affirment : - La construction du nouvel Opéra de la Bastille, et notamment de la salle modulable, constitue une grande chance pour l'avenir de l'art lyrique et de la culture en France et dans le monde. Nous attendons de cet opéra qu'il apporte d'autres possibilités de création et d'expression aux artistes de tous pays, qu'il facilite leurs conditions de travail et soit le vecteur d'un nouvel état d'esprit. Nous tenons à témoigner de l'intérêt

que nous portons à ce que ce projet soit achevé tel qu'il a été prévu.

Parmi les signataires, on relève les noms de Pierre Boulez, Gilbert Amy, Daniel Barenbolm, Jean-Louis Barrault, Hildegard Behreus, Luciano Berio, Pierre Bourdieu, Sylvano Bussotti, Patrice Chéreau, Luis de Pablo, George Duby, Henri Dutilleux, Rita Gorr, Bernhard Haitink, Pierre Henry, Mauricio Kagel, Jorge Lavelli, Lorin Maazel, James Levine, Maurice Ohana, Richard Peducci, Margret Price, Leonie Rysanek, Wolfgang Sawallisch, Sir Georg Solti, Wolfgang Wagner et

1.20 #141 1's B-4430 4.1

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

LE SARLADAIS

sicale w Orchestre - P.M.R. : prix mayen du repos - J., H. : ouvert Jasqu'à... henres

RYAN O'NEAL "MARISA BERENSON"

PATRICK MAGEE HARDY KRUGER DIANA KOERNER GAY HAMILTON

DESCRIPTION HARDAN

F. sam. midi, dim. 45-22-23-62

43-87-28-87 F. landi, mardi

est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... un chef-d'œuvre."

Déj., diner j. 22 h. Cuisine périgoardine. CASSOULET, CONFIT, FOIE GRAS, CEPES, MORILLES, mena 170 F Lc. avec spécialités. CARTE 170/190 F.

Déj, dîner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarmeia, gambas, bacalao, calameres tinta. Environ 145 F. Formale à 79,80 F s.n.c. avec spécialités.

OPÉRA (47-42-57-50), sam., dim. à jeu., sam.: la Flûte enchantée.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), sam., à 20 h 30 : le Menteur; dim. à 20 h 30 : le Menteur; dim. à dim., 14 h 30 : Un chapean de paille d'Italie. SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30:

d'Italie.

BÉAUBOURG (42-77-12-33); Vidéomosèques : sam., dim. à 13 h : En remontant le Missistippi, de R. Manthoulis ;
16 h : Aïda, de Verdi ; 19 h : le Lac des
cygnes, de Tchatkoviki.

Les autres salles

ATELIER (46-06-49-24), sam. 21 h : Hot BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : les Amoureux de Molière.

BOURVII. (43-73-47-84), sam. 16 h, 22 h : Pas deux comme elle ; 20 h 30 : Y'en a marre...ez vous. CENTRE CULTUREL DU XVIIe (45.43.32.92), sam. 20 h 30 : Poquelin et Fautre.

CENTRE LATINO - AMÉRICAIN (45.08.48.28), sum. 20 h 30, dim. 16 h : Kabaret de la dernière chance. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 21 h : Poil de carotte.

CRYPTE SAINTE-AGNES (47-00-19-31), sam. 20 h 30: Phèdre. DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Poésies avec Vicky Messica (dcm.).

Messica (tern.).

EDEN-THEATRE (43-56-64-37), sam.
21 h: Du sang sur le cou du chat (dern.).

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), sam.
21 h: Vicilles Canailles.

ESSAION (42-78-46-42), sam. 20 h 30 : C'était comment déjà... du caf'conc' à Saint-Germain-des-Prés ; à 22 h : Un sou-FONTAINE (48.74.74.40), sam. 18 h.

20 h 30 : Les mystères du confessionnal ; sam. 15 h 30, 22 h : Les chanssures de Madame Gilles.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18) sam. 21 h, mat. dim. 15 h : Mes-sicurs les Ronds-de-cuir. GALERIE 55 (43-26-63-51) sam. 20 h 30 :

GRAND HALL MONTORGUEIL (39-52-42-79) sam., dim. 20 h 30 : l'École des mères (dern. le 13). HUCHETTE (43-26-38-99). 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), sam. 20 h 30, mat. dim. 15 h : la Voisine, LUCERNAIRE (45-44-57-34), sam. 19 h:

les Désirs de l'amour (dern.) ; 20 h 30 : le Rire national ; 20 h 15 : Arlequin, ser-viteur de deux maîtres ; 22 h : Pes de balcon nour Roméo MARIE-STUART (45-08-17-80), sam.

MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30: N'écontez pas

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79) L sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours (dern.). — IL sam. 20 h 30 : Huis clos (dern.). THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02). sam. 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30: Astro Folies Show. THEATRE DU TOURTOUR (48-87-\$2-48), sam, 18 h 30 : Mamouna (dern.) : 20 h 30 : Pasolini (dern.).

TRISTAN-BERNARD (45-22-0)

sam. 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or VARIÉTÉS (42-33-09-92), sam. 20 h 45, mat. dim. 15 h 30: l'Age en question (dern.).

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-27), sam., dim. 21 h : Chansons fran-caises ; sam., 19 h : Un rar dans la comre-basse. LUCERNAIRE (45-44-57-34), sam.,

20 h : C. Vence chante B. Vian ; 22 h : C. Canssimon MUTUALITÉ, Paris Reggae Sun Flash, sam. 20 h : Yelkow Man; F. Mc Gregor; Kotch.

POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 21 h: les Aventuriers de la gauche perdue.

TOURTOUR (48-87-82-48), sam., dim. TROIS MAILLETZ (43-54-00-79), sam., dam. 0 h 30 : F. Mello.

Opérettes, comédies musicales

A DEJAZET, TLP (48-87-97-34), sam. 20 h 30, dim, 16 h : la Petite Boutique des horreurs.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79), sam. 20 h 30: Lady Day.

THÉATRE DE L'ŒUVRE (48-74-42-52), sam. 21 h, dim. 16 h : Grand-Père Schlomo.

RENAISANCE (42-08-18-50), sam.
20 h 45 : le Capitaine Fracasse.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-0821-93), sam. 21 h : le Cocktail de Sergio. Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Touche

Les concerts

SAMEDI 12 JUILLET Table Verte, 22 h : P. Nazarian et M. Blot (Bach, Spohn, Gluck, Ravel, Khatchatu-

DIMANCHE 13 Eglise Saint-Merri, 16 h : N. Bera Tagrine (Bach, Mozart, Chopin, Debussy, Linz, Ravel). Chapelle de la Salpétrière, 16 h 30 : M. Guyard (orgue). Salate-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars anti-qua de Paris (Musique du XVI siècle).

Jazz, pop, rock, folk

ARTISTIC ATHEVAINS (43-79-06-18), sam. 20 h 30 ; Duo musique indien Paban Dos.

BAISER SALÉ (42-33-37-71), sum. 20 h 30 : Alpha et ses Roméos ; dim. 23 h : Bonbon Tropical Groupo. CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), sam., dim. 21 h 30 : Clarinet

DUNOIS (45-84-72-00), sam., dim. 20 h 30 : A. Rodriguez Combo; dim. : Macoubary. GIBUS (47-00-78-88), dim. 23 h : The Scatinels; dim. : King Size. MERIDIEN (45-58-12-30), sam. 22 h 30:

Orchestre R. Martel (jusqu'an 12).

MONTANA (45-48-93-08), dim. 20 h 30: D. R. Utreger, R. Gallezz

MONIGOLFIER (445-54-95-00), dim. 22 h: S. et N. Rahoerson (juaqu'an 12); dim.: P.-P. Galligaris et S. Gnerault.

NEW MORNING (45-23-51-41), sam. 20 h 30: C. Freeman Quartet; J. Copeland Blues. PETIT JOURNAL (43-26-28-59), sam.

PIED BLEU (42-85-32-16), sam. 22 h 30: ny Bel Air. PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), sam., dim. 23 h : Sal Nistico, H. Sellin,

A. Culiaz, A. Levitt. PHILONE (47-76-44-26), sam. : Koffi Olomide; dim. : Soirées Fresh de Dan. SUNSET (42-61-46-60), sam, dim. 23 h : E. Lockwood, J.-M. Jafet, A. Romano.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-

Ile-de-France

(47-23-40-84) BRETEUIL, Château, dim. à 16 h : Qua-tuor de clarinettes Lutèce (Hacodel, etenil, Arrieu, Mozart).

XVIII. FESTIVAL DE L'ORANGERIE DE SCEAUX (47-82-95-91)

Sam, à 17 h 30 : C. Hellfer (Boethoven, Schubert, Berg, Bartok, Schönberg), dim 13 à 17 h 30 : Orchestre baroque d'He-de-France (Schmerlzer, Fux, Hayda, Salieri, Mozart).

Les festivals à Paris

FESTIVAL DU MARAIS (48-87-74-31) rel Wallonie-B Cave gothique de l'hôtel de Be 20 h : An perroquet verL

FESTIVAL DE LA BUTTE MONTMARTR (42-54-87-03) Arènes de Lutèce, Sam, 21 h 30 : E Perico-loso Sporgessi (dera.).

DIMANCHE 13 JUILLET

15 h, Tramp tramp tramp, de H. Ed-wards: 17 h, Une poule, no train... et quel-ques monstres, de D. Risi; Avigmon 86: The french-american film workshop:

cinéma

Les Illers marqués (") sont interdits ins de treixe ans, (**) aux moins de dix-

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI 12 JUILLET

Hommage aux cinémathèques étrangères: 15 h, Washington: The Ten Commandments, de C. B. de Mille; 19 h, Munich: Mysterien eines Frisiersalons, de B. Brecht, E. Engel et K. Valentin: la Fiancée vendue, de M. Ophuls; 21 h, Hommage à Heisensuke Gouln: Faceurs une authémage à Heinosuke Gosho : Encore une auit (v.o. s.-t. anglais).

DIMANCHE 13 JUILLET

Cycle: Les grandes restaurations de la némathèque française: 15 h, la Mort du seil, de G. Dulac: 17 h, Cessez le feu, de J. de Baroncelli ; 19 h. Hommage aux cinémathèques étrangères : Munich ; 21 h. Hommage à Reinosnke Gosho : Croissance

BEAUBOURG (42-78-35-57) SAMEDI 12 JUILLET 15 h, la Volonté du mort, de P. Leni; 17 h, le Jardin des Finzi Contini, de Vitto-rio de Sica: Avignon 86: The french-american film workshop: 19 h, H&ul New York, de J. Raynel (v.o. - s.-t. fr.); 21 h, The Bost Son, de B. Roth (v.o.).

Totas les jours à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yougoslave (programmation dé-taillée au 42-78-37-29). Les exclusivités

Salle Garance

ARSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : ARSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.):
Lucernaire, 6' (45-44-7-34).
AFTER HOURS (A., v.o.): Ciné Beanbourg, 3' (42-71-52-36): UGC Odéon, 6' (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6' (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8' (45-62-20-40): 14-Juillet Basuille, 11' (43-57-90-81): 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79), - V.f.: UGC Boulevard, 9' (45-74-95-40): UGC Gobelins, 13' (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14' (43-36-30-40).
ABCLE DE FER (A. v.o.): Marieman, 8'

AIGLE DE FER (A., v.o.): Marignan, 8* (43-59-92-82). — V.f.: Rex. 2* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Monsparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Clob

Samedi 12 - Dimanche 13 juillet

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (*):
Saint-Germain Village, 5: (46-33-63-20); Elysées Lincoln, 8: (43-59-36-14); Studio 43, 9: (47-70-63-40);

36-14); Sindio 43, 9 (47-70-63-40);
Parmanions, 14 (43-35-21-21).
L'AME SŒUR (Suin.): Luxembourg (h. sp.), 6 (46-33-97-77).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.):
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LES ANGES SONT PLIÉS EN DIEUX
(Afr. du Sud. v.o.): Formu Orient ES ANGES SONT PLES EN DIEUX (Afr. du Sad. v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Quintette, 5" (46-33-79-38); Marignan, 8" (43-59-92-82). "V.f.: Impérial, 2" (47-42-72-52); Maxéyille, 9" (47-70-72-86); Nation, (2" (43-43-04-67); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14" (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15" (45-79-33-00); Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Clichy, 19" (45-22-46-01).

62-36).

BLACK MIC-MAC (Fr.): Richelieu, 29
(42-33-56-70): Saint-Michel, 59 (43-26-79-17); George-V, 89 (45-62-41-46); Français, 59 (47-70-33-88); Galaxie, 139 (45-80-18-03); Montparnos, 149 (43-27-52-77)

BRAZIL (Brit., v.o.): Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

CAMORRA (It., v.a.) (*): UGC Emitage, % (45-63-16-16). — V.f.: UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40). DAKOTA HARRIS (A., v.o.): UGC Normandie, & (45-63-16-16). — V.f.: Rex, 2: (42-36-83-93).

2* (42-36-83-93).

LE DÉBUTANT (Fr.): Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Marignan, 8* (43-59-92-82); Parmassiens, 14* (43-35-21-21).

LE DIABLE AU CORPS (It., v.o.) (*): Forum Orient Express, 1** (42-33-42-26); Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); Hautefeuille, 6* (46-33-79-38); 14-Juillet Odéon, 6** (43-25-59-83); Marignan, 8* (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8** (45-62-20-40); Parnassiens, 14* (43-20-30-19): 14-Juillet Beaugreueile, 15** (45-75-79-79). - V.f.: Impérial, 2** (47-42-72-52); Rex, 2** (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6** (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13** (43-36-23-44); Pathé-Clichy, 18** (45-24-601).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.):

LE DIAMANT DU NIL. (A., v.o.): Espace Calté (b. sp.), 14 (43-27-95-94). L'EAU ET LES HOMMES (Fr.): La Géode, 19 (42-45-66-00). ÉTATS D'AME (Fr.) : UGC Danton, 6

(42-25-10-30); Ambassade, 8: (43-59rnos ; 14 (43-27-52-37) FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52). FLAGRANT DÉSIR (Fr.): UGC Mont-parsasse, 6 (45-74-94-94); UGC Nor-mandie, 8 (45-63-16-16).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01). GENESIS (Indo-fr., v.o.): 14-Juillet Par-nasse, 6* (43-26-58-00); 14-Juillet Racine, 6* (43-26-19-68).

Racine, 6º (43-26-19-60).

GOLDEN EIGHTIES (Franco-belge):
Saint-André-des-Arts, 6º (43-26-48-18);
Colisée, 8º (43-59-29-46); Parnassiens,
14º (43-33-5-1-21); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27).

tion, 15° (48-28-42-27).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.):
Gaumont Halles, 1° (42-97-49-70);
Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36);
Saint-Germain Studio, 5° (46-33-63-20);
Hautefeuille, 6° (46-33-79-38): 1-4
Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83): Pagode, 7° (47-05-12-15); Gaumont ChampsElysées, 8° (43-59-04-67): 14-Juillet
Bastille, 11° (43-57-90-81); PLM SaintJacques, 14° (45-89-68-42); 14-Juillet
Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79). – V.f.:
Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31);
Gaumont Paransse, 14° (43-33-30-40);
Montparnasse Pathé, 14° (43-20-12-06);
Mayfair, 16° (45-25-27-06).

Mayfair, 16 (45-25-27-06). HIGHLANDER (Brit., v.o.): George-V, 8: (45-62-41-46): Espace Gaité, 14: (43-27-95-94). – V.f.: Lumière, 9: (42-46-L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) :

Denfert, 14 (43-21-41-01). HTCHER (*) (A., v.o.) : Forum, 1" (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6" (46-33-79-38) ; Ambassade, 8" (43-59-19-08) ;

CASH-CASH, film américain de Richard Lester, V.a.; Claé Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Reflet Logos, 5º (43-54-42-34); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94); Le Tricumphe, 8º (45-62-45-76); UGC Biarritz, 8º (45-62-400); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79). - V.1.; Gaité Rochochouart, 9º (48-78-81-77); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Images, 18º (45-24-794); Secrétan, 19º (42-41-77-99).
FUTURE COP, film américain de

tin, 198 (42-41-199).

FUTURE COP, film américain de Charles Band. V.n.: Forum, 1° (43-97-53-74); George V. 8° (45-62-41-46); Parnassiens, 14° (43-35-21-21). V.f.: Lumière, 9° (42-46-49-07); Mazéville, 9° (47-70-72-86); Bastille, 11° (43-07-54-40).

54-40). LA LOI DE MURPHY*, film améri-

A LOI DE MURPHY*, film américaim de John Lee Thompson. V.o.; Forum, 1" (42-25-10-30), Marignan, 8 (43-35-92-82); UGC Normandie, 8 (43-35-83-93); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16). V.f.; Grand Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Montparmasse, 6 (45-74-94-94); Paramonant Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Galaxie, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Montparmasse Pathé, 14 (43-20-12-66); Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Wepler, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-

George-V, & (45-62-41-46). - V.L.: Richelieu, 2 (42-33-56-70); Français, 9 (47-70-33-88); Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Mistral, 14 (45-39-52-43); Montpar-nasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Gau-mont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clicky, 18 (45-22-46-01).

I LOVE YOU (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-LE LIEU DU CRIME (Fr.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Parnassiens, 14 (43-35-21-21).

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25).

MAINE OCÉAN (Fr.): Luxembourg, 6

MAINE OCEAN (Fr.): Luxembourg, 6'
(46-33-97-77).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,
v.o.): Cinoches, 6' (46-33-10-82); Le
Triomphe, 8' (45-62-45-76).

LA NUIT DU RESQUE (Fr.): Marignan,
8' (43-59-92-82); Maxéville, 9' (47-7072-86); Paramount Opéra, 9' (47-4256-31); Gaumont Parasse, 14' (43-3530-40).

30-40).

OPERA DO MALANDRO (Franco-brésilien), v.o.: Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Bretagne, 6: (42-22-57-97); Hantefeaille, 6: (46-33-79-38); 14 Juillet, Odéon, 6: (43-25-59-83); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81); Escurial Panorama, 13: (47-07-28-04); Kinopanorama, 15: (43-06-50-50); 14 Juillet Beaugreneile, 15: (45-75-79-79).

OHIT OF AFRECA (A.), v.o.: Saint-

OUT OF AFRICA (A.), v.o.: Saint-Germain Fluchetta, 5 (46-33-63-20); Colisée, 8 (43-59-29-46); v.f.: Gan-mont Opéra, 2 (47-42-60-33); Miramar, 14 (43-20-89-52).

PIRATES (A.), v.o.: Gaumont Halles, 1^{et} (42-97-49-70); Gaumont Parnasse, 14^{et} (43-35-30-40); v.f. George-V, 8^{et} (45-42-41-46); Galaxie, 13^{et} (45-80-18-03); Parnassiens, 14^{et} (43-35-21-21); Gaumont Convention, 15^{et} (48-28-42-27).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (Jap.), v.o.: 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

22-46-01).

POLICE ACADEMY HI (A), v.n.:
Forum Orient Express, 1= (42-3342-26): UGC Odéon, é (42-25-10-30):
George V, 8= (45-42-41-46): Marigman,
8= (43-59-92-82): v.f.; Rex, 2= (42-3683-93): Français, 9= (47-70-33-88): Bestille, 11= (43-07-54-40): Nation, 12= (4343-04-67): Fauvette, 13= (43-31-60-74):
Mistral, 14= (43-39-52-43): Montparnasse Pathé, 14= (43-20-12-06): Gaumont Convention, 15= (48-28-42-27):
Maillott, 17= (47-48-06-06): Pathé Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wépler, 18 (45-22-46-01).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-It...), UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40).

QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40). RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉ-MENT (A.), v.o.: Epéc de Bois, 5 (43-RÉGIME SANS PAIN (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

ROSE BONBON (A.), George V, 8 (45-LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.), v.o.: Studio de la Harpe, 5 (46-34-

LE SACRIFICE (Franco-suédois): v.o.: Saint-André-des-Arts, 6' (43-26-48-18); Pagode, 7' (47-05-12-15); Ambessade, 8' (43-59-19-08). SALVADOR (A.), v.o.: Le Triomphe, 8º SHOKING ASIA II (All.) (*), v.f.: Paris

Ciné, 10 (47-70-21-71). SOLEIL DE NUIT (A.), v.a.: Publicis Matignon, 8 (43-59-19-08); v.f.: Opera Night, 2 (42-96-62-56). LE SOULIER DE SATIN (Francoportugais), v.o. : Republic Cinema, 11s (48-05-51-33),

STOP MAKING SENSE (A.), v.o. : Escurial Panorama, 13 (47-07-28-04),

77-99); Gambetta, 20^a (46-36-10-96).

PROFESSION: GENIE, film américain de Martha Coolidge. V.o.: Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont Amhassade, 8" (43-59-19-08). – V.f.: Richelieu, 2" (42-33-56-70); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); Farvette, 13" (43-31-56-86); Ganmont Parnasse, 14" (43-35-30-40); UGC Convention, 15" (45-74-93-40).

14* (43-35-30-40); UGC Convention, 15* (45-74-93-40).

tion, 15° (45-74-93-40).

PRUNELLE BLUES, Film français de Jacques Otmezguine. Rez. 2° (42-36-83-93); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Montparmasse, 6° (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9° (45-74-95-40); Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59); Galaxie, 13° (45-80-18-03); UGC Gobelina, 13° (43-36-23-44); Mistord, 14° (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Victor Hugo, 16° (47-27-

32-43; UGC Convenion, 15" (45-74-93-40); Victor Hugo, 16" (47-27-49-75); Maillot, 17" (47-48-06-06); Images, 18" (45-22-47-94); Secré-tan, 19" (42-41-77-99).

TOUT VA TROP BIEN, film améri-

COUT VA TROP RIEN, film américain de Jim Kouf. V.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Quintette, 5" (46-33-79-38); George V, & (45-62-41-46); Parassiens, 14" (43-35-21-21). - V.f.: Impérial, 2" (47-42-72-52); Maxéville, 9" (47-70-72-86); Fanvotte, 13" (43-31-56-36); Pathé Chehy, 18" (45-22-46-01).

حكة اصنه الأصل

LES FILMS NOUVEAUX

pm.mos, 14" (43-21-32-31).

UNE FEMME POUR MON FILS (Alge-rien), v.o.: Utopia, 9" (43-26-84-65).

UN HOMME ET UNE FEMME:

20 ANS DÉJA (Fr.): Le Triomphe, 8" (45-62-45-76).

YOUNG BLOOD (A.), v.o.: UGC Emitage, & (45-63-16-16); v.f.: Arcades, & (42-33-54-58). Z.O.O. (Brit.), v.o. : Bonsparte, & (43-26-

Les grandes reprises

ALLEURS, I'HERRE EST PLUS VERTE (A., v.a.): Champo, 5 (43-54-51-60); Reflet Balzac, 9 (45-61-10-60). A L'EST D'EDEN (A., v.a.): Action Christine, 6 (43-29-11-30); Mac Mahon, 17 (43-80-24-81).

Mahon, 17 (43-80-24-81).

ANGEL (A., v.o.): Action Christine Bis, 6 (43-23-11-30).

ARSENIC ET VIETLIES DENTELLES (A., v.o.): Action Ecoles, 5 (43-25-72-07).

L'AVVENTURA (It., v.o.): Latim, 4 (43-72-27-28).

12AVVENTURA (H., v.o.): Laum, + (42-78-47-86).

BAARA (Malien, v.o.): Olympic, 14* (45-43-99-41).

BANANAS (A., v.o.): Cinf-Beanbourg, 3* (42-71-52-36); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Rottonde, 6* (45-74-94-94); Biarritz, 8* (45-62-20-40).

V.I.: UGC Boulevard, 9* (45-62-20-40).

V.I.: UGC BOHEVER, 9 (45-74-75-40).

BARRY I.YNDON (A., v.o.): Gaument Halles, 1* (42-97-49-70); Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-72-80); Publicis Champs-Hysfes, 8* (47-20-76-23); 14-Juillet Beaugreselle, 15* (45-75-79-79).

V.I.: Gaument Opéra, 2* (47-42-60-33); Maillot, 17* (47-48-06-06).

60-33); Maillot, 17 (47-48-06-06).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS
DR. COSTARDS (A., v.o.): Boths à
films, 17 (46-22-44-21).

CENDRILLON (A., v.l.): Orient
Enpress, 1* (43-33-42-26); Rex. 2* (4236-83-93); 14-Juillet Odéon, 6* (43-2559-83); Ambassade, 9* (43-59-19-08);
Saint-Luzare Pasquier, 8* (43-8735-43); Français, 9* (47-70-33-88);
UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59);
Fauvette, 13* (43-31-56-86); Mistral,
14* (45-39-52-43); Gammont Parmesse,
14* (43-35-30-40); Gammont Convention, 19* (48-28-42-27); Napoléon, 17*
(42-67-63-42); Pathé Clichy, 18* (4522-46-01).

COMMENT ÉPOUSER UN MILLION-

LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Logos, 5 (4-54-42-3).

DIVORCE A L'ITALIENNE (it., vo.):

Latine, 4 (42-78-47-86).

DON GIOVANNI (Fr.-it.-All, vo.): Vendôme, 2 (47-42-92-52). L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**):
14-huillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). —
V.f.: Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33).

VI.: Gazmon Opera, 7 (47-42-60-33), LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.): Rancingh, 16 (42-88-64-44). LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.): Action Christine Bia, 6 (43-29-11-30). LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*): Saint-Ambroise, 11: (47-00-89-16); Espace Gahé, 14 (43-27-95-94).

LA FORET D'EMERAUDE (A., v.o.) : ph. 5 (43-26-84-65).

LA FUREUR DE VIVRE (A., v.a.) :
Action Rive ganche, 5; (43-29-44-40).

GLDA (A., v.a.) :
Seint-Germaindes-Prés, 6 (42-22-87-23).

GOLDFINGER (A. v.f.) : Arcades, 2 (42-33-54-58). GREYSTOKE LA LÉGENDE DE TAR-ZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.): Boite à films, 17 (46-22-44-21). LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.): Napoléon, 17º (42-67-63-42).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.): Gaumont Halles, 1º (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40). – V.L.: Richelieu, 2º (42-33-56-70); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27).

THE SHOP AROUND THE CORNER
(A.), v.o.: Action Christine, & (43-2911-30).

TENUE DE SOIBÉE (Fr.) (*): Capri, 2*

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER
(Fr.): Cinoches, & (46-33-10-42).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.): Le
Cicle, 9 (47-70-81-47).

(A.), v.o.: Action Christian, v.o.: 11-30).

TENUE DE SORRÉE (Fr.) (*): Capri, 2* (45-08-11-69); Mframar, 14* (43-20-89-52).

37*2 LE MATIN (Fr.): Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); Szint-Michel, 5* (43-26-79-17); Bretagne, 6* (42-22-57-97); Gaumont Ambassadd, 9* (43-39-19-08).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): Capri, 2* (45-08-11-69); George V, 8* (45-62-41-46); Montgrand (43-27-52-37); Convention (15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-49-34-40); Images, 18* (45-22-47-94).

ROURNAL INTIME (Hong, v.o.):

POURNAL INTIME (Hong., v.o.):
Olympic, 14 (45-43-99-41).
LADY EVE (A., v.o.): Action Ecoles, 9
(43-25-72-07).

(43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (Fr.): Espace Gaité, 14 (43-27-95-94).

MAD MAX II (A., v.o.): Rossum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); Quintette, 5* (46-33-79-38); George V, 5* (45-62-41-46). VI.: Bastille, 11* (43-07-54-40); Fanvette, 13* (43-31-56-86); Pathé Chichy, 15* (45-22-46-01).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAES (Ang., v.o.): Studio Galande (h. sp.), 5* (43-54-72-71); Saint-Ambroise, 11* (47-00-89-16).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**):

Park .

12. T

¥ =

19.00

discourse of

 \mathbb{L}_{2^n}

· i::: · :

DIE ...

B.

Witness.

PEN ST.

13.0

A Con

(A., V.A.) (47-00-89-16).

MIDNIGHT EXPRESS (A., V.I.) (**):
Capri, 2: (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE ERIAN
(A., V.A.): Righto, 19: (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL
(A., V.A.): Bofte à films, 17: (46-22-44-21).

MY FAIR LADY (A., V.A.): Paramount
Opéra, 9: (47-42-56-31).

NATTY GANN (A., V.I.): Napoléon, 17:
(42-67-63-42).

NOSFERATU (All., V.A.): Templiers
(h. sp.), 3: (42-72-94-56).

LVEIL DU TIGRE: ROCKY III (A.,
V.A.): Foram Orient-Express, 1: (42-33-42-26); UGC Danton, 6: (42-25-10-30);
UGC Ermitage, 8: (45-63-16-16).

UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16). — V.f.: Rez, 2 (42-36-83-93); UGC Bou-levard, 9 (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobe-lins, 13 (43-36-23-44); Miramar, 14 (43-20-89-52); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*):
Chitclet Victoria, 1" (45-08-94-14);
Studio Galande (b. sp.), 5" (43-54-72-71). - V.J.: Arcades, 2" (42-33-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45.54.46.85).

PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH (A., v.a.) (*): Reflet Médicis, 5. (43.54.42.34); Reflet Balzac, 8. (45-61-10-60); Reflet Lafayette, 9. (48.74.97.27).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17 PORCHERIE (IL) : Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01). (42-67-63-40).

PORTES DISPARUS (A., v.f.): Gahé Boulevard, 2º (45-08-96-45). POURQUOI PAS (Pr.): Utopia, 5º (43-26-84-65). PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01). LE RETOUR DE MARTIN GUERRE

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : SALO OU LES 120 JOURS DE SODOME (It., v.o.) (**); Saint-Ambroise, 11* (47-00-89-16). TCHAO PANTIN (Fr.) : Grand Pavois,

19 (45-54-46-85)

TERMINATOR (A., v.f.) : Paris Ciné, 10 (47-70-21-71). THAT UNCERTAIN FEELING (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péziche des Arts, 16 (45-27-77-55). TOOTSIE (A., v.o.): Parmassiens, 14 (43-20-30-19). - V.f.: Français, 9 (47-70-LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Lafayette, 9* (48-74-97-27).

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL (You, v.a.): Cosmos, 6' (45-44-28-80). UN, DEUX, TROIS (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LA VIE EST A NOUS (Fr.): Studio 43, ca (47-70-63-40).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) (*) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Parmassiens, 14 (43-35-21-21). WILLIE BOY (A., v.o.): Forum, 1st (42-97-53-74); Laxembourg, 6st (46-33-97-77); Roflet Balzac, 8st (45-61-10-60); Parmassiens, 14 (43-35-21-21); Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-87-35-43). ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Des-fert, 14 (43-21-41-01).

Paris en visites

LUNDI 14 JUILLET Ruelles et jardins de Mouffetard., h, métro Monge (Cerise Sagave).

«Cités d'artiste, et jardins de Mont-marire», 15 h, métro Abbesses (Cerise Sagave). «Les multiples jardins secrets du quartier Moulfetard», 15 h, métro Censier-Daubenton (M. Banassat). L'Académic française et le collège es quatre nations. Le tombeau de des quatre nations. Le tombeau de Mazarin =, 15 h, 23, quai Conti (I. Hauller).

 Une heure au Pèro-Lachaise », 10 h,
 11 h 30, 14 h 30 et 16 h, entrée principale (ces promenades seront filmées par la TV BBC) (B. de Langlade). «Le vieux village de Saint-Germain-l'Auxerrois», 15 h, sortie mêtro Louvre (G. Bottean).

«Le vieux Belleville et ses jardins», 15 h, sortie métro Télégraphe (Répur-rection du passé). «La Conciergerie et la Révolution française», 15 h, entrée (Ch. Merle). «Vaux-le-Vicomte»: Inscriptions :

45-26-26-77 (Paris et son histoire).

Du domaine de Saimt-Cyr au château de Mainteoun > Inscripcions : 45-26-26-77 (Paris et son histoire). «Bagatelle où la rose est reine », 13 h, erminus autobus 43 Nouilly (Paris et son histoire). «Hötels, cours et passages de Saint-André-des-Arts», 14 h 30, place Saint-

Michel (Les Flancries).

MARDI 15 JUILLET

«Le quartier du Marais illuminé», 21 h, sortie métro Saint-Paul (Hauts «Versailles: quartier Saint-Louis», 14 h 30, devant cathédrale Saint-Louis (Office tourisme).

«L'Opéra», 15 h, haut des marches gauche (AITC).

«Cinquante rois et princes de France dans la basilique Saim-Denis», 15 h, entrée basilique (Paris et son histoire). Le faubourg Saint-Germain -, 14 h 30, métro Invalides (Ch. Merie). «Hôtels et jardins du Marais. Place S Vosges», 14 h 30, sortie métro nint-Paul (Résurrection du pessé). «Couvents et jardins cachés de Den-fert. Dans un monastère, une ferme, un verger et un parc. Vie monastique jusqu'à la Révolution française», 15 k, 79, avenue Denfert-Rocheresn (L. Haul-

«Toutes les maisons, cours et esca-liers de la rue Mouffetard», 14 h 30, mêtro Censier-Daubenton (M. Banss-

Ateliers d'artistes et enriorités de Montparnasse », 15 h, métro Vavin (Cerise Sagave).

«De la place des Vosges aux hôtels Roban-Soubise», 14 h 30, métro Pont-Marle (Les Filmeries). «Hôtels du Marais (nord) », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau). «Les hôtels célèbres du Marais». 21 h 15, métro Saim-Paul (Lutèce).

Constitution

1 1 11 24

20 4 4 THE

· ·

La Suspensión 🐌

Jan Jangara

والمتواجع والأراث

... y =

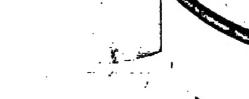
- ----

e de la constitue

.

S & -3 - 2

Server Server



Graphologue MSX





Communication

ETATS-UNIS

Tentative de fusion entre le Syndicat du livre et les télécommunications

L'organisation syndicale la plus ancienne des États-Unis, le Syndicat international du livre (ITU), vient de décider de tenter une fusion avec les travailleurs des Communications d'Amérique (CWA), organisme qui représente six cent cinquante mille travailleurs de l'industrie améri-

L'IMPORTATION TO times with their

Edite . No 🔓

HARLES MAN IN

in the same a lab beautiful

W. C. Market . Tr. . T.

A. MELLANDERY THE

Appendix at the property

E.D4 -14 141 Milestone ...

Shiffe 14 4/1 Amada, 7

COMP La Liberton de Tax Marinde de Marinde : a Salage fran 15 par 13 an 11 Marindo Vacanton (m

POPLETT AL POPLET

PARTEM MALTHE

Miles (Mark 19 147 % Area)

L'ITU qui, en son temps, fut l'un des syndicats les plus puissants du pays, a pris cette décision en raison du déclin notable de ses forces : de du decum notable de ses forces : de cent trente mille, il y a vingt ans, le nombre de ses membres est, en effet, tombé, anjourd'hui à soixante-dix mille. Encore ne compte-t-on, parmi ces derniers, qu'une quarantaine de mille en activité.

L'introduction des nouvelles technologies dans la fabrication des jour-naux d'outre-Atlantique explique en grande partie l'affaiblissement pro-gressif de l'ITU. La fin des années 60 a marqué le début de ce déclin, mais c'est en 1974 qu'il s'est brusquement aggravé lorsque le

Syndicat numéro six des typogra-phes de New-York (comnu sous le nom de « Big six ») a accepté l'accord en faveur de l'usage des nouvelles technologies dans les jour-nanx new-yorkais

Depuis plusieurs années déjà, l'TTU cherchait à s'unir à un syndicat plus puissant. Des tentatives successives avaient été faites avec l'Association des journaux, Newspaper Guild, avec le Syndicat des gra-phistes, Graphic Union, et celui des camionneurs, Teamsters Union, Mais elles avaient échoué. En revanche, les responsables de l'ITU et du CWA estiment que leur fusion a des chances de réussir dans la mesure où leurs organisations ont des intérêts communs liés au développement constant de l'informatisation dans la fabrication des journaux. A l'heure, aussi, où de plus en plus de grands groupes de presse deviennent pro-priétaires de réseaux de télévision câblés.

Nouvelle grève à l'AFP mardi 15 juillet

ductible toutes les quarante-huit heures, a été décidée pour le mardi 15 juillet, à partir de 10 heures, à l'agence France-Presse (AFP), à l'issue d'un vote à bulletins secrets qui a eu lieu vendredi 11 juillet. Cette décision a été prise par le personnel pour s'opposer au « plan de redressement » du PDG de l'agence, M. Henri Pigeat, qui prévoit, notamment, de supprimer trois cens emplois avant la fin de 1988 (le Monde du 9 juillet).

Le vote en faveur d'un arrêt de travail, soutenu par les syndicats CFDT et FO (toutes catégories), CGT et SNJ (journalistes) et CFTC (employés), a recueilli 444 voix (62,7 %). 217 votants

Une nouvelle grève touchant les fils français et étrangers, et reconconsultation, mais les syndicats consultation, mais les syndicats CGT des ouvriers, employés et cadres techniques ainsi que ceux des administratifs n'avaient pas appelé à cette consultation. Avant le vote, M. Pigeat avait

annoncé, dans une note d'informa-tion aux journalistes, qu'il se propo-sait de rencontrer leur intersyndicale le mardi 15 juillet, à 10 h 15. Dans cette lettre, le PDG de l'AFP se déclare prêt à ouvrir des discussions sur les meilleurs moyens de faciliter le plus grand nombre possible de départs volontaires, dans le but d'éviter au maximum les licenciements secs ». Il indique d'autre part qu'il est prêt à arrêter un calendrier de réunions de tra-444 voix (62,7 %). 217 votants (30,6 %) se sont exprimés contre et 47 (6,7 %) se sont abstenus. vail avec les organisations syndicales sur les différents chapitres de son plan de redressement ».

Le Carnet du Monde

ean-Claude REVOL et M née Catherine Migeot,

ont la joie d'annoncer la paissance de

Mathieu Paris, le 7 juin 1986.

- Eric DIOR

Anne-Marie LE PAPE,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à Londres, le 16 mai 1986.

Décès

Joigny (89).
 Buczy-lès-Gy (70).

M' Huguette Beurlaugey,

sa fille, Et toute la famille,

out la douleur de faire part du décès de M= Simone BEURLAUGEY.

survenu à Joigny, le 9 juillet 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques religieuses ont eu lieu à
Buccy-lès-Gy, le vendredi 11 juillet,
dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Raymonde Escaich,

son épouse, Bernard et Françoise Escaich,

Thomas et Mathilde.

ses petits-enfants, Ainsi que Christian Lemaire, Et 1008 ses proches,

Jean ESCAICH,

en son domicile de Mazères-sur-Salat, le 11 juillet 1986, à la suite d'une longue et pénible maladie.

Naissances - M= Jean Vergès, ses enfants et petris-enfants. Mas et Belmin,

ont la douleur de faire part du décès de

ML Jean VERGES,

survenu le 9 juillet 1986, à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 15 juillet, à Saint-Agnan (Yonne).

Anniversaires

- Il y a neuf ans, le 14 juillet 1977,

Maurice FEFER

nous quittait.

Souvenez-vous de hui.

93260 Les Lilas.

- Le 14 juillet 1980, le docteur Simon FINGERHUT

Ses qualités humaines et son intelligence sont toujours très présentes au cœur de ceux qui l'out connu et aimé.

- Pour le huitième anniversaire de la

ML Félix NAGGAR.

une fidèle pensée est demandée à ceux qui se souviennent

- Il y a un an disparaissait notre fils

Laure Adler et Alain Veinstein.

Que tous ceux qui ont connu et aimé

Sophie PERROIS.

Nos abonnés, bénéficiant d'une du Mondo », sont pries de joindre à leur envoi de rexte une des dornis

les pour justifier de cette qualité. Route de Toulouse, 31260 Mazères sur-Salat.

VOUS ETES ATTIRE PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE? - DEVENEZ Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Yous pouvez suivre une formation par correspondance très individualle. Informations gratuites à: MSI, LM

Informations « services »

La célébration du 14 juillet

Les feux de la liberté

La statue de la Liberté a cent ans, la prise de la Bastille bientôt deux siècles. Deux raisons de fêter ce 14 juillet. Trois cent mille spectateurs sont attendus le 14 juillet dans les jardins du Trocadéro pour un spectacle pyrotechnique et musical ayant pour thème «La liberté». Il débutera à 22 h 30 par trente-cinq minutes de feux d'artifice et jeux de lumière entrecoupés de séquences musicales (Mireille Mathieu, Nico-letta) et littéraire (François Périer lira des extraits d'œuvres poétiques d'Eluard, La Fontaine, Baude-laire...) et s'achèvera par l'embrase-

ment d'une statue de la Liberté de

plus de 10 mètres de haut et d'un décor représentant les anneaux

Mais la célébration de la fête nationale commencera le 13 juillet, comme le veut la tradition, par des bals de quartiers. Les plus importants auront lieu place de la Bastille. devant les gares Montparnasse et Saint-Lazare, place Gambetta et place d'Italie. Le plus original sera celui des Antilles-Guyane-Réunion, organisé pour la première fois par la Ville de Paris, avec le ministère des DOM-TOM, devant la maison des Antilles, place de la Nation.

MOTS CROISES

en géographie. -V. Vers alexan-

PROBLÈME Nº 4267 HORIZONTALEMENT

I. Pensions de famille. Institution charitable. - II. Vapeurs d'éther. Inversé : direction maritime, Point de saignée d'un pur-sang. - III. Agran-dissement de la surface au sol. Salle de banquet. - IV. Symbole, Étudiante

drins. S'est donc allongé à la suite d'une grande fatigue. Parfum de plantes. - VI. Enregistrement de bagage. Était apte pour le sé-vice. - VII. N'a donc pas séché. Sans instre ou qui en a beaucoup. – VIII. Durée déterminée, Abréviation universitaire. Certains lui passent de la « pommade », d'autres le bat-XIV tent. - IX. Place d'armes. Poète

mythique autant que mystique. - X. On peut leur voir les côtes lorsqu'elles sont bien plantées. Gros cafard. - XI. Son de cloche. Ramassés à la pelle. -XII. N'est donc pas en manque d'inspiration. Spécialiste. Exprime des mots doux ou n'arrête pas de protester. — XIII. Opère par déduction. Bombe faite pour pulvériser. — XIV. Réunie en un seul cœur. Conjonction. - XV. Points à la ligne. Accrocheuse de nature.

VERTICALEMENT 1. Corps médical. Parfaitement

qualifié. - 2. Ne souffre pas de troubles de la vue. Prends des forces. - 3. C'est tout un poème. d'enfant. Conjonction. Branche de l'Oubangui. Possessif. - 5. Démons-tratif. Heureusement fini. Adresse personnelle que l'on n'hésite pas à donner dans le travail. - 6. Bien propres et parfois trop. Relevai en couchant. – 7. Belle-de-jour. A inté-rêt à être bien soutenu. – 8. Livre de créance ». Appellation d'origine. Reine de Corée. - 9. Collection de timbres. « Crème » de beauté. -

visation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. - 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le tra-vail. - 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'excelle pas dans la composition. - 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. - 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure,

10. Poule. Prend l'eau. - 11. Impro-

Solution du problème nº 4266

Horizontalement

L Honneur. - U. Ivoiriers. III. Reine. Art. - IV. Soif. -VII. ER. PE. Ils. - VIII. Libérable. - IX. Leur. Nier. - X. Enéide. UF. XI. Télé. Ors. Verticalement

1. Hirondelle. - 2. Ove. Orient. -3. Noises. Buée. - 4. Ninon. Péril, - 5. Ereinter. De. - 6. Ui. (Cf. Brecht.) - 7. Réa. Alibi. - 8. RR. Dalleur. - 9. Astre. Serfs.

GUY BROUTY.

loterie nationale SUSPENSE

TIRAGE DU SAMEDI 12 JUILLET 1986 LE NUMÉRO 081993

1 000 000,00 F LES BILLETS SE TERMINANT PAR 324

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Le Monde des **PHILATÉLISTES**

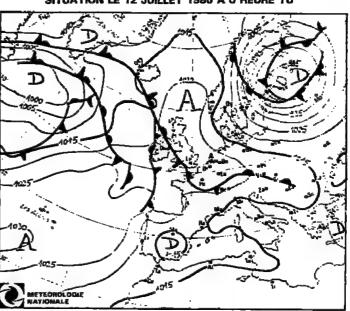
Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

NOTRE-DAME
SHOT DE RONCHAMP ● NOUVELLES VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 JUILLET 1986 A O HEURE TU



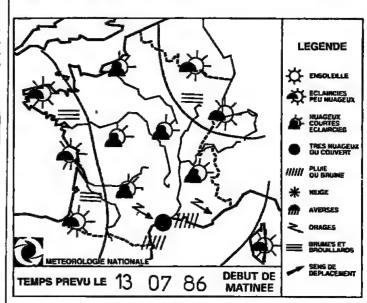
PRÉVISIONS POUR LE 14 JUILLET A 0 HEURE TU

Les hautes pressions de l'Atlantique, restant au large de la France, ne proterestant au large de la France, ne prote-gent pas notre pays des perturbations amenant nuages et pluies. De plus, une évolution orageuse née en Espagne affectera les régions du sud de la France et en particulier son relief. La journée de dimanche sera encore généralement assez nuageuse. Pluies et orages affecte-ront en matinée les régions méditerra-

nuageux totue la journée sur un grand quart sud-est du pays. Alors que des éclaircies se développeront sur les autres régions, en particulier près des côtes aulantiques et dans le Nord-Est, après la Le mistral et la tramontane souffle

ront modérément et faibliront lundi.

Côté températures : les minima variereront de 10 à 15 degrés du nord au sud, parfois 9 degrés dans le Nord-Est, mais 16 à 19 degrés près de la Méditerranée. nécnnes et se limiteront en soirée aux des côtes de la Manche à 28 degrés sur



	Va	leur	s ext	rêm	maxima es relevée et le 12-7	es enti	ne			le	nps (12-7 6 heu	-19	86	•
	FRAI				TOURS			16		LOS ANGEL	ES	24	17	c
AMOUND		26	16	N	TOULOUSE			19	C	LUXEMBOU	RG	16	10	N
MARRITZ .		22	19	C	POINTEAP		32	23		MADRID			20	N
MORDEAUX			17	N	É	TRAN	CE	D		MARRAKEC	S	35	23	S
NOURCES .			15	P						MEXICO		22	12	S
MEST		16	13	C	ALGER			17	S	MELAN		30	18	5
CAEN	,,,,,,,	19	13	P	AMSTERDA			8	N	MONTRÉAL		21	9	N
CHERBOUR			13	P	ATHÈNES .		31	20	5	MOSCOU			12	P
CLERNONT			13	С	BANGKOK			27	C	NAIROB!		25	10	Š
DEDON			13	C	BARCELON			18	0	NEW-YORK		28	17	č
GREWORLE.		28	14	И	RELORADE .			12	P	020		20	12	5
LILE		19	9	5	REPLEY			9	S	PALMA-DE-			16	N
LDAOGES .		26	17	C	BRUXELLES			7	S	PEKIN		32	21	S
LYON		24	15	C	LECAIRÉ		33	23	C	RIO-DE-JAN			17	S
MARSETTE			18	C	COPENHAG		18	10	\$					-
NANCY			8	В	DAKAR		29	26	N	ROME			16	S
NANTES			15	Ċ	DELHI		34	25	И	SINGAPOUR			26	C
NE		26	20	N	DJERBA		30	24	S	STOCKHOLL			10	P
MESMIN	2	21	15	P	GENEVE		25	12	N	SYDNEY		14	9	S
PAU		27	17	ō	BONGKONG		30	24	A	TOXYO			21	A
PERMIN		29	22	Ō	ISTANBUL.		27	19	S	TUNIS			17	S
		21	14	Č	IÉRISALEM		28	14	S	VARSOVIE .		17	9	N
ST-ÉTIENNE		26	14	Č	LISBONNE		24	16	N	VENISE		26	17	C
STASTUR	G	18	8	B	LONDRES		22	14	P	VIENNE		17	12	S
A	В	. 1	_		N	0	7	F	,	S	Т		4	:
RACISO	brur		_				. 1	plu				I		
44626	orw	144	COU	न्दर	nuageux	CARRIE	5	PIU	UE .	FOREIT	tempi	≕te i	nci	ØĊ.

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 houres en été ; houre légale moins 1 houre en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale,)

Chronologie

ETRANGER

2. - URSS: M= Elena Bonner regagne l'URSS après un séjour de six mois en Occident. L'épouse d'Andrei Sakharov, qui a quitté les Etats-Unis le 24 mai pour se rendre à Paris, où elle a été reçue par MM. Mitterrand et Chirac, puis à Londres et à Rome, s'est inquiétée des tentatives soviétiques de « désinformation - sur les opini mées par son mari (du 27/V au 5/VI, 17 et 19).

3. - RFA: Le chancelier Helmnt Kohl annonce la création d'un grand ministère de l'environnement. chargé, entre autres attributions, de la sécurité des centrales nucléaires, asia de tenter d'endiguer la contestation nucléaire, redevenue très vive après la catastrophe de Tchernobyi. Le 15, aux élections de Basse-Saxe, la coalition au pouvoir à Bonn réussit de justesse à conserver la majorité au Parlement régional (5, 11, 12, 13, 17, 18 et 20).

7. - FRANCE-IRAN : M. Massoud Radjavi, dirigeant iranien des Moudjahidins du peuple, quitte - volontairement - la France où il vivait en exil depuis 1981 et gagne l'Irak. Le départ des opposants iraniens était une des conditions posées par Téhéran à la normalisation des relations. Des pourparlers se sont ouverts sur le contentieux financier (3, 4, du 8 au 12, 21, 22-23, 27 et 28/VI, 1/VII).

8. - AUTRICHE: Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Kurt Waldheim (conservateur) est élu avec 53,9 % des voix contre 46,1 % au candidat socialiste, M. Kurt Steyrer. Tandis que Moscou et les capitales arabes expriment leur satisfaction, Israel accueille avec - chagrin et déception - l'élection de M. Waldheim, en raison des révélations faites depuis trois mois sur son passé nazi, et décide le rappel de son ambassadeur à Vienne. Le 9, le chancelier Fred Sinowatz subie par le Parti socialiste. Il est remplacé par M. Franz Vranitzky, ministre des finances, qui entre en fonctions le 16 (du 5 au 13, 15-16, 18, 21 et 26).

9. - ÉTATS-UNIS : La commission présidentielle d'enquête sur l'explosion en vol, le 28 janvier, de la navette Challenger estime que la décision de lancement prise par la

NASA était une faute, en raison de l'état défectueux des joints d'étanchéité sur la fusée d'appoint, qui est à l'origine de la catastrophe (5, 8-9, 10, 11 et 13).

9-12 - FRANCE-ESPAGNE: Des chalutiers espagnols bloquent le port d'Hendaye : les pêcheurs basques veulent continuer à pouvoir pêcher dans une zone de 24 kilomètres carrés an large des côtes lan-daises qui leur est interdite depuis l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Des négociations hispano-françaises, menées à Bruxelles sous l'égide de la Commission, ne parviennent pas à régler le contentieux (du 10 au 14,

11. - EST-OUEST: Un sommet du pacte de Varsovie, réuni à Budapest, s'achève par un « appel » aux pays de l'OTAN en faveur d'une réduction mutuelle des forces classiques et des armes nucléaires tactiques en Europe • de l'Atlantique à l'Oural ». A ce plan, proche de celui présenté par M. Gorbatchev, le 18 avril, à Berlin-Est, s'ajoutent de nouvelles concessions faites par Moscou aux négociations américano-soviétiques de Genève sur les armes nucléaires et spatiales. Le 19. M. Reagan qualific ces propositions de « sérieux effort » qui pourrait représenter un tournant » (7, 10, 11, du 13 au 19, 25 et 28/VL,

12. - AFRIQUE DU SUD: L'état d'urgence est instauré sur l'ensemble du territoire. Cette décision du président Pieter Botha ainsi que l'arrestation d'au moins mille huit cents syndicalistes et militants anti-apartheid provoquent la condamnation ou les - regrets - de l'ensemble de la communauté internationale; cependant, Washington et Londres continuent de s'opposer à des sanctions économiques contre Pretoria. Le 16, tandis qu'un sévère contrôle gouvernemental est imposé à la presse sud-africaine et étran-gère, les cités noires sont soumises à un quadrillage policier sans précé-dent pour empêcher toute manifes-tation à l'occasion du dixième anniversaire des émeutes de Soweto; mais la grève générale, à l'appel d'organisations anti-apartheid et de syndicats, est très suivie. Les violences ne diminuent pas : le bilan

Juin 1986 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL -

officiel s'élève à près de cent morts du 12 à la fin du mois (à partir du et Philippe Rochot, deux des quatre

- FRANCE-NOUVELLE-ZELANDE: M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, accepte d'être le médiateur dans le différend qui oppose Paris et Wellington après le sabotage, en juillet 1985, du Rainbow-Warrior et l'arrestation des faux « époux Turenge » (du 1= au 5, 8-9, et du 17 au 23).

16-19. - FRANCE-CHINE: M. Hu Yaobang visite la France, après la Grande-Bretagne et la RFA, et avant l'Italie. Cette tournée est la première en Europe occiden-tale d'un secrétaire général du PC chinois (8-9, 12, 13, du 17 au 21 et

17. - FRANCE-RFA : Le chancelier Helmut Kohl se rend à Rambouillet pour un entretien avec M. François Mitterrand (11, 18 et

18-19. - PÉROU : Plus de deux cents guérilleros du Sentier lumineux sont tués an cours de la répression de mutineries dans trois tablissements pénitentiaires : la plupart ont été exécutés après s'être rendus. Tandis que le président Alan Garcia affirme que les militaires responsables des massacres seront jugés, le Sentier lumineux s'attaque pour la première sois à des étrangers : un attentat contre le « train des touristes » à Cuzco fait huit morts (à partir du 20).

19-21 - TUNISIE : A l'occasion du douzième congrès du Parti socialiste destourien (PSD), le président Bourguiba confirme M. Mzali dans ses fonctions, mais la plupart des amis du premier ministre sont écartés du bureau politique et du comité central du PSD (20, 21, 24

20. - LIBAN : Georges Hansen membres de l'équipe d'Antenne 2 enlevés le 8 mars, sont libérés à Beyrouth par l'Organisation de la jus-tice révolutionnaire, qui se félicite de - certains faits, indices et engagements nouveaux du gouvernement français dans sa politique moyen-orientale ». M. Chirac, avant d'aller

nien - (du 21 au 25). 22. - ESPAGNE: Le Parti socialiste (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, premier ministre depuis 1982, conserve la majorité absolue aux Cortès, en obtenant 184 (- 18) des 350 sièges. La Coalition populaire (droite), regroupée autour de l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga, avec 105 (- 1) sièges, maintient ses positions, tandis que le Centre démocratique et social (centre-gauche) de M. Adolfo Suarez, premier ministre de 1976 à 1981, passe de 2 à 19 sièges (4, 12 et du

accueillir les otages libérés, le 21, à

Orly, remercie « les gouvernements syrien, algérien et, bien sur, ira-

23-25. - FRANCE-NIGER: Le général Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien, est reçu en France pour une visite d'Etat (24, 25 et 28).

25. - ÉTATS-UNIS-NICARAGUA: M. Reagan obtient que la Chambre des représentants, à majorité démocrate, vote une aide « contras » nicaraguayens de 100 millions de dollars, dont 70 millions à titre militaire. Le gouvernement sandiniste réagit en durcissant le ton à l'égard des opposants et en ordonnant la fermeture du quotidien d'opposition la Prensa (10 et du 24/VI au 1/VII).

25. - ISRAEL: Le chef du Shin Bet (services de renseignements intérieurs) démissionne mais est aussitôt « grâcié » par le prési-dent Halm Herzog, alors qu'il était soupconné d'avoir couvert le meurtre de deux terroristes palestinien capturés le 13 avril 1984 par les services de sécurité après qu'ils eurent détourné un autobus civil entre Tel-Aviv et Ashkelon. Cependant, la polémique politique se poursuit contre le refus des autorités d'ouvrir des poursuites judiciaires dans cette affaire (3, 18, 26 et 27/VI, 1, 2, et 3/VII).

25. - SRI-LANKA: Le président Jayewardene présente un plan de paix visant à mettre fin au conflit entre Cinghalais et Tamouls qui a fait au moins 2 000 morts depuis juillet 1983 (12, 13, 15-16, 20, 27 et

26. - RÉPUBLIQUE D'IR-LANDE: Le rejet, par 63 % des voix, de l'introduction du droit au divorce dans la Constitution représente un échec pour le prem ministre, M. Garret FitzGerald, qui avait proposé ce référendum (14, 25 et 29-30).

26-27. - CEE : Le Conseil européen de La Haye, auquel participent pour la France MM. Mitterrand et Chirac, est principalement consacré au problème sud-africain : M™ Thatcher obtient un sursis de trois mois avant que les Douze n'envisagent des sanctions économi ques contre Pretoria (11, 21 et du

27. - ITALIE: M. Bettino Craxi, premier ministre depuis août 1983 et champion de la longévité gouvernementale, démissionne apres le rejet par les députés, le 26, d'un projet de loi organisant la répartition des fonds de l'Etat entre les collectivités locales (20, 25, 28 et 29-30/VL, 1/VII). ...

28. - LIBAN: L'armée libanaise se déploie à Beyrouth-Onest en application de l'accord conclu miin à Damas pour mettre fin aux affrontements entre milices musulmanes. D'autre part, des observateurs syriens supervisent le cessez-lefeu autour des camps palestiniens où les combats entre miliciers chiîtes et fedavins out fait an moins 150 morts depuis le 19 mai (du 1 an 19, 26 et 29-30/VI, 1 et 2/VII).

29. - MEXIQUE: L'équipe d'Argentine remporte la Coupe du monde de football en battant en finale l'équipe d'Allemagne fédérale. La France, qui avait battu l'Italie, le 17, pais le Brésil, le 21,

REGARD

Promesses

La liberalism totale de

22 - 124 - 1 - 22 - 14 - 1

2

2.5

FF TO SERVICE

1223

enta en en e

2000

#1212 for 1 15-

2571 ...

Print.

e-22

3.2

2227

200

72:77

condition de l

977 Carl Section

يهها الزرية المولمات

e engange

5 · 2 4

heligis de

5. 网络白霉

1.014

Ce serait amputer la démocratie que de vouloir interdire les promesses électorales. C'est. dans le discours politique, un plus guère d'électeurs aujourd'hui pour attacher plus d'importance que cela aux envolées de préaux dans lesquelles se rémissent les candidats pour promettre la lune ; autrement dit, la fin du chômage, de la délinquance et du terrorisme, M. Mitterrand annonca la première. On deuxième et la troisième. On

Aussi n'en est-il que plus étonnent d'entendre le premier ministre garantir à des chefs d'entreprise réunis par le RPR, le 21 de ce mois, que « la majorité octuelle est assurée de rester longtempe en charge du pays. » Qu'on risque de se perjurer pour conquérir le pouvoir, cela se conçoit, c'est le jeu ; mais récidiver dans le péché alors qu'on est déjà installé au pouvoir, c'est

mais s'était fait éliminer par la RFA, le 25, a obtenu, le 28, la troisième place en battant la Belgique (du 30/V an 1/VII).

30. - EUROPE : Dix-neuf pays participant an programme Eurêka approuvent, à Londres, soixanteux projets de coopération technologique. Un secrétariat permanent d'Euréka est créé, qui s'installera à Bruxelles et sera dirigé par un Fran-

30. - HONGRIE: Mort du cardinal Laszlo Lekal, primat de l'Eglise catholique, qui avait mené depuis 1975 une politique de récon-ciliation avec l'Etat socialiste (2 et

30. - PÉTROLE: L'échec de la conférence de l'OPEP, réunie à Brioni (Yougoslavie) depuis le 25, provoque une nouvelle baisse des cours du pétrole brut, qui retombent aux environs de 10 dollars le baril (4, 7, 10, 26, 27 et 28/VI, 1=, 2 et 5/VII).

FRANCE

2. - La loi d'habilitation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures économi-ques et sociales, dont la privatisation, est définitivement adoptée par le Sénat. Le Conseil constitutionnel, saisi par des députés et des sens-teurs socialistes, déclare, le 26, que la loi • n'est pas contraire • à la Constitution. . sous les strictes réserves d'interprétation » qu'il énonce et qui définissent les condi-tions de validité des ordonnances (du 1 au 5, 7 et 28/VI, 1 et 2/VII).

4. - Le projet de retour au scrutin majoritaire pour l'élection des députés est définitivement adopté par le Sénat, qui n'a pas modifié le texte. Les socialistes saisissent le Conseil constitutionnel (5, 6, 7 et

4. – M. Lionel Jospin, invité de «L'heure de vérité» sur Antenne 2. souhaite que « la coexistence insti-tutionnelle aille jusqu'en 1988 » et incite les centristes à quitter la

4. - M. Claude Quin, président de la RATP et membre du Parti communiste, remet sa démission à M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports, qui la lui avait demandée. M. Quin avait tenté de s'opposer au plan gouvernemental d'économies qui provoque, d'autre part, le 11, une grève très suivie à l'appel des syndicats de la RATP (1-2, 4, 6, 7, 11, 12 et 13).

5. - La nouvelle que cinq cher-cheurs de l'Institut Pasteur de Paris, spécialisés dans les manipulations génétiques, ont été atteints de cancer, suscite une vive émotion dans les milieux de la recherche (6, 7, 13,

7. - La cour d'assises de la Corse-du-Sud condamne à perpé-tuité Antoine Recco, marin-pécheur de Propriano, jugé coupable d'avoir étrangle et jeté à la mer deux jeunes vacancières, en septembre 1981 (du

8. - Le Tchécoslovaque Ivan Lendl remporte les Internationaux de tennis de Roland-Garros en battant le Suédois Mikael Pernfors. Le 7. Chris Evert-Lloyd, vainqueur de Martina Navratilova, a gagné le titre pour la septième fois (du 24/V

10. - Le Sénat adopte en première lecture le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie, après avoir modifié le texte initial, en particulier pour rétablir certains pouvoirs des conseils de région (6, 12, 17 et

10. – M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, déclare que lui-même et le CDS, dont il est président, restem « fidèles à Raymond Barre - pour l'élection prési-

11. - Le conseil des ministres approuve un projet de loi qui redéfi-nit les conditions d'entrée, de séjour et d'expulsion des étrangers en France. M. Mitterrand emet d'- extrêmes réserves - sur ce projet, critiqué par les autorités religieuses et jugé « extrêmement dangereux » dans un appel signé par une cin-quantaine d'associations (12, 13, 20, 24, 25 et 29-30).

11. - Le projet de loi relatif à la liberté de communication » est approuvé en conseil des ministres, mais M. Mitterrand émet d'e extrêmes réserves e sur l'amputation du service public e. Tandis que les réactions hostiles, en particulier à la privatisation de TF1. se tnultiplient, que des manifesta-tions et des arrêts de travail à la radio-télévision sont organisés. l'examen du texte commence le 25 au Sénat où de nombreux amendements ont été déposés, par l'opposition mais aussi par la majorité (du 7 au 16 et du 20 au 28/VI, 1 et 2/VII).

12 - MM. René Monory et Alain Devaquet présentent les grandes lignes du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Ce texte, qui abroge la loi Savary de 1984, prévoit d'accorder davantage d'autonomie aux universités et de leur permettre de fixer leurs propres conditions de recrutement des étudiants (du 13 au 19, 24, 26 et 27).

FRANCE : les quarante ans

du Centre de formation des jour-

GHANA : le pays « révolu

VILLE NOUVELLE : Evry

leur élève du FMI = (5 et 12).

AFRIQUE DU SUD : le pen-ple le plus seul au monde (?).

FRANCE : les concubins

AFRIQUE : les criquets

BELGIQUE : Albert Frère,

FRANCE : les sous-marins

ÉCONOMIE : le chômage

de la ferraille à la télévision

menacent le continent (11).

nucléaires d'attaque (14).

des jeunes (17).

nalistes (1-2).

tionnaire » est de

devant l'impôt (10).

16. - Mort de Christian Beullac. ncien ministre du travail puis de l'éducation de M. Raymond Barre 16. - Mort de Stanislas Mangin,

ancien conseiller d'Etat, compagnon

de la Libération (20 et 21). 16-17. - Le comité central du PCF se réunit sur le thème des rapports du parti avec les intellectuels munistes, réclamant un congrès Monde du 14. Les « rénovateurs » prennent la parole mais M. Georges Marchais affirme, le 17: - On annoncé que le comité central pren-

drait des sanctions à l'égard de Pierre Juquin. On voit bien le piège, mais nous ne tomberons pas dedans. . (du 14 au 19). 17. - En mai, le nombre des chôneurs a augmenté de 0.8 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 2.1 milliards de francs et les prix ont

augmenté de 0,2 % (13, 14, 19 et 19. - Les sondages confirment que les Français apprécient la cohabitation. M. Mitterrand retrouve la popularité du début de son septen nat, mais la cote de confiance de M. Chirac, qui s'était considérable-ment améliorée après son entrée en 11, 20, 21 et 24).

20. Le gouvernement français lève son veto à la reprise de Valéo, premier fournisseur d'équipements automobiles français, par M. Carlo

INDE: les Hindous face au

terrorisme sikh au Pendjab

MÉDECINE : l'aide médi-

CAMPUS: stratégies pour le

VILLE AU FUTUR : Lille

ARCHÉOLOGIE : les trésors

ÉTATS-UNIS : la statue de

EUROPE : terrorisme et pro-

CIRCULATION : la sécurité

URSS: l'accident de Tcher-

nobyl raconté par la presse soviétique (29-30).

des fouilles du Louvre (20).

la Liberté a cent ans (21).

jets sécuritaires (27).

routière (28).

ale d'urgence (18).

premier emploi (19).

Un choix d'enquêtes

et de reportages

De Benedetti, industriel italien (22, 23 et 25).

21. - M. Chirac, s'adressant aux dix mille participants du forum · Décider pour une libre entreprise », organisé par le RPR, porte de Versailles à Paris, assi chess d'entreprise de la péren-nité - de la politique engagée, car « la majorité actuelle est assurée de rester longtemps en charge du pays - (dn 8 au 11, 20, 22-23 et 24).

23. - La Rourse de Paris insugure un marché de cotation en continu (22-23 et 24).

23. - M= Michèle Barzach annonce que la publicité pour les préservatifs va être autorisée, au oment où la deuxième conférence internationale sur le SIDA, réunie à Paris, constate que l'épidémie n cesse de progresser (5, 7 et du 24 au

cative pour 1986 est définitivement adoptée par le Parlement dans la version mise au point par la commis-sion mixte paritaire après les modifications apportées au texte par le Sénat. Les députés socialistes saisissent le Conseil constitutionnel (du 13 au 16, 19, 26, 29-30).

24. - L'Assemblée nationale commence à débattre des quatre projets de loi sur la sécurité. Une discussion s'engage entre la droite et la gauche, qui a décidé de faire une critique pointilleuse des projets gouvernementaux, sans contestation globale, pour éviter de s'opposer aux besoins sécuritaires des Français (du 11 au 14, 17, 19 et à partir du 25).

24. - La société de construction navale Normed est déclarée en cessation de paiement après la déci-sion prise par M. Alain Madelin de supprimer les aides exceptionnelles de restructuration versées par l'Etat. Un administrateur judiciaire est nommé le 30 tandis que M. Madelin annonce qu'il rendra public un « plan social ambitieux » en faveur des six mille huit cents salariés et des sites concernés : Dunkerque, La Seyne et La Ciotat (6, 11, 13, 18, 19 et du 24/VI au 2/VII).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etnt aux rapatriés, dénonce · les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islami-que créé en juillet 1984 par M. Raynond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir

25. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi de M. Méhaignerie sur le logement : il prévoit des mesures fiscales en faveur de l'investissement locatif et une réforme des relations entre bailleurs et locataires ; la « loi Quilliot » de 1982 sera abrogée et l'extinction progressive de la loi de 1948 sera organisée (3, 4, 5, 14, 26, 27 et 28).

25. - La loi supprimant l'autori-sation administrative de licenciement est définitivement adoptée : le texte avait été voté, le 8, par l'Assemblée nationale, en dépit de ce que M. Philippe Séguin avait qualifié d' « obstruction systématique - de l'opposition de gauche; puis les députés socialistes avaient déposé une motion de censure, qui n'avait obtenu, le 11, que 251 voix; enfin le Sénat a voté le texte, le 19, après quelques légères modifications. Le patronat et les syndicats décident de se retrouver le 9 inillet pour des négociations sur les procédures de licenciement (du 4 au 11, du 13 au 17, du 20 au 25 et 27).

27. - Le Sénat adopte définitivement la proposition de loi, d'ori-gine sénatoriale, modifiant le régime juridique de la presse écrite et abroseant l'ordonnance de 1944 et la loi 1984. Les députés socialistes, qui, lors de l'examen du 10 au 18 par l'Assemblée nationale, avaient tenté de s'opposer à ce texte, saisissent le Conseil constitutionnel (7. 11, du 12 au 20, 28 et 29-30/VI,

28-29. - La convention natio-nale du PS, réunie au Pré-Saint-Gervais, met l'accent sur le combat politique immédiat aux dépens du débat sur la modernisation du parti. M. Jospin annonce la prochaine création d'un « Conseil national de le gauche » pour » réunir aux côtés des responsables socialistes des per-sonnolités de diverses sensibilités (...) qui refusent la politique de la droite et préparent les conditions d'une prochaîne victoire » (du 8 au 11 18 20 21 21 chabies de la conditions d'une prochaine victoire » (du 8 au 11, 18, 20, 21, 25 et à partir du 28).

30. - M. Christian Nucci. ancien ministre de la coopération, porte plainte contre X... pour faux et usage de faux, alors que la gestion de son ministère est mise en cause après l'ouverture de poursuites judi-ciaires dans l'affaire du Carrefour du développement : plus de 20 millions de francs de fonds publics. auraient disparu par l'intermédiaire de cette association qui dépendait du ministère de la coopération et dont le trésorier, M. Yves Chalier, ancien chef de cabinet de M. Nucci, reste introuvable (3, 4, 10, 11, 12, 15-16, 17, 20, 26 et à partir du 29).

CULTURE

2. - M. François Léotard inaugure les appartements restaurés du château de Versailles. Les travaux de reconstitution, commencés en

2 - Un Mois de l'affiche est organisé à Paris (31/V et 7/VI). 5. - Mort de Henri Michel, historien, spécialiste de la seconde guerre mondiale (7).

16. - M. Philippe de Villiers naugure le musée consacré à Napoléon Is au château de Fontainebleau (12 et 14).

13. - Mort à New-York de Benny Goodman, clarinettiste de jazz (15-16 et 17). 14. – Mort à Genève de Jorge Luis Borges, écrivain argentin (17,

20 et 28). 14. - Plus de cent mille per sonnes participent à un carnaval et à un concert gratuit organisés place de la Bastille à Paris par SOS-Racisme et retransmis en direct par la «5» (du 14 au 18).

16. - Mort de Maurice Duruffé, organiste et compositeur (25). 19. - Le comédien Coluche se tue dans un accident de moto près

de Valbonne (Alpes-Maritimes) (21, 22-23, 25, 28 et 29-30). 21. - La fête de la musique

pâtit de la concurrence du match de football France-Brésil (14, 22-23 et 24). 23. - Mort de Sir Moses Fin-

ley, professeur émérite d'histoire me à l'université de Cambridge (28).

24. - Le Festival du Marais présente la Fedelta premiata, opéra de Joseph Haydn, au Cirque d'hiver Paris (19 et 29-30).

26. - La fête du cinéma provoque une grande affluence dans les salles alors que la fréquentation avait été très faible depuis le début du mois en raison des retransmissions télévisées de la Coupe du monde de football (25, 26 et 28). 27. - Mort de Jean Lacroix, philosophe (29-30).

> Le Monde **ÉCONOMIE**

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

حكة احد المأصل

Mar & Metter.

pa. 27 CER o Le Copie : moraphis de la Resident participant participant le Resident MAX MAZZIN CONTROL DE CONT

27, . PRATIE: M. Berry Criss, proposer principes depose a la 1963 de absorption de la longra de principes que la longra de la longra MAN HANNE

mour or physics & Departs Chroners application for District Admin to your a Dunne your parties has no offerences again and contract to Course tracker part des abuses here are not the state of the s Bei Seelinger stille belle beide cheile ? policy with many from the absence of the production of Bellet in TE may take I'm an it is in

THE WEST LAND IN distance opposite to Compatagle Caprice & Administrative Con-late La France, que pres besta Radio, je 17 gua la Briton, le 2

25. - Le count du distance,

hipponega de prajet de tot de Mattengare ser se l'agement princis des remisers (se alté l' Leonie de l'americanteur se si l'

mit allering the regalisties abere "...

Built at Anthibition; is - in their

de 1962 agric ableggio per l'étamente programme de la lei de l'état se a organiste (d. 4.3, 14, 26, 27 et 1

the way is the transport of the section of the sect

the state of the sales with

Assembles agriconde as difficulty for the second of the property of the second of the

Andre Company of the conduct of the

plant des adjunctions and ins area à

P. to Ca Miles adopt the same and the same a

n de la grana decen al a la constante de la la constante de la lada de la constante del constante de la consta

Principal de 1944 et 20 1964. Les Allendes entre la lance de 1964 et 1964 et

On Ph. phone on Post to a constitution of the constitution of the

Marine Marine in process of the control of the cont

Min M. Carettee Services

A CHEST AND A STATE OF

Point de vue

La libération totale des forces du marché condition de la confiance

Nous publions ci-dessous un article que M. Chotard nous avait fait parvenir quelques jours avant que M. Gattaz annoace son inten-tion de ne pas demander le renouvellement de son mandat.

par Yvon Chotard ancien vice-président du CNPF

N régime de liberté économique ne se timite pas à une économie de l'entreprise, à une économie des syndicats, à une économie des intérêts particuliers ou à une économie de l'Etat. Il doit se conformer à l'intérêt de tous : les entreprises, les syndicats, les inté-rêts perticuliers, l'État y trouvant leur

Ce que l'on appelle plus couramment l'économie de marché est essentiellement fondé sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine. L'économie de marché n'est pas le résultat d'une succession ou d'une addition de palliatifs destinés à redresser des situations dues en réalité à des types d'économies inaptes et désordonnées. Elle n'est donc la propriété de personne. Elle est sociale en ellemême du moment où elle répond à sa finalité qui est de produire davantage de richesses, chaque jour, et à les rendre accessibles au public au meilleur prix et aux plus hautes qua-lités. Les Etats-Unis, qui restent maitres de la technologie mondiale, offrent un exemple de ce que permet un marché parfaitement organisé et

Une baisse régulière des revenus

Mais cette volonté de mieux-être s'exprime aussi corrélativement per une hausse régulière de revenus non érodés par l'inflation.

Cette notion de revenu est capid'une économie libre et progressive. En effet, on ne saurait concevoir que les entreprises puissent produire artificiellement plus que ne l'autorise le revenu consommable des acheteurs. De même, on ne saurait davantage concevoir que ces mêmes entreprises puissant investir plus que ne le permet le revenu non consommé des épargnants, à moins qu'elles ne soient subventionnées par l'Etat — ce qui conduit alors à la négation de la fonction monétaire d'orientation des forces de marché.

La philosophia allemande est, de ce point de vue, particulièrement intéressante. Ludwig Erhard, père de l'économie sociale de marché, a rejeté tout l'appareil de réglementation national-socialiste et y a substitué des « conditions-cadres » qui consistent dans l'établissement d'un

marché libre, d'une solidarité sociale et de la responsabilité économique de l'Etat. Ces « conditions-cadres » doivent garantir l'autonomie des initiatives et engager la responsabilité des individus, des entreprises, fessionnelle, syndicale. Dans la mesure d'ailleurs où l'Etat se retire du jau économique, les partenaires sociaux sont responsables de leur

Elles visant donc au préalable, pour ce faire, à assurer la stabilité de la monnaie et du niveau général des prix sans laquelle il est vain d'espérer qu'un marché généralisé puisse se structurer et évoluer au mieux de ses capacités. On aura observé le rôle prépondérant qu'ont joué le Federal Reserve System et la Bundesbank dans le rétablissement de l'économie américaine et de l'économie allemande, en dépit de certaines contestations dont toutes n'étaient pas uniquement politiques.

Mais elles confèrent aussi une primauté à la concurrence s'exerçant à tous les niveaux (Etat et secteur public comme secteur privé) afin de permettre à l'organisation interne des prix, des salaires et des revenus de s'adapter aux nécessités du progrès. Il est à remarquer, à ce sujet, que les législations concurrentielles, aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale (mais aussi en Suisse), ne s'opposent pas aux concentrations technico-financières - mais elles veillent à protéger les droits à la concurrence de tout un chacun,

Un régime de fiberté économique c'est l'enseignement qui se dégage des transformations qui s'opèrent sous nos yeux — établit donc un lien indissoluble entre l'ordre monétaire, l'ordre économique et la construction politique et sociale de toute communauté. Il faut bien admettre que les droits sociaux des individus sont beaucoup mieux assurés au sein d'une économie qui dispense richesses et revenus aptes à les financer et à les absorber qu'au sein d'une économie de pénurie. Il faut aussi considérer que les libertés civiles sont indissociables de l'exercice des libertés d'initiative économique, lesquelles ne peuvent s'épanouir que dans leur ajustement aux règles de marché précitées.

Il convient d'insister sur une notion qui n'apparaît pas toujours, même aux esprits les plus avertis. Il s'agit de la cohérence qui doit lier cet ble de conditions.

Le vice de constitution des régimes d'économie dirigée et administrée, encore que ceux-ci apparaissent paradoxalement à première vue comme plus rationnels et mieux adaptés aux besoins de la population, c'est justement que leurs élé-

ments sont dissociés et contradictoires. Par exemple, une politique budgétaire inflationniste contrevient à la politique de stabilité de la mon-naie et du niveau général des prix. L'étatisation ou la nationalisation de comme toute association privée, pro- . l'appareil financier et des moyens de production rend inapplicable toute législation protectrice de la concurrence et, par voie de conséquence. ôte toute signification économique à la politique salariale des entreprises. La politique sociale déduite d'un tel état des choses suppose à son tour

par nécessité le rétablissement

d'équilibres néenmoins rompus... il faut savoir que cette discordance finit à terme par rendre ceduques, de facto, les institutions politi-ques fondées sur le respect des libertés civiles, en les reléguant au rang de dossiers que l'on tient dans les tiroirs, ne serait-ce que pour les exhumer de temps à autre afin de prouver ou elles existent.

Cobérence et contradictions

Au contraire, la politique de marché restaure la cohérence de ces différentes données dans leur principe et dans leur application.

Il existe encore en France, même dans les rangs libéraux, une sorte de timidité en ce qui concerne le réta-blissement des conditions de fonctionnement régulier d'une économie de type monétaire et de caractère concurrential.

Par exemple, beaucoup de responsables des affaires publiques et privées ne conçoivent pas encore qu'une économie tournée vers le bien des citoyens puisse donner des résultats sans que la puissance publique ne reste au moins relativement maitresse des prix et des revenus. Il est pourtant contraire à toute leçon expérimentale de croire qu'une règlementation des prix, qu'une police des revenus et qu'un contrôle des changes forment conjointement le traitement indispensable d'une économie inflationniste par nature, alors que c'est une mauvaise organisation de l'économie et ses conséquences inflationnistes qui détruisent la structure des prix, des revenus et des changes. Mais il serait aussi vain de croire que la simple levée des contraintes qui pesent sur l'activité économique puisse suffire à lui resti-tuer le santé. Il y faut, au préalable, la mise en place des conditions générales précitées au terme desquelles les prix, les revenus, les changes sont naturellement libres sans que personne trouve prétexte pour les

A la vérité, cinquante années de dirigisme ont façonné des modes de pensée et d'action qui ne se réadap-teront pas d'eux-mêmes à la réalité

Londres (AFP). - L'organisation du financement du tunnel sous la

Manche vient de connaître un nou-

veau contretemps. Déjà remise de juin au 24 juillet, l'émission de la

première tranche de titres participa-tifs a maintenant été reportée à sep-

tembre ou octobre, apprend-on dans

D'un montant de 200 millions de

livres sterling (environ 2,2 milliards de francs), cette émission doit être effectuée auprès d'investisseurs ins-

titutionnels, principalement de

Grande-Bretagne, de France, du Ja-pon et des Etats-Unis.

dans les milieux financiers pour ex-pliquer ce nouveau délai :

FAITS ET CHIFFRES

Divers motifs sont mentionnés

qui se fait jour mais qui n'est pas encore complètement explorée. Les œuvres de progrès se heurtent toujours à des noyaux de résistance. C'est d'ailleurs naturel,

De ce point de vue, la têche de rénovation que s'est assignée le gou-vernement n'est donc pas des plus faciles, d'autant qu'elle n'est pas très bien comprise par le public. Il est vrai qu'elle ne lui a été principale-ment présentée que sous le rapport de l'entreprise et de l'emploi. C'est donc en limiter la portée. Il faut élargir le champ et ouvrir l'explication.

Si la confiance n'est pas entièrement accordée, dès le départ, elle vient avec les résultats. Ceux-ci dépendront, en ce qui nous concerne de la mise en place des conditions d'organisation générale qui viennent d'être largement évoquées.

Il s'agit d'aboutir au plus tôt à la libération complète des forces de travail et de production sur un marché rendu complétement concurrentiel. Or cela suppose une autre politique sociale et implique au moins la dénationalisation rapide de l'appareil

Le progrès ne s'accomplit pas dans les restrictions. Il convient donc d'élever le niveau des revenus et, pour ce faire, de réduire les prélèvements qu'ils subissent directement et ndirectement. La réforme fiscale et la réduction des dépenses publiques sont, au demeurant, à l'ordre du jour des pays occidentaux : le président Reagan engage son demier mandat sur la question. Et l'on remarquera que l'économie la plus équilibrée, la moins préoccupée par le chômage, à savoir celle de la Suisse, est aussi celle qui distribue le niveau de revenus le plus élevé par tête.

Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché ne peut s'effectuer si subsistent des tendances profondes à l'inflation, qui créent le désordre dans les prix. La stabilité du niveau général des prix est l'affaire de la Banque centrale, qui doit disposer des moyens nécessaires à une politique monétaire antiinflationniste et de conservation de la valeur de la monnaie. Si l'on songe à ca qu'était la valeur du franc vers 1950 et à ce qu'elle est aujourd'hui, en trente-cinq années, on mesure l'ampleur de sa dépréciation. Ce n'est certainement pas une simple dévaluation, intervenant après tant d'autres, qui peut remédier à un mai

Il ne faut pas s'y tromper : c'est, en fait, une œuvre de reconstruction et non pas de simple correction qui s'impose à notre économie. Il faut s'y atteler fermement. D'autres nous ont précédés qui s'en portent déjà

- le climat boursier n'est pas ac-

- le prospectus n'est pas encore

- les rangs des investisseurs ins-

- en Grande-Bretagne, le Parle-

Une seconde opération, de bien

plus grande envergure - environ 10 milliards de francs (et celle-ci à

l'intention du grand public), - doit avoir lieu au printemps prochain.

titutionnels sont décimés par les va-

ment n'as pas encore terminé la grande enquête sur le projet qu'il a

tuellement très propice à une opéra-

tion de ce genre ;

décidé de mener.

parfaitement au point;

Nouveau contretemps

pour le tunnel sous la Manche

MM. Gattaz, Chotard et la présidence du CNPF

Un troisième homme entre les Yvon

(Suite de la première page.)

Mais depuis quelques mois, la mauvaise fortune semblait s'achar-ner sur M. Gattaz. M. Chotard, en partant avec fracas, avait ébranlé une organisation qui présère d'ordi-naire régler discrètement les que-relles de samille. M. Chirac l'avait reçu en audience à Matignon avant M. Gattaz. Et puis, même si le légi-timisme des chels d'entreprise de province faisait rarement défaut au patron des patrons à chacune des étapes de son récent tour de France, ce n'était pas assez pour ressouder le CNPF, affirmer son autocité devant l'Etat et faire taire les dissensions au sein du conseil exécutif où un bon tiers des membres ont juré de ne pas laisser M. Gattaz en paix. Comment oublier enfin cette maladresse - on peut même parler de gasse, - la let-tre signée Yvon Gattaz destinée sin mai à tous les patrons de France, qui leur fournissait un mode d'emploi détaillé du licenciement, version ordonnances 1986...

Et, coup de grâce, la manière « cafouilleuse » qui a présidé à la préparation de la négociation sur les conséquences de la suppression administrative de licenciement, puisque ce n'est pas le président de la commission des affaires sociales du CNPF, M. Achille (choisi par M. Gattaz), qui se trouve face aux syndicats, mais deux experts patronaux chevronnés, MM. Guillen et Lemoine, «chotardiens» de bon

Dans ces circonstances, M. Yvon Gattaz pouvait-il solliciter devant

ses pairs un nouveau mandat pour trois ans? Il lui aurait fallu, selon les statuts du CNPF, rullier à la mi-décembre 66 % des suffrages des quelque 550 membres de l'assem-blée générale. Les chances de reus-site paraissaient minimes. D'autant que la trève estivale n'ôte pas à ses rivaux leur détermination de fourbir les armes, au grand jour ou en sous-main, ce que M. Gattaz dénonce par avance en stigmatisant - les intri-gues, les pressions et les complots -.

Ce faisant, M. Gattaz prend un risque. Le quarantième anniversaire du CNPF, qui sera célébré le 30 sep-tembre au Zénith, avec l'organisation d'assises sur le thème, « La jeunesse et l'entreprise », peut se révêler, soit son chant du cygne glorieux, vibrant d'unité patronale et de messages dynamiques, ou bien un enterrement de première classe, orchestré par et pour un président en sursis. D'ici là, M. Chotard aura publié un livre dont on chuchotte qu'il devrait faire du bruit.

Pendant ce temps, l'idée d'un troi sième homme continue de faire son chemin. La liste officieuse des prétendants s'allonge de jour en jour. Toute la difficulté tient au choix de cet homme qui ne soit, ni tout à fait l'homme du premier Yvon, ni tout à fait celui du second. Au moins devra-t-il être un vrai chef d'entreprise qui, comme inventeur, comme gestionnaire ou comme animateur d'une équipe d'ouvriers et de cadres, aura, sur le terrain, fait ses preuves.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Le communiqué

« Seule pour moi l'institution compte... »

Après l'annonce par M. Yvon Gattaz qu'il ne demanderait pas un renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale, le tude transpolitique (le parti de l'entreprise) que je maintiens encore aujourd'hui et sur laquelle CNPF a diffusé le communiqué suivant:

L'exercice de la présidence du CNPF, a déclaré M. Gattaz, exige une liberté d'action qui ne peut être entachée du moindre soupçon d'électoralisme. C'est pourquoi j'ai tenu à annoncer ma décision des

 Je tiens à rester au-dessus de toute compétition de personnes. Seule, pour moi, l'institution compte, son unité, son audience, son autorité au service des entreprises.

- J'ai accepté en décembre 1981 cette importante fonction, dans l'inquiétude générale des chefs d'entreprise, pour discuter fermement, bien que courtoisement, mais touiours sans compromis ni compromission, avec un pouvoir qui n'avait pas encore compris le rôle irremplaçable de l'entreprise comme créateur de richesses et d'emplois.

- Je crois qu'ensemble, grâce à 'unité patronale que nous avons su

Plaidover américain pour le libre-échange

Membre, depuis 1979, de la commission américaine pour le commerce international sion), Mre Paula Stem a déclaré devant la chambre de commerce et d'industrie de Paris que le déficit de la balance commerc des Etats-Unis (qui a atteint l'an demier le montant record de quelque 150 milliards de dollars) « ne peut pas s'expliquer par les pratiques déloyales des autres

Pendant les deux années (1985 et 1986) au cours des-quelles elle a présidé la Trade Commission, Mas Stern (democrate) a résisté aux pressions protectionnistes qui s'exercent sur cette juridiction chargée de concurrence déloyale, de dumping par exemple, dont se plaignent les producteurs américains. Se félicitant de l'accord conclu par l'administration Reagan le 22 septembre dernier sur la baisse du dollar, Mª Stern a prononcé à Paris un vibrant discours en faveur de l'e ouverture des marchés », insistant sur l'importance que les échanges, désormais « moteur de la croissance», jouent dans des économies telles que celles des Etats-Unis et de la France.

RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le Monde du 12 juillet que M. Calvet était président de Citroen. C'est évidemment du groupe PSA qu'il fallait lire. Mais, pendant cette période, je suis resté président-directeur géné-

je ne transigeral pas jusqu'à la fin de mon mandat. Les intrigues, les pressions et les complots n'y chan-

geront rien.

maintenir, nous avons sauvé l'essen

- J'ai imposé au CNPF une atti-

ral de la société Radiall, entreprise performante de composants électro-niques hyperfréquence que j'ai créée avec mon frère. C'est grâce au dévouement discret de d'une équipe de jeunes cadres supérieurs que j'ai pu, pendant cinq ans, consacrer quaire-vingts heures par semaine au CNPF. Aujourd'hui, nos projets ambitieux d'expansion internationale, d'investissements et de création d'emplois nécessiteront la mobilisation de toutes les énergies, et je pense que ma présence

Exonérations fiscales dans les « zones d'entreprises »

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, a décidé - d'autoriser la création de zones d'entreprises à statut fiscal particulier - afin d'aider aux reconversions dans les zones touchées par la crise dans les chantiers navals de la NORMED, avec une exonération de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans.

Cette décision, a indiqué, tard dans la soirée du 11 juillet, le cabinet de M. Balladur, a été prise à la demande de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme. Elle est « destinée à favoriser la création d'emplois nouveaux, sains et durables, pour accompagner la reconversion de ceux des sites de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat qui apparat-traient les plus gravement affectés par les conséquences de la crise actuelle de la construction navale ».

- Dans ces zones, de dimension géographique limitée, situées au voisinage des sites concernés, les entreprises appartenant au secteur industriel et répondant à certains critères d'éligibilité ou au secteur dit du tertiaire industriel, passibles de l'impôt sur les sociétés, nouvellement implantées dans la zone en y créant à cette occasion des emplois, bénéficieront donc pendant dix ans d'une exonération totale d'impôt sur les sociétés », ajoute la Rue de Rivoli. « Ces dispositions figureront dans une ordonnance prise en application du 5 alinéa de l'article 2 de la loi d'habilitation promulguée le 2 juillet 1986. -

[En rendant publiques ces disposi-tions, M. Balladur coupe pour une large part Pherbe sous le pied à M. Mudelin, qui a prévu d'annoncer une série de mesures sur les chantlers navals et les - zones d'entreprises », mardi 15 juil-

REPÈRES

Inflation

Net ralentissement en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, les prix de détail ont beissé de 0,1 % en juin par rapport à mai. En un an (juin 1988 comperé à juin 1985), le taux d'inflation n'est plus que de 2,5 %, le meilleur résultat depuis dix-huit ans. En juin 1985, le taux d'inflation annuel était encore de 7 %.

La baisse des prix du mois dernier est due surtout à la réduction des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires au logement, qui a plus que compensé certaines hausses, celles de l'assurance automobile notam-

Le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre pandant quel-ques mois, mais en fin d'année, la tendance pourrait se retourner, du fait des fortes hausses de salaires (7 % à 8 % l'an), que les progrès de productivité ne peuvent absorber. Le chancelier de l'échiquier, M. Lawson, a demandé que la progression des salaires soit limitée à 4 %, ce que l'organisation patronale, CBI, a

Prix de gros

port au mois précédent. En mai, ils avaient sensiblement augmenté (+ 0,6 %), sous l'effet d'une remontée des prix des carburants (+ 8,6%) dont le baisse continue avait été interrompue.

De janvier à juin, les prix de gros ont baissé de 8,5 % en rythma annuel, ce qui ne s'était jamais vu. Si l'effet des baisses pétrolières sur les prix touche peut-être à sa fin, aucun signe de reprise de l'inflation ne se manifeste. C'est la raison pour laquelle la Réserve fédérale vient de décider d'abaisser son taux d'escompte d'un demi-point, ramenant celui-ci à son plus pas niveau

Matières premières

25 % de baisse en un an

Les prix des martières premières importées par la France ont baissé en francs de 2,1 % en juin par rapport à mai, et de 25 % en un an (juin 1986 comparé à juin 1985). En dollars, la baisse sur un an n'est que de 5,4 %. Les prix en francs des matières premières alimentaires ont baissé de 6,6 % en juin et de 25,2 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 0,4 % le mois dernier, mais baissé de 25 % par rapport à juin 1985.

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERAIE" à CIMIEZ (NICE) Professeurs hautement qualifiés Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE des classes élèmentaires aux terminales A, B, C, D COURS DE VACANCES

du 4 Août au 29 Août 2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tel. 93 81 42 82

Conjoncture

la City.

• INDICE DES PRIX DE LA CGT : + 0,4 % en juin. — Selon l'indice publié par la CGT, la hausse des prix en France a été de 0,4 % en juin, de 2,1 % depuis le début de 1986 et de 4,1 % sur un an. Les postes qui, selon la CGT, enregistrent les hausses les plus fortes sont les transports-télécommunications + 1 %), l'habillement et la santé (+ 0,6 %), ainsi que l'alimentation (+ 0,4 %); la hausse n'est, en revanche, que de 0,2 % pour l'habitation et le poste culture-loisirs.

Etranger

 CANADA: chômage au plus bas depuis mars 1982. - Le chômage au Canada, en données comgées des variations saisonnières (CVS), est descendu en juin à 9,5 % de la population active (contre 9,6 % au cours des trois mois précédents. C'est le taux le plus bas atteint depuis mars 1982, où il n'était que de 9,3 %). En juin 1985, le taux de chômage s'élevait à 10,5 %. La population active s'est légèrement accrue en juin, atteignant 894 000 personnes, contre

● PAYS-BAS : baisse des prix. — Les prix de détail ont baissé de % aux Pays-Bas entre la mi-mai et la mi-juin. Par rapport à juin 1985, la hausse n'est plus que de 0,2 %.

12 842 000 en mai.

• GATT : la Chine demande officiellement sa réintégration. La Chine a officiellement demandé, le vendredi 11 juillet, à réintégrer le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a annoncé l'agence Chine nouvelle, M. Qian Jiadong, représentant de la Chine auprès du bureau de l'ONU à Genève, a déposé, vendredi 11, une demande officielle auprès du directaur général du GATT à Genève,

Stabilité aux Etats-Unis Aux Etats-Unis, les prix de gros sont restés stables en juin par rap-

Pas de système de primes conduisant à l'abandon des terres

Les parlementaires européens ont refusé « l'Europe de la jachère » pour remédier aux excédents agricoles.

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Le mode de développement agricole s'est complètement emballé. - Et pourtant, le Parlement européen a accepté la discipline budgétaire et approuvé la maîtrise des volumes de production. En présentant, le jeudi 10 juillet, un rapport sur les « mesures sociostructu-relles » à appliquer à l'agriculture européenne, M. Bernard Thareau (socialiste, France) a mis le doigt sur quelques paradoxes inquiétants : « Moins il y a d'hommes et plus la politique agricole coûte cher à la Communauté » ; l'Europe croule sous les excédents mais présente une balance commerciale agro-

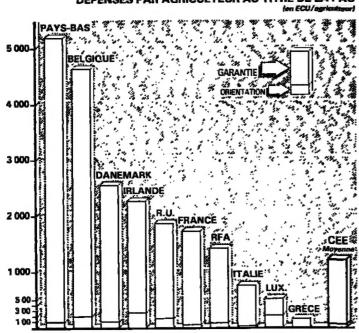
limiter l'intensification abusive (recours au soja importé, aux engrais, aux ateliers d'élevage géants). Et si l'extensification n'est pas rejetée, encore faut-il qu'elle soit contrôlée et que les prix soient suffi-samment élevés pour que les entre-prises extensives soient viables.

Le Parlement, suivant le rapporteur, a estimé aussi que le reboise-ment ne pouvait être laissé à l'initiative individuelle sous peine d'avoir une forêt en timbres-poste, alors que ce reboisement nécessite un plan

Une politique globale de développement

Il a également estimé que les conjointes, travailleuses à part entière, devaient bénéficier des pré-pensions, au même titre que les exploitants et les salariés. Quant aux régions de montagne et aux zones délavorisées en général, l'approche

DÉPENSES PAR AGRICULTEUR AU TITRE DE LA PAC



nées en nombre d'ECU par agriculteurs, les dépenses effectuées au titre de la politique agricole commune (PAC) présentent une grande inégalité. Dans un pelotou de tête, les Pays-Bas et la Belgique sont les pays qui profitent le plus des dépenses de garantie (prix de soutien pour les produits qui en bénéficient, aides l'Italie, le Luxembourg et la Grèce. Cela signifie que les règlements communantaires actoels ne sont pas capables de rétablir m équilibre des dépenses et que, grossièrement, les agricultures les plus productives, ou intensives, sont aussi les plus aidées. La faiblesse du budget d'orientation, théoriquement cense corriger les écarts structurels entre les différentes

alimentaire déficitaire d'environ 20 milliards de dollars. Manifestement, il y a quelque chose de pourri agricole commune), ce qui fait dire à M. Thareau : . Je ne crois pas que nous ayons trop de produits dans la Communauté, mais il y a véritablement absence d'orientation des productions. Je ne crois pas qu'il y a trop de paysans, mais il y a une mauvaise répartition des crédits et des productions entre paysans. .

La Commission européenne a proposé, et obtenu, en avril dernier un gel des prix puis, pour limiter les effets sociaux de ce gel - en fait de cette baisse. - elle a élaboré des mesures d'accompagnement dites sociostructurelles, sur lesquelles le conseil des ministres devrait statuer avant le mois d'août. Le Parlement européen a tenté, avec son rapporteur, approuvé notamment par les entants français de presque tous les groupes, d'améliorer la copie de la Commission pour éviter qu'au gel des prix ne succède, en fait d'accompagnement, qu'un simple gel des terres. Finalement ce rapport a été adopté par 185 voix pour, 17 contre et 39 abstentions.

C'est que l'Europe de la jachère est à l'ordre du jour. La Commission envisage de verser des primes subs-tantielles à l'hectare dites de prépensions, à ceux des agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans qui cesse-raient de produire pendant au moins cinq ans. Ces aides seraient majorées si les terres étaient reboisées, et d'autres primes seraient accordées si elle étaient cédées à de jeunes agriculteurs, descendants en ligne directe, à condition qu'ils s'engagent vers une production plus extensive (réduite d'environ 20 %). D'autres primes encourageraient une agriculture plus respectueuse de l'environnement, tandis que des aides compensatrices liées à certaines productions dans les régions défavorisées seraient généralisées et augmentées. M. Thareau admet que des terres agricoles puissent servir à la realisation de projets touristiques et récréatifs, mais il n'accepte pas la philosophie de l'abandon des terres ux conséquences néfastes (désertification, avalanches, incendies). Surtout, cet abandon risque de toucher les zones défavorisées quand, dans le même temps, les régions à forte valeur ajoutée continueront à produire intensivement, aggravant unsi leur déséquilibre par rapport aux autres. Aussi propose-t-il de

spécifiquement agricole ne suffit trices. Il leur faut une politique de développement global, incluant l'industrie, l'artisanat et le tourisme. Enfin, le rapport estime que ces différentes mesures doivent être modulées selon les régions, leurs richesses et leurs handicaps respectifs. Pour ce faire, la Communauté européenne devrait définir des lignes directrices à partir desquelles les Etats moduleraient leurs interventions, cela afin d'éviter une renationalisation rampante de la politique agricole.

Mais il convient aussi de renverser la tendance des mesures actuelles qui, loin de corriger les disles ont aggravées comme le montre le graphique ci-dessus. Aussi, le rapport propose-t-il que les aides européennes qui s'ajoutent aux aides nationales soient inversement proportionnelles à la richesse des pays.

De quels moyens la Communauté pourra-t-elle disposer pour mettre en œuvre ces mesures si elles sont retenues par le conseil des ministres? Plusieurs intervenants, Simone Mar tin (groupe libéral, France), Pierre Pranchère (communiste, France), soutenant le rapporteur, ont dénone la faiblesse des moyens prévus par la Commission: moins de 900 million d'ECU pour cinq ans, soit moins de 1 % du budget agricole communau-taire. Bernard Thareau pense que les différents fonds, agricole, social et régional, doivent être mis à profit mais il se heurte là au conflit majeur qui a anime le Parlement dans l'affaire budgétaire, les travaillistes britanniques et les nouveaux Etats membres du sud de l'Europe plaidant pour une diminution du budget specifiquement agricole au profit des fonds dits structurels. Logiquement, ces mesures structurelles devraient à terme entraîner une diminution des dépenses de soutien à l'agriculture. Mais, en attendant que le transfert puisse être fait, il faut bien amorcer avec des aides substantielles la réorientation de la politique agricole projetée. Le cercle est parfaitement vicieux, car la Communauté ne peut faire plus, ayant atteint la limite de ses ressources propres. En raccourci, pour réduire les dépenses liées à l'emballement de la production, il faut trouver les moyens de financer sa réduc-

JACQUES GRALL.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS Semaine du 7 au 11 juillet 1986

L'effet privatisations

presse d'Europe 1 », qu'il serait « le défenseur des petits poissons », qu'il favoriserait l'actionnariat du personnel et du public par des « facilités d'achat et de paiement différé », M. Balladur a de nouveau distillé, cette semaine, l'entétant parfum de la privatisation. Si, comme le faiceit apparagne à inste titre un professionnel et faisait remarquer à juste titre un professionnel, cette perspective est encore trop lointaine pour justifier une fébrilité sans mesure, elle suffit pour orienter la tendance dans le bon sens et alimente les conciliabales derrière chaque pilier; chaque opérateur s'essayant à l'exégèse des propos officiels et des textes qui ne tarderont pas à l'être.

officiels et des textes qui ne tarderont pas à l'être.

Tout avait pourtant mal commencé autour de la corbeille. Alors que le marché résistait bien hundi (+ 0,13 %), digérant les hansses successives des cinq séances précédentes, il subissait, mardi, une douche froide (- 1,48 %), l'effondrement intervenu la veille à Wall Street, où le Dow Jones avait perdu d'un coup plus de 60 points, faisant quelques dégâts à Paris. Mais, dès mercredi, les cours repartaient de l'avant sons les lambées cours repartaient de l'avant sous les lambris (+0.94 %). Ils ne devaient plus dévier de ce cap haussier. D'une semaine sur l'autre, le score était une nouvelle fois positif (+0.96 %), l'indice CAC gagnant près de 3 points, à 374,1.

Si le marché n'a rien appris de bien nouveau sur les modafités de la privatisation, il a eu confirmation, par la voix de M. Balladur, puis par le projet d'ordonnance remis pour examen au Conseil d'Etat, du traitement favorable dout pourront bénéficier les petits porteurs. Outre les rahais sur les prix de cession et les délais de paiement, ils pourront, précise le texte (le Monde du 9 juillet), recevoir des actions gratuites (une action pour une dans le cas des salariés des entreprises concernées, une action pour dix pour les tiers de petitore l'été fennesies). les tiers de nationalité française).

Si, comme c'est probable, le Conseil d'Etat avalise ces dispositions, elles apaiseront ceux qui craignaient de voir le thème de la privatisation « mal vendu » aux investisseurs par les pouvoirs publics. Ces inquiétudes tendent à s'estomper, et puntes. Ces inquiertoies tendent à s'estomper, et chacun — petit, moyen ou gros — affûte ses armes à l'approche des grandes manœuvres. En précisant que « les titres d'emprunt d'Etat ou les titres d'emprunt dont le service est pris en charge par l'Etat sont admis en paiement des actions détenues par l'Etat » dans les entreprises privatisables (à

concurrence de 50 % du montant de chaque acquisition), le projet d'ordonnance a en pour effet de rassurer les boursiers, certains voyant là le moyen d'acquérir des . morceaux » de moyen d'acquerir des « morceaux » de dénationslisées... Toujours dans le même dessein, une nouvelle société d'investissement fermée (SICAF) a fait son entrée le 10 juillet sur le second marché. Saint-Honoré-Matignon — c'est son nom, — créée par MM. Bernard Esambert (président de la Compagnie financière Edmond de Rothschild) et David de Rothschild (président de P.O. Banque), compate formement participaer au NOISCEIIO et LIAVIO de ROISCEIIO (president de P.O. Banque), compte fermement participer au a partage », à l'instar de Frandev (France Développement), animée par M. Pierre Moussa (ancien PDG de Puribas), intronisée au second marché au début du mois.

Si cette mise sur orbite des sociétés en vue des privatisations (Navigation mixte va lever 950 millions de francs à travers quatre en d'ici au 24 juillet) a pu émonstiller les a ici au 24 juillet) a pu emonstillet les investisseurs, d'autres éléments de choix sont venus garnir la corbeille. La confirmation de la maîtrise de l'inflation (0,3 % en juin, selou l'indice provisoire de l'INSEE) et la chute des prix pétroliers, qui devrait alléger les coûts des entreprises, ont été bien accueillies, ainsi que la baisse du taux d'escompte de la Réserve l'édérale américaine. Le fou vert donné muy la comacil américaise. Le feu vert douné par le conseil régional d'Ile-de-France à son président, M. Michel Girand, pour signer le contrat avec Disney a aussi ravi les boursiers.

C'est ainsi que des titres comme Carrefour et Darty ont touché leur plus haut niveau de l'aumée, les « blue chips », comme Thomson CSF, Peugeot et Navigation mixte, suscitant un intérêt non démenti. Parmi les valeurs les plus traitées, figuraient aussi Peugeot, Moët-Hennessy, Lafarge-Coppée, Michelin, Thomson-CSF et

 Le marché monte leutement mais sârement : observait en fin de semaine un professionnel, dans un volume d'activité mayen, variant chaque jour autour du milliard de franc sur le «règlement mensuel». Désolidarisé de Wall Street, encore en recul le 11 juillet, le palais Brongniart confirme que la « reprise estivale » est là, les seules réserves portant seulement sur l'arrivée de l'été...

Pierre Belfond : l'éditeur du palais Brongniart

parler de best-sellers, de tirages, ou de nouveaux romans. Pas du tout. D'entrée de jeu, Pierre Belfond se prend à jongler avec le « flottant » (nombre de titres en circulation sur une valeur boursière) et ce « price bénéfice par action) qui comble d'aise les analystes financiers. Editeur avant tout, le président de la maison qui porte son nom connaît à merveille les mécanismes du palais Brongniart ; une science bien nouvelle dans ce monde fermé - le livre - où il convient encore de baisser la voix lorsqu'on ose parler d'argent.

Introduit le 15 octobre dernier sur le second marché de Paris (1) via sa société, cet intellectuel aux lunette d'écaille et au sourire jovial avait déjà fait l'apprentissage d'une autre forme de culture, celle de l'entreprise. Une maison créée en 1962 avec son épouse France et qui a su se hisser depuis parmi les dix grands groupes français d'édition de littérature générale. Avec des résultats financiers à la hauteur des ambitions

BONS DU TRÉSOR

Séance du 11 juillet 1986

Echéances	Plus feast	Plus, bas	Cours compes- sation	Variation (jour/veille) en pts
Sept	93.65	93.68	93,63	+1
Déc	93,74	93,71	93,71	+2
Mars	93,80	93,76	93,76	+4
Jain	93,82	93,79	93,79	+3

Volume estimé : 258 (324).

public puisque le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 23 % en 1985, pour s'établir à 93 millions de francs, le bénéfice net croissant de 24 % dans le même temps, à 7,5 millions de francs. Ce qui autorisait à procéder pour juin 1986 à l'attribution d'une action gratuite

Ces résultats, qui permettent de placer les Editions Belfond « au premier rang de l'édition française par sa lité avec une marge nette supérieure à 8 % a selon ses dirigeants, proviennent en partie de la société-mère et des Presses de la Renaissance. Autre label qui s'ajoute au Pré aux Clercs, et aux Editions de l'Acropole (ouvrages de réflexion et romans français et étrangers) et à l'acquisition d'une participation de 35 % dans les Editions Messinger.

Poursuivant sa diversification, le JET 7, sous la responsabilité de son fils, Stéphane, sous forme d'une filiale à 47 % des Editions Belfond. Elle devrait ouvrir ses services en septembre prochain. Avec un programme de jeux et de messageries « si les études de marché en cours en firment l'intérêt », précise Pierre Belfond, toujours prudent. Septemune période importante, mais cette fois-ci dans le domaine de l'édition, la parution du premier roman de Cavanna, celui-ci ayant écrit pour l'instant une quinzaine d'ouvrages mais jamais de livre de cette nature. Quel rapport entre Cavanna et la télématique ? C'est bien simple : si tout va bien, chaque jour, à l'heure du thé, l'auteur à succès répondra

MATIF Nationnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 11 juillet

001705	ÉCHÉANCES							
COURS	Juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87				
Premier	110,95	111,60	112,70	112,80				
+ haut	110,95	111,85	112,70	112,80				
+ bas	110,85	111,60	112,40	112,45				
Dernier	110,85	111,70	112,45	112,55				
Cours comp	110,85	111,70	112,50	112,55				
Nombre de contrats : 3	062.							

Nombre de c	ontrats: 3062				
LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	n milliers o	de francs)
	7 juillet	8 juillet	9 juillet	10 juillet	11 juillet
RM	1 033 018	861 355	916 290	957 523	960 678
R. et obl Actions	4377 308 274 725	5 107 659 256 21 1	5 657 008 368 970	5 556 513 389 785	6695943 218081
Total	5 685 051	6 225 225	6 942 268	6 903 821	7 874 702
INDICE	CUMMIN 2	IENS (INSE	F bose 100	31 décembe	1085)

139,8 104,4 104,4 Étrangères 105.7 104

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985) 143,4 | 141,3 | 141,3 | 142,4 | 143,3

(base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. | 372,6 | 366,1 | 368,1 | 372,3 | 374,1 grâce à la messagerie mise au point par le fiston.

Des idées, il en a, mais pas question de jouer au vedettariat. « C'est très mal vu dans la profession », assure ce nouveau venu à la cote que certains de ses confrères commen-cent à consulter discrètement « pour ma société... ». Une véritable révolu-tion culturelle dans ce secteur de même de ceux qui en font partie, « la SERGE MARTI.

(1) -Le Monde de l'économie - du 15 juillet sera consacré en partie à une étude de la Commission des opérations de Bourse sur le second marché.

MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
	Cours 4 juillet	Cours 11 juillet
Or fin (kilo en berre) — (tilo en lingot) — (tilo en lingot) — Pièce française (20 fr.) Pièce suisse (20 fr.) Pièce lintine (20 fr.) • Pièce tunisienne (20 fr.)	78 500 77 100 520 375 516 442 430 667	78 500 78 800 511 382 522 450 430 574
Souverain Elizabeth II B Demi-souverain Pièce de 20 dollars - 10 dollars - 5 dollars - 50 pesse	585 346 2 870 1 382 880 2 940	346 2 955 1 415 902 2 950
- 20 marks - 10 floring - 5 roubles	585 466 360	591 458 350

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (HM)						
Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %			
Sampiquet Epeda Bertraud lean Lefebvre Fraissinet Lechaire Francurep Nord-Est Fichet-Basche Dounce Jonne Mines Fres-Lille East Rand	+11,7 +11,7 +11,3 +10,4 +10,3 +10 + 9,8 + 9,3 + 9,3 + 9,2	Génér, fonderic Salomon SA Olida et Caby SCREG Gal. Lafayette Moulinex Pociain Quilmex M. P. Salsigne Enruom Massons Phenix Inco Limited	- 123 - 124 - 124 - 127 - 128 - 128			

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

(*) Du 7 an 11 juillet juches.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Vif recal

(animent manufact

da papier synthetia

Le sucre déprimé par le manque d'achet

and the second

A \$5.04

-1 - N-y

150 A

5 1 1 2 2 2 2

1000

- ಇಬ್ಬಾಡುವ

. . -

13.50

4 ...

· Mary

- 1-5" <u>31</u>2"

111 1 14/4 " CHARLE

 $\tau \neq_{\tau},$

1114

100 1 100 TV

S. 4-1.

Wall Street est descendu cette semaine de ses sommets, l'indice Dow Jones perdant plus de 60 points lundi, et terminant vendredi sur une note baissère. L'abaissement du taux d'escompte, ramené jeudi soir de 6 1/2 à 6 par la Réserve fédérale américaine. à 6 par la Réserve fédérale américaine, n'a pas en d'influence positive sur le marché, ni la diminution du taux de base bancaire décidé ensuite par plu-sieurs grandes banques. Cas mesures étaient anticipées depuis plusieurs jours et les analystes doutaient, autour du Big Board, qu'elles puissent à elles seules stimuler rapidement les affaires et amé-liorer les bénéfices des entreprises.

L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles clôturait le 11 juillet à 1 821,43, contre 1 900,87 points le

. ,		
	Cours 3 juillet	Cours 11 juil
Alcos ATT Boeing Chuse Man. Bank De Pont de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfiner Schlumberger Taxaco UAL Inc.		
Union Carbide US Steel Westinghouse Xerox Corp	24 1/8 29 3/8 52 1/8 56	23 1/ 19 1/ 51 3/ 54 1/

LONDRES Repli

Après un départ hésitant, le marché s'est effondré, établissant un nouveau record de baisse quotidienne dans le sillage de Wall Street, en début de

La dépression a été aggravée par l'annonce d'une nouvelle augmentation, jugée excessive, de la masse monétaire britannique, qui est venne écarter l'espoir de la réduction, depuis longtemps attendue, du loyer de l'argent, et qui a affaibil les fonds d'Etat. Ceux-ei au affaibil les fonds d'Etat. Ceux-ei au l'appendit me les fonds d'Etat. américain.

Les valeurs ont amorcé une reprise en milieu de semaine, mais le désintérêt des investisseurs à la veille du week-end; dans un marché délaissé, a freiné les

Indices « F.T.» du 11 juillet : 1 337,3 (1 356,5 le 4 juillet) ; mines d'or, 198,1 (contre 196,3) ; fonds d'Etat, 89,91

	Cours 4 juillet	Cour Il jui
Beecham	435	435
Bowater	315	315
Brit. Petroleum	578	565
Charter	261	251
Courtanids	297	294
De Beers (*)	650	665
Free Gold (*)	75/16	71/
Glaxo	10 3/8	10
Gt. Univ. Stores	13 3/8	127/
Imp. Chemical	100 1/8	99.4
Shell	776	775
Unilever	17 51/64	17.6
Vickers	478	453
War Loan	39 5/8	38,8

(*) En dollers. FRANCFORT Irrégulier

La Bourse de Francfort a évolué cette semaine sur une note irrégulière. Après un fort repli initial landi (chate des un fort repti initial hindi (chate des automobiles et des chimiques), elle 2, paradoxalement, peu réagi au plongeon de Wall Street, gagnant même quelques points le lendemain. Une résistance technique s'est organisée en fin de

Indice de la Commerzbank : 1 859,80 (1 867,4 le 4 juillet).

	Cours 4 juillet	Cours 11 juillet
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	293 257 282 295 741,58 255,10 347 187 613 472	295 258,20 285,50 302,50 760 258,59 372 181,20 615,59 484

TOKYO

La Bourse de Tokyo a tour à tour salué la réélection comme premier ministre de M. Nakasone, puis la baisse du taux d'escompte américain par de du taux d'escompte americain par de sensibles hausses. Parmi les secteurs les mieux orientes du marché figuraient les valeurs sidérurgiques et celles de la fabrication électrique. Mais entre lundi et vendredi, la Bourse a évolué irrégaliè-rement, euregistrant quelques replis en milieu de période, consécutifs à la chute da Vall Stante de Wall Street.

Indices dn 11 juillet : Nikkel : 17 670,70 (17 595,36 le 4 juillet); Indice général : 1 375,15 (contre 1 355,31 le 4 juillet).

	Cours 4 juillet	Cours !! juillet
Akal Bridgestone Canon Puji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	460 741 997 1 500 1 139 1 376 398 3 230 1 500	449 715 971 1 506 1 039 1 330 426 3 080 1 409



7 ms 11 hallet 1986

lais Brongmart

film de music que tentatrigrate à à ser-min litter les alons de proposition s

Minister of Participal William & In cash with surgary the later Combiness Statement Supplier of the Later & Minister Landson

the section of the section of

pills ger water printer to tank.

MARCHE LIBRE DE L'OR

THE PLEASE VALUE VALUE OF THE SECOND

SECTION OF THE PROPERTY OF THE

新の からった 単の かいっか 単位 かっこう

**

Acres 1

がは、

in delicated (A) de Madelline (A) de Madelline (A) de Madelline (A) delicated Madelline (A) delicated

BOURSES

المراجعة 18172 ;

2002

ÉTRANGERES

100

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Comment manufacturer du papier synthétique

Les grandes banques commer-ciales internationales ont progressi-vement vu fondre leur activité de prêts traditionnels au cours des dernières années. La raison en tient à la baisse considérable et inintera la causse considerable et ininter-rompue du volume des eurocrédits remplacés, dans le grand mouve-ment de « mobiliérisation » qui a saisi le monde bancaire depuis saisi le monde bancaire depuis deux ans, par des instruments nouveaux tel, entre autres, l'europapier commercial, eurobillet de trésorerie dont le développement croissant est une des caractéristiques de l'année en cours. Pour compenser la diminution de leurs prêts classiques, les eurobanques ont mis sur pied une nouvelle technique, celle des «swaps d'actifs». Celle-ci consiste à créer, à partir d'un instrument à taux d'intérêt fixe, du papier synthétique à taux variable destiné à renforcer l'actif des bilans bancaires. des bilars bancaires.

Pour expliquer comment une telle synthèse peut s'effectuer, pre-non l'exemple suivant : M. Dupont emprante auprès de sa banque i million de dollars dont le taux d'intérêt fixe est l'addition de 80 points de base au rendement des bons du Trésor américain. Il utilise alors ces capitaux pour acquérir des euro-obligations dont le taux d'intérêt également fixe est l'ajout de 95 points de base aux mêmes bons du Trésor des Etats-Unis. La différence de 15 points

Sculement empochée par M. Dupont mais donne naissance à une marge qui lui permet de reprêter le million de dollars à sa banque à un taux d'intérêt, cette fois-ci variable, qui est celui du Libor. M. Dupont percevra donc un inté-rêt qui sera l'ajout de 15 points de base au taux du Libor tandis que la banque bénéficiera de capitaux dont le coût sera celui du seul Libor. As bout du circuit, on en est arrivé à créer de toutes pièces une dette, le million de dollars prêté à la banque, similaire à des curo-obligations à taux variable, d'où le nom de papier synthétique à taux d'intérêt flottant (symhetic

- swaps d'actifs - représente main-tenant environ 4,5 milliards de dollars. Il a donc pratiquement doublé durant les seuls six premiers mois de l'année par rapport à l'ensemble de l'an dernier. Il est pour l'instant dominé par cinq banques princi-pales qui, à Londres, et, par ordre alphabétique, sont : Bankers Trust International, la Banque Paribas Capital Markets, Citicorp Invest-ment Bank, Morgan Guaranty Ltd et Morgan Stanley International, A l'exception de Paribas qui n'est pas la moins active parmi les cinq, il est donc présentement dans les mains des banques américaines.

Un pari à ne pas faire

L'abaissement, jeudi, du taux de l'escompte aux États-Unis n'à eu pour effet que de faire avancer de 0,25 % à 0,50 % les cours des émissions euro-obligataires sans pour autant raviver l'intérêt des investisseurs. Le mouvement était trop lar-gement anticipé pour avoir un impact pius profond. En outre, la détestable habitude qu'a pris le marché international des capitaux de fixer les taux d'intérêt des euroémissions nouvelles en ajoutant une marge au rendement des bons du Trésor américain de même durée a pour effet de par trop dissocier le niveau des coupons de celui recher-ché par les euro-acheteurs. Ce système n'est pas seulement un signe de paresse intellectuelle mais une mode, dont l'obsession frise doréna-

Commentant, il y a quelque trois sns, ce qui n'était encore à l'époque qu'une approche nouvelle, Hans-Joerg Rudloff, l'homme dont la proportionnelle à sa taille et qui, aujourd'hui, préside aux destinée du Crédit Suisse-First Boston, le leader du marché primaire des euroobligations, disait déjà : « Prouvez-moi tout d'abord que le papier du gouvernement américain représente le meilleur risque au monde? • La valeur de cette remarque a encore plus de poids aujourd'hui, les EtatsUnis étant, entre-temps, devenus le pays le plus endetté du monde.

La question pertinente posée en 1983 par H.-J. Rudloff n'a certainement pas manqué de venir à l'esprit de tous ceux qui, jeudi, ont eu connaissance des conditions accom-pagnant l'euro-émission de 100 mil-lions de dollars que venait l'accionlions de dollars que venait d'offrir ce jour-là le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME). D'une durée de cinq ans, l'euro-emprunt, qui est garanti par la République française, a été proposé à un prix de 100,25 avec un coupon annuel de 7,375 %. Cela représentait, lors du lancement, environ 30 points de base de plus que le rendement des obligations à circa est du gouverners! amédique le rendement des cong-cinq ans du gouvernement améri-

Si la diminution ultérieure du taux d'escompte américain devair faire remonter, vendredi, à 41 points de base la marge du papier CEPME, une double remarque ne s'en impose pas moins. Premièreinsuffisants lors du lancement et parier sur un abaissement du taux de l'escompte relève plus de la roulette russe que de la gestion ration-nelle d'une dette. Cette attitude s'impose d'autant moins, et c'est là le deuxième point, que les euro-investisseurs se fichent maintenant du tiers comme du quart des rendements des bons du Trésor américain.

toires de la devise américaine et de l'évolution divergente des taux d'intérêt à court terme en Europe tout comme au Japon, ces investisseurs ne considèrent plus le rende-ment du papier du gouvernement américain comme la clef de voûte d'engagements à moyen et long terme. Les euro-acheteurs potentiels d'euro-obligations libellées en dollars veulent actuellement des rende-ments supérieurs à 8 %. Comme les emprunteurs refusent de se plier à cette exigence, leurs émissions ne se placent pas et restent entre les mains

Peu intéressés par le papier à taux fixe, les acheteurs internationaux continuent de se concentrer sur les émissions internationales d'actions. Elles sont légions. Deux d'entre elles retiennent toutefois plus particuliè-rement l'attention : celle de Lafarge-Coppée, le cimentier français, et celle du groupe Bruxelles-Lambert. L'opération Lafarge est du plus haut intérêt parce qu'elle représente la première véritable émission internationale d'actions de la part d'une société française. Les 800 000 titres offerts à un prix unitaire de 1 300 F ont été souscrits à plus de 80 % hors de l'Hexagone et, plus important encore, très peu de papier a reflué en France après que les allocations ont été attribuées. La proposition s'est révélée d'autant plus alléchante que Lafarge a, simultanément, fait part de son intention de procéder à une attribution gratuite d'actions à raison d'une pour dix anciennes ou nouvelles. Dirigée de main de maître par le CCF, l'émission s'est large-ment placée dans les portefeuilles japonais, anglo-saxons, belges suisses et aussi, encore que peut-être dans une mesure légèrement moin-dre, allemands. Mais Lafarge, qui n'est pas un nouveau venu sur l'euro-marché, bénéficie d'une excellente réputation international

(GBL), dont la renommée n'est plus à faire, a choisi les francs français et luxembourgeois pour lancer deux émissions obligataires simultanées dotées de warrants permettant d'acheter des actions de celui qui s'affirme comme le groupe financier pelge le plus actif et le plus imaginatif. La partie française s'élève à 600 millions de francs. Elle se présente sous forme d'un euro-emprunt à sept ans qui sera émis à un prix de 8.125 % A chaque euro-obligation de 10 000 francs français sont attapermettront d'acquérir jusqu'en sep-tembre 1991 une action GBL sur la base d'une prime de l'ordre de 10 %-12 %. Brillamment dirigée par Paribas, l'émission a immédiatement bénéficié d'une vive demande Un bon conseil: n'attendez pas. Il n'y en aura pas pour tout le monde. CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Un deutschemark à nouveau très fort

Sur des marchés des changes évo- tives. Là-dessus, le mark se rafferluant en dents de scie, sans tendance bien définie, un fait saillant est à relever cette semaine : le regain de fermeté du deutschemark tant vis-àvis du dollar que des monnaies euroéennes. Cet événement, dans ce dernier cas, est de nature à réjouir M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui déplorait, il y a peu, la faiblesse de la devise allemande au sein du système monétaire europée

Quant au dollar, affecté tour à tour par les résultats des élections législatives japonaises, qui pouvaient faire craindre un glissement supplémentaire de sa part, puis par la réduction du taux d'escompte améri-cain, susceptible de l'affaiblir, il a finalement peu varié : comme si tout événement avait été joné d'avance et que leur impact se trouvait amorti

En début de semaine, l'annonc de la victoire électorale du premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, plus importante que prévu, provoquait un glissement ini-tial du dollar à 159 yens, nouveau record historique, sur des ventes d'exportateurs nippons qui redoutaient une baisse encore plus prononcée, jusqu'à 150 yens.

La Banque du Japon, qui avait déjà acheté plus de 6 milliards de dollars la semaine précédeme pour empêcher le billet vert de fléchir davantage, intervenait derechef. Mais, rapidement, le glissement s'arrêtait pour des raisons essentiellement techniques. L'ensemble des opérateurs avaient pris position à la baisse du dollar, et donc à la hausse du yen, avant les élections, et, voyant que cette baisse ne s'accen-tuait plus, bornaient là leurs initiamissait sensiblement, ces mêmes opérateurs vendant des yens au profit de la devise allemande.

A partir du milieu de la semaine, la rumeur d'une diminution du taux d'escompte américain se faisait plus insistante, avec toutefois des hauts et des bas. Ainsi, on murmurait qu'à Bâle, en début de semaine, lors de la réunion mensuelle des gouverneurs de banques centrales, aucun accord n'avait pu être réalisé dans la poursuite de la baisse des taux décidée au sommet de Tokyo. Ce point en particulier n'aurait même pas été discuté. Cela est bien difficile à

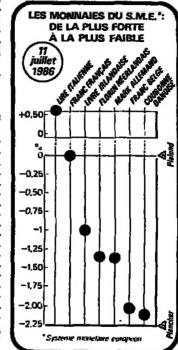
Jeudi soir, enfin, la Réserve fédérale des Etats-Unis sautait le pas toute seule, sans attendre ni la RFA ni le Japon. Immédiatement après, le dollar, qui s'était un peu raffermi, fléchissait, mais pas beaucoup. L'opération avait été anticipée depuis des jours et même des semaines, et son effet s'en trouvait émoussé, à tel point que vendredi matin, sur les marches européens, le dollar se redressait legèrement pour terminer la semaine un peu au-dessous de 2,18 DM, de 161 yens et aux alentours de ? F. Cette réaction ne préjuge en rien la tenue de la monnaie américaine dans les semaines qui viendront, mais elle est significative.

En Europe, la livre sterling a sévèrement accusé le nouveau recul des prix du pétrole, qui sont tombés au-dessous de 10 dollars le baril. En outre, une étude de la Lloyds Merchant Bank avance qu'une crise monétaire pourrait éclater à l'approche des élections générales britanniques, qui se tiendraient au plus tard en juin 1988 : la perspective d'une victoire travailliste risquerait de provoquer une fuite de capitaux.

Au sein du système monétaire européen, la grande faiblesse de la couronne danoise a favorisé, par un esset mécanique, la remontée du deutschemark et du florin par rapport aux monnaies qui se situent en tête du SME, essentiellement le franc français. En conséquence, le cours du deutschemark à Paris a dépassé 3,21 F, sans que la Banque de France intervienne. Cette der-nière se souciait peu d'avoir à vendre des deutschemarks pour recevoir des couronnes danoises. Dans l'immédiat, cette remontée du deutschemark vis-à-vis du franc arrange tout le monde.

A Paris, on trouvait le franc trop cher après sa dévaluation du 6 avril dernier, qui n'atteignait que 3,5 % au lieu des 6 % annoncés. A Francfort, on se désolait de la faiblesse relative du deutschemark. Voilà qui est en train de s'arranger, si toutefois on ne va pas trop loin. Le cours pivot du deutschemark à Paris est de 3,256 F par rapport à un cours plan-cher de 3,1837 F et un cours plafond de 3,33 F. Il y a donc de la marge, mais il ne faudrait pas que les effets de la levée quasi complète du contrôle des changes ne s'ajoutent au reste pour pousser trop haut le urs du deutschemark et affaiblir

FRANÇOIS RENARD.



(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 au 11 juillet

PLACE	Livra	\$EUL	Franc français	Franc States	D. paperis	Franc	Florin	Lira Italiana
	_		_	-	-			•
andres	-	-	-	-	_	-		-
	1,5090	-	14,2886	56,3863	45,8715	2,2292	40,7498	0,066
lew-York	1,5436	-	14,3990	56,7215	46,0405	2,2497	40,8747	0,06
	10,5668	7,0025		394,28	321,22	15,6097	285,35	4,67
eris	10,7168	6,9450		393,93	319,75	15,6249	283,87	4,65
	2,6880	1,7760	25,3624	-	81,4679	3,9590	72,3716	1,18
urich	2,7203	1,7630	25,3851	_	31,1694	3,3662	72,8621	1718
	3,2896	2,1899	31,1317	1,2275	-	4,85%	88,8345	1,45
rectort	3,3514	2,1720	31,2743	1,2320	-	4,8863	88,7798	1,45
	67,6837	44,86	6,4063	25,2590	28,5780	-	18,2804	2,99
	68,5863	44,45	6,4003	25,2127	24,4650	-	18,1688	2,98
	3,7831	2,4549	35,8446	138,18	112,57	5,4703		1,63
, , endpelant	3,7750	2,4465	35,2267	138,77	112,64	5,5039	-	1,64
_	2258,22	1496,50	213,71	842,62	686,47	33,3593	609,82	-
مظا	2301,38	1491,50	214,75	246	696,69	33,5545	609,64	-
	242,57	160,75	12,9561	90,5724	73,7385	3,5834	65,5053	0,10
okyo	247.57	168,45	13,1029	91,0096	73,8729	3,6096	65,5834	0,16

le vendredi 4 juillet.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre déprimé par le manque d'acheteurs

· Il n'y a plus d'acheteurs ! .. s'exclamait cette semaine un professionnel pour expliquer la chute sensible des cours du sucre. A Paris, la tonne de «blanc» (sucre raffiné) se traitait le 10 juillet à 1210 francs sur l'échéance d'octobre (la l'achéance de votre graphique) « 2º échéance » de notre graphique), alors que la livre (453 grammes) de « roux » (sucre brut) valait le même jour 5,72 cents à New-York. En mars, les prix culminaient respectivement sur ces deux places audessus de 1700 francs et de 9 cents

Ce reflux général, amorcé dès avril, est intervenu après que l'Union soviétique a stoppé ses achats de sucre roux. Elle a acquis environ 1,3 million de tonnes au

24 12 200

PRODUITS	COURS DU 11-07
Caivre h. g. (Louina) Trois mois	907,25 (- 5,5) Livres/tonne
Aleminium (Lookus) Trois mois	758 (+ 21) Livres/tonne
Nickel (Lautes) Trois mois	2 620 (+ 110) Livres/tonne
Secre (Pais)	1 220 (- 45) France/vooms
Calé (Lasks)	1 795 (+ 187) Livres/toans
Cacae (Nor-Yest)	1 855 (+ 64) Dollars/tonne
PME (Chicago)	257,75 (+ 12,59) Cents/boissezu
Malis (Chicago)	173,5 (- 9,25) Cents/boissean
Soja (Chicago)	144 (+ 1) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la striction d'une semaine sur l'autre.

début du printemps, mais ne devrait pas revenir sur le marché avant l'automne. En raison du caractère tardif de sa récolte, c'est seulem à cette époque qu'elle saura précisé-ment évaluer ses besoins.

Or Moscou était jusqu'ici le seul acheteur important. Faute de devises, la Chine a du limiter ses approvisionnements, et l'Inde semble guetter un nouveau recul des cours pour prendre commande au meilleur moment. Les appels d'offre du Maroc ou du Bangladesh pour quelques cargos de 10 000 tonnes ne suffisent pas à réveiller ce marché, réputé pour son insertie. devises, la Chine a du limiter ses réputé pour son inertie. « Une ten-dance bien lancée est aussi difficile à retourner qu'un monolithe », écrit dans son bulletin de conjoncture de juin un opérateur français à propos du sucre. Cette observation, vérifiée lors du krach de 1974, reste valable dans un marché orienté à la baisse.

Fin avril, d'aucuns espéraient que l'accident de Tchernobyl doperais les cours, l'imagination les poussant à voir des milliers de becquerels s'abattre sur les betteraves d'Ukraine. Paris a gagné 50 francs d'un coup, mais a reculé de 150 francs aussitôt après », ironisait ces jours-ci un opérateur. « Nul n'a ces jours-ci un operateur. « Nul n'a pu apprécier les effets de la catas-trophe nucléaire sur la récolte soviétique, ajoutait une analyste. Alors que les 20nes betteravières sont au sud de Tchernobyl, on sait seulement que les vents ont soufflé vers le nord... - Une analyse qui traduit la déconvenue des profession-nels et de la spéculation (qui s'est rapidement retirée) au lendemain de l'explosion de la centrale,

Le reflux des prix intervient cependant au moment où la situa-tion fondamentale du sucre est en voie d'amélioration. Pour la première fois depuis cinq ans, la pro-

duction mondiale sera inférieure à la consommation. Le déficit, évalué dans un premier temps à plus de 3 millions de tonnes, devrait en réalité atteindre près de 1,5 million de tonnes. Il provoquera une ponction qui dépassaient l'an passé 39 mil-lions de tonnes. Les caprices du ciel



(sécheresse sur les plantations de Cuba et du Brésil, ouragans au sland - Etat sucrier d'Australie - et... à Cuba) ont aussi donné un coup de pouce providentiel à l'assainissement de l'offre.

Mais la pléthore demeure (sur le roux notamment), et le retrait bru-tal des acheteurs pe la met que mieux en évidence. - Le marché reste encombré de sucre sans destination ., observe-t-on dans le négoce. En diminuant, au début de 1986, les quotas d'importation américains, l'administration Reagan a notamment privé de débouchés, certains sucres d'Amérique centrale et des Caraïbes. Leur qualité médiocre les rend peu attrayants. Ils pesent sur la tendance de New-York et, par

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les Etats-Unis tout seuls

La décision prise, jeudi soir, par la Réserve fédérale (FED) de rame-ner de 6,5 % à 6 % son taux compte n'a pas vraiment constitué une surprise. Depuis plusieurs semaines, l'accumulation de nouvelles défavorables en provenance de l'économie américaine rendait plausible une mesure de ce genre. Par ailleurs, les pressions émanant des milieux politiques exercées sur la FED se faisaient plus insistantes, notamment chez les républicains, préoccupés par l'approche des élections législatives de novembre pro-

l'attitude des dirigeants de la FED, qui se réunissaient précisément cette semaine en comité de l'Open Mar-

Certaines rumeurs les donnaient divisés, notamment sur l'opportunité d'une baisse du taux d'escompe, jugée par certains insuffisante pour relancer une économie languissante. D'autres mettaient en avant la nécessité de ne pas gonfler davantage la masse monétaire et de ne pas relancer ainsi l'inflation. Mais cet argument était largement contesté. Si, en esset, cette masse, dans sa définition la plus étroite (M1), caracole largement au-dessus des objectifs officiels de croissance, elle se cantonne au contraire à l'intérieur de ces objectifs si elle est prise dans ses définitions plus larges (M2 et M3), auxquelles la FED semble désormais s'attacher davantage,

Enfin, et le communiqué officiel était éloquent à ce sujet, le risque d'inflation paraît conjuré par l'« insaturation » manifeste des capacités de production aux Etats-Unis, et surtout par la baisse générale des prix des matières premières. notamment ceux du pétrole. Au bout du compte, la nécessité de relancer l'économie l'a emporté sur les autres préoccupations, bien qu'une réduction d'un demi-point eut été jugée insuffisante per de nombreux analystes, qui auraient voulu un point entier. Mais la FED n'aurait pas voulu brûler toutes ses carrouches et se réserverait d'abaisser à nouveau son taux d'escompte à l'automne si la croissance ne s'accélérait pas. En attendant, les banques commerciales américaines ont décidé de ramener leur taux de base de 8,5 % à 8 %, ce qui soulagera d'autant leurs débiteurs sudaméricains, notamment le Mexique.

Les partenaires des Etats-Unis n'ont pas cédé au petit chantage exercé sur eux par les Américains, qui leur demandaient de les accompagner dans la baisse des taux, voire de les précéder. En Allemagne, le président de la Bundesbank avait déclaré qu'il fallait s'estimer heureux que les taux allemands n'aient pas été relevés pour freiner l'augmentation de la masse monétaire, jugée trop rapide, et qui paraît intenant d'ailleurs faire place à un reflux. Au Japon, le gouverneur de la Banque centrale a dûment répété qu'une nouvelle baisse du taux d'escompte, revenu au plus bas niveau historique, ne s'imposait pas.

Dans ces conditions, il ne fallait pas s'attendre à voir ces deux pays imiter les Etats-Unis, qui semblent jouer sur le velours : « Si vous trouvez que le dollar baisse trop, après notre diminution des taux, faites-en

Quant à la France, il est probable qu'elle ne fera rien sans l'Allemagne, au nom de la parité des taux d'intérêt réels entre les deux pays. Malgré tout, en tenant compte de l'écart des taux nominaux plus élevés de près de trois points à Paris, par rapport à Francsort, on peut se demander si la France ne devrait pas se permettre encore un peu de baisse pour accentuer une diminution de ses taux réels, encore bien élevés. Si l'Allemagne de l'Ouest tardait à prendre la décision en ce sens (elle commence à agacer bien des gens en Europe, on considère qu'elle bloque tout), notre pays se verrait sans doute contraint à agir unilatérale-

Dans ce contexte neu favorable à une nouvelle désescalade des taux dans l'immédiat, le marché financier français, qui, depuis trois semaines, donnait des signes patents d'amélio ration, est redevenu morose, souf-frant par ailleurs d'une certaine saturation. On l'a bien vu sur le MATIF, où, d'une semaine à l'autre, l'échéance de décembre a légère-ment fléchi à 112,50, après avoir, il est vrai, cédé davantage de terrain en milieu de semaine, où on l'a vu à 112,15, en liaison avec l'accès de faiblesse de Wall Street et du marché américain des obligations.

Les nouvelles émissions ont rencontré un accueil tout à fait mitigé, notamment celles de la Caisse nationale des télécommunications qui lève 3 milliards de francs à taux variable (TMO) en deux tranches, l'une à souscription fermée, l'autre publique, avec option de remboursement au gré uniquement de l'émet-teur. Cette modalité a le don d'agacer de plus en plus les souscripteurs, qui ont l'impression d'être toujours du mauvais côté. Lorsque les taux baissaient, on leur accordait du moins la possibilité de se faire rem-bourser à des périodes données (fenêtre), mais, aujourd'hui, ils n'ont même plus cette faculté, réser-vée à l'émetteur, qui veut ainsi se prémunir contre une remontée des taux. Autre émission, celle de la Caisse de refinancement hypothécaire, qui lance une tranche supplémentaire à 7 % nominale et 92 % de ce nominal, soit un rendement réel de 8,25 %. Elle anssi a bénéficié d'un accueil mitigé dans un marché sans tendance bien définie. Sur le MATIF, le volume est resté relativement modéré (trois mille contrats par jour). Quant aux nouveaux contrats sur bons du Trésor, leur marché reste encore bien artificiel. dopé par une fiscalité favorable et guère en rapport avec le sentiment

F.R.

- Argentine : vivre dans l'ex-

POLITIQUE

5 Le débat sur l'immigration à

6 Le contentieux électoral dans la Haute-Garonne : M. Domini-que Baudis se déchaîne contre

SOCIÉTÉ

7 Carrefour du développement : la réponse de M. Nucci. 8 Eurodisneyland : monts et

Sports : traversée de l'Atlantique à la voile : nouveau re-

9 Le 40° Festival d'Avignon : « la Tempête » dans la Cour

«Le Corsaire» de Verdi à 11 Communication.

Le Sénat s'est penché, le vendredi

M. Philippe de Villiers, secrétaire

d'Etat auprès du ministre de la

culture et de la communication, réfute d'emblée ce qu'il y aurait d'antinomique entre le libéralisme,

dont se réclame le projet de loi, et le « réalisme », qui conduit à prévoir

des règles pour opérer une sélection, ce qui se justifie, dit-il, par la rareté

Première règle: l'interdiction du

prête-nom. Avec l'accord du gouver-

nement, la majorité corrige le texte

initial qui ne visait que les opéra-tions de prête-nom réalisées à l'occa-

sion d'une demande d'autorisation.

La commission spéciale ajoute éga-

lement les cas où ces opérations se

produiraient lors des prises de parti-

Pour la forme nominative des

actions, le gouvernement accepte que la commission spéciale rende

obligatoire l'agrément de la société

qui en son sein connaîtrait des trans-ferts d'action supérieurs à 5 % de

Au nom de la « transparence », le

projet précise les conditions d'infor-

mation des usagers et de la CNCL. Socialistes et communistes tentent,

11 juillet, sur deux des trois séries de

ÉCONOMIE

13 Point de vue : « La libération totale des forces du marché, condition de la confiance »,

l'abandon des terres agricoles. Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands

Le débat sur la communication au Sénat

Programme des spectacles ... 10 14 Pas de primes conduisant à Météorologie 11

Recrudescence du terrorisme en Afrique du Sud

les socialistes.

Dix membres présumés de l'ANC tués près de la frontière du Botswana

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dix membres présumés de l'ANC (Congrès national africain) ont été tués au cours de deux fusillades, dont la première a cu lieu jeudi 10 juillet à Alldays, à proxi-mité de la frontière du Botswana, et la seconde vendredi 11 an matin à King-William's-Town, dans la partie orientale de la province du Cap. Des armes et des munitions ont été saisies. Aucune précision n'a été donnée sur le premier accrochage, qui a fait six victimes et au cours duquel un policier a été légèrement blessé. Près de King-William'sles forces de l'ordre avant d'être

nationaliste noir. Quinze autres ont

Les succès mêmes de la police montrent que le Congrès national africain, bien qu'il ne revendique

M. Nelson Mandela « ne rencontrera sous aucun prétexte » Sir Geoffrey Howe

M. Nelson Mandela, chef - historique » de l'ANC (Congrès national africain), ne rencontrera . sous aucun prétexte - Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, a affirmé, le vendredi 11 juillet, au Cap, M= Winnie Mandela, qui venait de rendre visite à son époux, détenu à la prison de Pollsmoor. Sir Geoffrey, qui, lors de son séjour en Zambie, n'a pu rencontrer des représentants de l'ANC, a déclaré qu'il formait des espoirs prudents - quant au succès de la ission de bons offices que lui a confiée la Communauté européenne. estimant que sa tournée en Zambie, au Zimbabwe et au Mozambique pouvait déjà être créditée d'un « certain succès ». Le chef de la diplomatie britannique, qui est retourné samedi à Londres, doit se rendre à Washington dans les prochains jours Sud, où il sera reçu par le président Botha, les 23 et 29 juillet.

A Washington, la chaîne de télévision CNN, citant une source officielle», a annoncé vendredi que l'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud avait été rappelé en consultation et que la Maison Blanche pourrait ne pas le remplacer, afin de faire pression sur Pretoria.

D'autre part, dans un article Herald Tribune, Joseph Lelyveld,

La mort de ces dix membres supposés de l'ANC porte à dix-sept, depuis le début de l'état d'urgence, le 12 juin, le nombre des tués censés appartenir an mouvement

été arrêtés au cours de la même période. Cinq d'entre eux sont soupconnés d'avoir posé des mines dans la partie est de la province du

auteur d'un livre de référence sur l'Afrique du Sud (le Monde du 3 juin), raconte que M. Nelson Mandela a eu l'occasion, en mai dernier, de rencontrer le ministre sudafricain de la justice, M. Coetsee. Initialement, le prisonnier devait s'entretenir avec les membres de la mission du Commonwealth Dans cette perspective, raconte Joseph Lelyveld, les autorités sud-africaines ont remplacé les vêtements de prisonnier de M. Mandela per une tenue civile et l'ont conduit dans un petit pavillon situé dans l'enceinte de la prison. A la demande du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. . Pik » Botha, M. Coetsee

assisterait aux seules présentations, mais, à la demande de M. Mandela, il resta durant tout l'entretien. Devant M. Coetsee, le fondateur de l'ANC s'est livre : pour tenter de juguler l'aggravation des violences en Afrique du Sud, insistant sur le fait qu'une part importante de la crise vient d'un manque total de contacts entre les représentants de la communauté blanche et les dirigeants noirs en prison ou exilés. Joseph Lelyveld souligne que le rapport de mission des personnalités du Commonwealth ne fait pas mention de cette rencontre

s'est joint à la délégation. Il était

convenu que le ministre de la justice

A la mission câble

et que M. Coetsee n'a fait aucun commentaire à ce sujet.

En Tunisie Le baiser de la disgrâce

de notre correspondant

Trois jours après avoir été déchargé de ses fonctions de pre-mier ministre, M. Mohamed Mzali a été reçu, semble-t-il à sa demande, vendredi 11 juillet, à Monastir, par le président Bourguiba. Il a explique par la suite à l'agence Tunis-Afrique Presse qu'il était venu faire part au chef de l'Etat de sa «fierté pour la confiance» que celui-ci lui avait rémoignée « depuis l'indépendance et, en particulier, durant les six demières années».

Des très brèves images de la rencontre, diffusées lors du jour-nal télévisé du soir, ne se dégageait pas une impression de grande chaleur. On a pu voir M. Mzali grave, et paraissant ému, se pencher pour embrasser le Combattant suprême, celui-ci, assis, visage de marbre. Puis les ques mots sous le regard énigmatique de M. Mansour Skhiri. le directeur du cabinet présidentiel, seul à esquisser un sourire.

ET LES ENFANTS n°6 en librairie 38 F

M. Péricard remplace M. Schreiner

M. Michel Péricard, député RPR des Yvelines, a été nommé par le premier ministre, le vendredì 11 juillet, président de la mission cable, en remplacement de M. Bernard einer, député PS des Yvelines.

Le plan de câblage de la France avait été décidé par le gouvernement de M. Mauroy en novembre

Le 21 avril 1983, M. Schreiner avait été intronisé officiellement président de la Commission d'orientation pour le développement des services de communication audiovisuelle diffusés par câble.

. LE CAMEROUN ET L'« AFFAIRE TILLIER ». - Le secrétaire d'Etat camerounais, M. Denis Ekani, a indiqué, vendredi 11 juillet, qu'e un accord de travail avait été effectivement conclu dans le temps entre M. Jacques Tillier (journaliste au Journal du Dimanche) et la délégation générale à la sûreté nationale (le Monde du 12 juillet), pour promouvoir l'image de marque du Cameroun en France, avec pour cibles les milieux politiques, écono-miques, culturels, journalistiques, s'intéressant ou susceptibles de d'intéresser au Cameroun. Certains milieux français, ajoute, dans un communiqué, M. Ekani, coutumiers du dénigrement de la politique africaine et singulièrement de la politique camerounaise du Renouveau. s'en sont prévalus pour monter de toutes pièces une « affaire Tillier » qu'ils ont délibérément sortie des objectifs mentionnés ci-dessus, » — (AFP.)

intensifié sa pression. Depuis le 12 juin également, quatorze atten-tats à la bombe ont été commis en Afrique du Sud, faisant trois morts.

Ainsi, à Johannesburg, la municipalité a décidé de remplacer les poubelles dans les rues par des réceptacles transparents, afin qu'on aperçoive les éventuels engins tout renseignement pouvant être utile dans la lutte contre le terrol'inquiétude des fermiers, qui

Bien que l'année 1986 ait été déclarée par l'ANC année de tait pas à s'attaquer directement des civils, même s'il arrive que certains puissent être touchés. Pour tant, le terrorisme, depuis quelque temps, est manifestement contre la population. L'ANC n'a cependant jamais désavoué la tournure prise par la lutte armée.

Il est indéniable toutefois que les poseurs de bombe sont recrutés au sein même du pays. Ceux-ci agis-sent souvent en dehors du contrôle de l'ANC, de leur propre initiative. Néanmoins, les infiltrations à travers les frontières se poursuivent, ainsi qu'en témoigne la fusillade de

dispositions qui doivent s'appliquer à l'ensemble des services des com-

En dépit de l'état d'urgence et de l'accroissement de la répression qu'il a entraîné, les actes terroristes ont considérablement augmenté, engendrant un sentiment d'insécu rité tant dans les villes que dans les campagnes. Aucune des grandes cités n'a été épargnée.

explosifs qui y seraient placés. Des récompenses sont attribuées pour risme. La multiplication des mines dans les chemins de terre suscite s'organisent en commandos de sur-veillance.

umkhonto we sizwe (la lance de la nation, le bras armé de ce mouvement), ses dirigeants ont toujours affirmé que leur stratégie ne consis-

MICHEL BOLE-RICHARD. l'obligation d'un « ours » qui, à l'ins-futurs et non aux détenteurs actuels.

Transparence, pluralisme et concentration tar de la presse écrite, où sont pré-sentés aux lecteurs la société éditrice et la composition de ses

organes dirigeants, donnerait aux téléspectateurs la liste des responsamunications audiovisuelles soumis à bles de la chaîne qu'ils regardent. autorisation (ne sont donc pas concernés les services du secteur Quant aux informations transpublic). La première établit des es par la CNCL, elles ne sont règles analogues à celles imposées guère contraignantes, considère la gauche. La CNCL sera, d'après le aux entreprises de presse en m de transparence; la seconde vise à garantir le pluralisme; la troisième ojet, informée des transferts de droits sociaux qui conféreront à son bénéficiaire 20 % au moins du capi-- que les sénateurs examinaient samedi 12 juillet - donne à la Comtal ou des droits de vote aux assemmission nationale de la comm tion et des libertés (CNCL) des pouvoirs en cas de manquement, par les services autorisés, à leurs obliga-

Recours au vote bloqué

L'interdiction pour la même personne — physique ou morale — de détenir plus de 25 % du capital d'une société exploitant une chaîne nationale privée de télévision a pour objectif de garantir le « plura-lisme ». Initialement, cette obligation ne touchait pas Canal Plus, cette chaîne cryptée, mais la future TF 1, la < 5 », les chaînes par satellites et la « 6 » (à la condition que ses fréquences ne soient pas réutilisées sous forme d'un réseau national). Après que PS et PC eurent cherché à abaisser ce seuil, ce que le gouvernement notamment a refusé en arguant qu'un chiffre trop bas aurait pour effet de pousser à des ententes officieuses illicites, le Sénat a souscrit au souhait de la commission spéciale de soumettre Canal Plus à cette obligation et de viser non les actuels détenteurs mais les acquéreurs, conformément au souci du Conseil constitutionnel de ne pas remettre en cause des situations légalement acquises.

De même, la limitation à 20 % de toute participation étrangère au capital ou au droit de vote dans une société exploitant un service de communication audiovisuelle est censée

Pour empêcher la «concentration», le gouvernement a choisi de prendre en compte l'- audience potentielle totale » desservie par un seul titulaire d'autorisation, que ce soit pour la radio on la télévision. En choisissant le critère d'audience plutôt que celui da nombre de services offerts, le législateur légalise les réseaux. Les stations périphériques (RTL, Europe 1, RMC), la future TF1 et la <5» qui dépassent un tel potentiel jusqu'à 15 millions d'usagers ne pourront contrôler d'autres services, ni obtenir d'autres autorisations. En revanche, les titulaires d'autorisation desservant un nombre d'usagers inférieur à cette barre devront respecter cette limite même s'ils se voient accorder de nouvelles autorisations. Pour les socialistes, dont M. Gérard Delfau se fait le porte-parole, il ne s'agit nullement d'un dispositif anticumul des médias puisque le texte ne prévoit pas le cas du cumul par une même personne d'un quotidien, d'une radio et d'une

CHRONOLOGIE

SERVICES

12 Juin 1986 dans le monde.

-47

Sur ce point, encore, la commission a réécrit le texte du gouvernement qui aurait pu, selon elle, permettre à une seule et même personne de détenir les autorisations dans une, voire dans plusieurs régions, dès lors que la population totale de ces régions ne dépasserait pas 15 millions. En revanche, c'est sans succès qu'elle a tenté de convaincre le gouvernement de ne pas exchire Canal Plus de ce disposi-tif. En réponse à l'insistance « vigoureuse» de M. Jean-Pierre Fourcade (RI), président de la commission spéciale, le gouvernement a eu recours au vote bloqué de l'article, ce qui lui évitait d'avoir à compter les sénateurs qui le suivaient et ceux qui soutenaient la commission spé-

ANNE CHAUSSEROURG

L'organisation des marchés

cipations.

M. Guillaume veut confier aux professions agricoles le soin de gérer leurs affaires

Le conseil des ministres a approuvé le projet de loi présenté par M. Guillaume, concernant l'organisation économique en agriculture. A l'origine, ce projet devait corriger le caractère jugé trop étati-que par l'ancien président de la FNSEA des offices agricoles par produits, nés ou transformés après la loi de 1982, d'initiative socialiste. Le texte présenté se donne deux objectifs : mettre en place un conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (CSO) dans lequel les professionnels en nombre restreint (de 15 à 20 personnes au lieu de 60 actuellem cogéreront la politique agricole; donner la possibilité aux familles professionnelles qui le souhaiteront de reprendre à leur compte en tout ou partie la mission des actuels offices. Dans les deux cas, il s'agit de responsabiliser les professionnels. Dans les deux cas aussi, le contrôle et l'arbitrage de l'Etat demeurent.

Le CSO, nouvelle manière se prononcera par avis ou par recomman-dation sur les orientations économiques (notamment en matière ements, de développement agricole et de commerce extérieur). sur l'affectation des moyens budge taires, sur l'exercice des activités des interprofessions reconnues et des offices. M. Guillaume a indiqué que le CSO serait présidé par le mir de l'agriculture. Le projet de loi se borne par ailleurs à toiletter la loi de 1982 en retirant aux offices des missions qu'en réalité ils ne remplissaient pas telles que le contrôle des interprofessions, ou le contrôle du merce extérieur. Il renforce le pouvoir des professionnels qui devront composer la majorité des conseils de direction et indique sans plus de précision que les pouvoirs publics, les salariés et les consonmateurs y seront également repré-

Quant aux interprofessions qui souhaiteraient remplacer ces offices, le texte du gouvernement prévoit qu'elles passeront avec eux « des nventions ayant pour objet de

lesquelles ces organisations seront appelées à participer à l'exercice de certaines attributions conférées aux

offices - par la loi de 1982. En d'autres termes, c'est l'organisation des marchés à la carte, en fonction des souhaits des familles professionnelles regroupées en inter-profession, mais en fonction aussi du jugement porté par les pouvoirs publics sur la solidité et le sérieux desdites interprofessions. - Nous voulors, a indiqué M. Guillaume, agir avec souplesse. Les secteurs qui auroni choisi, le plus repidement possible je le souhaite, l'interpro-fession, auroni des missions d'ordre public et des missions d'ordre privé telles que les incitations aux expor-tations. » Pour l'heure, les professionnels concernés ne se bous pas pour prendre toutes leurs res-ponsabilités en sortant des offices, mais, comme l'a indiqué M. Pierre Muret-Labarthe, père de ce projet pragmatique, « on ne fait pas une loi pour six mols ou un an. Ce texte donne à ceux qui le souhaiteront un cadre pour s'organiser ».

Commentaire de M. Henri Nallet, député PS, ancien ministre de l'agriculture : « Il s'agit là d'un grand recul par rapport au programme de la majorité et par rapport aux déclarations antérieures du ministre qui voulait supprimer. purement et simplement tous les offices sous le prétexte que l'Etat y dit son mot et que certains d'entre eux ont été créés par la gauche (...). La possibilité de remplacer un office par une interprofession a de plus peu de chance de se réaliser : les quelques interprofessions efficaces sont très attachées aux offices, et la grande majorité des autres est bien incapable de gérer les marchés. » M. Nallet conclut que la seule vraie question est de savoir « comment gérer des marches de plus en plus encombrés et dissiciles de sorte que les agriculteurs perçoivent un revenu normal ».

Aux obsèques de Marcel Basdevant

« Les policiers sont notre premier rempart » déclare M. Jacques Chirac

Cérémonie émouvante et digne, loin des passions et des excès, ce samedi 12 juillet, dans la «cour du 19 août» de la préfecture de police de Paris, que ce dernier hommage à Marcel Basclevant, chef inspecteur divisionnaire à la brigade de répression du banditisme (BRB), tué mercredi dans l'attentat contre l'un des immeubles de la police judiciaire parisienne. Encadré par MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, eux-mêmes accompagnés de MM. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, et général de la police nationale, et Guy Fougier, préfet de police démissionnaire, en attente de la passation de pouvoirs avec son remplaçant, M. Jean Paolini, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a semblé très touché par la douleur des proches du

Auparavant, un cortège silencieux de trois cents policiers, mené par M. Pierre Touraine, directeur de la police judiciaire parisienne, avait accompagné le corps de Marcel Bas-devant de la Maison du gardien de la paix, boulevard Saint-Marcel jusqu'au siège de la préfecture de police, dans l'île de la Cité. Dans son police, dans l'île de la Cité. Dans son discours, M. Jacques Chirac devait « rendre hommage à un homme, à une institution », rappelant la carrière de Marcel Basdevant, promu à titre posthume commissaire principal, cité à l'ordre de la Nation, décoré de la Légion d'homneur et de la médaille d'or des actes de courage et de désentement.

et de dévouement. Le premier ministre a rappelé que Marcel Basdevant, cinquante-deux ans, entré il y a plus de vingt ans dans la police nationale comme gar-

dien de la paix après avoir servi trois ans comme sapeur-pompier de Paris, était l'une des figures de la BRB, l'un de ces vieux routiers qui fut longtemps chef du groupe de nuit de cette unité chargée de la lutte contre les malfaiteurs professionnels, devenu ensuite «procédurier», c'estdevenu ensure aprocesumers, c car-à-dire chargé de veiller au respect des formes juridiques dans les enquêtes menées. • Homme de ter-rain et technicien hors pair, devait résumer M. Chirac, il a formé plu-sieurs générations de policiers à son école : celle du courage, de la compétence, du bon sens et du calme, déployés dans le respect intangible du droit. »

Le premier ministre, sur un ton mesuré, lança ensuite un appel à la solidarité avec les forces de police, ces hommes qui «doèvent être aimés el respectés » parce que «grâce à leur action», «la paix [qui] n'est jamais un droit acquis (...) se conquiert et se renforce tous les jours». Affirmant sa «totale détermination à résister au terrorisme, cette « gangrène mortelle pour notre pays comme pour toutes les démo-craties », M. Chirac devait conclure : «Les policiers sont notre premier rempari. C'est pourquoi ils sont les plus menacés. Aussi convient-il qu'ils aient droit, de notre part à tous, qui que nous soyons et quelles que soient les fonctions que nous exerçons dans la société, à la compréhension, au respect, au soutien le plus large. quelles que solent, par ailleurs, les options philosophiques des uns et des autres.

E. P.

. IDS: Un contrat pour Messerschmidt. - Le Pentagone a annoncé, le vendredi 11 juillet, l'actroi d'un contrat de 4 millions de dollars à la compagnie ouest-allemande Messerschmidt-Bolkow-Blohm, dans le cadre de l'initiative de défense stratégique du président Reagan,

Ce contrat est le plus important accordé à une entreprise ouestallemende à ce jour, selon le Pentagone. La RFA, la Grande-Bretagne, Israël et le Canada ont signé des mémorandums d'accord avec les Etats-Unia, dans le cadre du programme

IDS. - (AFP.)

Le numéro do « Monde » daté 12 joillet 1986 a été tiré à 477 702 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

ABCDEFG

علدًا منه الأصل